



Munich Personal RePEc Archive

Is there a consensus among French economists ?

Wasmer, Etienne and Mayer, Thierry

Sciences-Po Paris

13 November 2009

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/18584/>
MPRA Paper No. 18584, posted 12 Nov 2009 14:42 UTC

Y-a-t-il du consensus entre économistes en France ?¹

Résumé

Dans cette étude financée par le Codice (Comité pour la Diffusion de la Culture Economique), on s'attache à rechercher le degré de consensus ou de polarisation des économistes professionnels français.

Un questionnaire de 82 questions portant sur 10 grands sujets économiques a été élaboré, en s'inspirant pour partie d'une enquête similaire réalisée auprès de 210 membres de l'American Economic Association en 2006. Le questionnaire a été mis en ligne entre le 5 octobre et le 14 octobre et un appel aux membres de l'AFSE a permis de recueillir 305 réponses dont 181 personnes (60%) par des personnes ayant communiqué une adresse internet valide, permettant le plus souvent d'identifier leur auteur, et 40% de personnes ayant souhaité conserver l'anonymat complet.

Les questions retenues sont soit positives, soit normatives. Dans ce dernier cas et afin de distinguer le savoir et la connaissance économique des répondants de leurs orientations politiques ou philosophiques (ces orientations n'étant pas l'objet du sondage), on a évité de poser des questions pour lesquelles la réponse dépendait de l'aversion du répondant à l'inégalité, par exemple sa vision utilitariste ou sa vision rawlsienne. La réponse à ces dernières questions doit être en principe interprétée selon un critère d'efficacité globale pour la société.

L'objet de l'étude n'est en aucun cas d'établir des savoirs, dont la production est un exercice académique soumis à un processus rigoureux de validation par les pairs. La procédure, expérimentale, ne permet en outre pas de s'assurer de la représentativité de l'échantillon, mais un certain nombre d'enseignements peuvent être tirés en vue d'une éventuelle réplique de l'enquête sur une plus grande échelle. Les opinions des personnes ayant souhaité participer au questionnaire ne sont donc pas nécessairement celles des « économistes » au sens d'un groupe représentatif.

Il est par ailleurs recommandé de consulter les résultats par catégorie de répondants plutôt que les résultats agrégés : ces derniers mêlent les expertises de professeurs, de chercheurs, de salariés du privé ou des administrations publiques ou d'étudiants.

¹ Nous remercions pour leurs conseils ou leurs suggestions: Eric Le Boucher, Isabelle Knock-Méo, Roger Guesnerie, Gilles-Saint Paul et Cornelia Woll. Cette étude est financée par le Codice (Comité pour la Diffusion de la Culture Economique). Nous remercions aussi Claire Bénard (Sciences Po) qui a traduit les questions du questionnaire de Whaples en français dont une vingtaine a été réutilisée dans cette enquête. Nous remercions aussi les membres de la Junior Entreprise de l'X qui a administré le questionnaire, en particulier Arnaud Ramey, et notre partenaire ECO89 (Pascal Riché), ainsi que Jean-Michel Charpin et André Carpetanis de l'AFSE. Ces remerciements n'impliquent pas les personnes citées au-delà de leurs conseils amicaux. Nous restons seuls responsables des méthodes et résultats.

Is there a consensus among French economists ?

Thierry Mayer (Sciences Po and CEPII) and Etienne Wasmer (Sciences Po and OFCE).

Abstract

This paper provides a summary of the results of a survey on French professional economists on 82 general economic questions, classified in 11 areas : competition policies, trade and globalization, education and human capital, social security and redistribution, tax policy, environment, labor markets, housing markets, international macroeconomics, financial crisis and varia.

This survey is a replication and an extension of a similar survey by Whaples (2006) on 80 economists of the American Economic Association and based on 24 normative questions.

In our survey, we collected 305 answers, among which 146 academics, on 39 positive questions, 35 normative questions and 8 additional questions.

Our findings are that there is a mild degree of consensus, heterogeneously distributed across questions. There is some fair amount of consensus on 25% of the 82 question, and a strong disagreement on 10% of questions. We also find that macroeconomic issues are not less consensual than microeconomic questions. Finally, respondents have a moderate to large aversion to market forces, except for full professors and senior researchers who are on balance equidistant between pro-market and pro-state interventions.

La science économique est diverse, source de controverses et de conflits scientifiques qui trouvent parfois une résonance auprès du grand public. Par exemple la profession des économistes en général et les macro-économistes en particulier sont confrontés à une remise en question importante des cadres théoriques communément acceptés à l'occasion de la crise mondiale qui a commencée à l'automne 2008). Par ailleurs, notre discipline est en évolution rapide ces dernières années, dans toutes ses dimensions : théories, méthodes de validations empiriques, évaluation des politiques publiques, concurrence des universités étrangères dans le recrutement des jeunes économistes formés en France...

De cette diversité et parfois de ces phénomènes qui poussent en apparence à la divergence, doit-on conclure qu'il n'existe aucun consensus parmi les économistes ou bien ceux-ci se retrouvent-ils sur certaines questions ? S'inspirant d'études menées il y a quelques années auprès des membres de l'*American Economic Association*², ce questionnaire tente de définir les thèmes faisant en France l'objet de consensus et ceux faisant l'objet de débats scientifiques.

1. Le questionnaire

Il comporte 82 affirmations, dont 24 étaient directement traduites de l'étude de Whaples (2006), qui ont été réparties en onze thèmes :

1. Régulation des marchés, politiques de concurrence
2. Commerce international et mondialisation
3. Education, capital humain
4. Sécurité sociale, redistribution
5. Fiscalité
6. Environnement
7. Marché du travail
8. Marché du logement
9. Euro, macroéconomie internationale
10. Crise, gestion du secteur financier et plans de relance
11. Divers

Ces affirmations peuvent être validées ou invalidées par le répondant selon les modalités suivantes :

Tout à fait en désaccord (1)

Plutôt en désaccord (2)

Sans opinion (3)

Plutôt d'accord (4)

Tout à fait d'accord (5).

Le page du site hébergeant le sondage propose par défaut et pour chacune des 82 affirmations l'option 3, sans opinion. Un intervenant validant le sondage sans rien changer répondrait donc 3 à toutes les questions.

Le site, géré par la Junior Entreprise de l'Ecole Polytechnique, affichait en première page la mention suivante (voire également en Annexe I la première page du site) :

Nota bene : la plupart des questions ont évidemment une résonance politique (débat gauche-droite, débat sur l'Europe et la mondialisation, débats sur l'immigration). Il importe de répondre en fonction, non pas d'une orientation politique ou philosophique, mais en fonction

² Whaples Robert, "Do Economists Agree on Anything? Yes!", *Economists' Voice* www.bepress.com/ev November, 2006 ; Whaples, Robert (1996) "Is There Consensus among American Labor Economists: Survey Results on Forty Propositions," *Journal of Labor Research*, 17(4):725-34.

de sa propre conviction de ce que la recherche économique et le savoir économique ont établi (par la théorie, les études empiriques, l'histoire économique).

De fait, un certain nombre d'affirmations sont rédigées de façon à ce qu'une réponse 5 traduise globalement une confiance dans **la régulation interne par le marché**. D'autres affirmations sont rédigées de façon à ce que la réponse 5 traduise au contraire une plus grande confiance dans **la régulation économique externe, généralement publique**, ou une méfiance envers la régulation interne par le marché. Certaines questions étaient plutôt neutres.

Par exemple, dans la première catégorie (régulations des marchés et politiques de concurrence) la première affirmation du questionnaire est :

1. Abolir les restrictions sur l'implantation des pharmacies permettrait de faire baisser le prix des produits de parapharmacie.

qui se situe clairement dans le groupe des affirmations qu'on appellera par simplicité « **pro-marché** »

La sixième question est

6. La politique de la concurrence européenne devrait être plus souple vis-à-vis des aides d'Etat.

qui est elle plutôt dans le groupe des affirmations qualifiées de « **pro-régulations** ».

Enfin la septième question de ce premier thème se situe dans un groupe d'affirmations dites « **neutres** ».

7. L'Europe est le bon niveau géographique pour les traiter des problèmes de contrôle des concentrations

Au total, le questionnaire comporte 34 affirmations du groupe « pro-marché », 26 affirmations du groupe « pro-régulation » et 22 affirmations du groupe « neutre ». Cette distinction entre des questions pro-marché et pro-régulation est une ligne de différenciation naturelle dans la discipline, qui bien entendu n'est absolument pas propre à la France, et permet de quantifier le degré de consensus ou de dissensus. Les questions plus neutres fournissent un groupe de référence naturel où la réponse serait moins dépendante de l'appartenance à telle ou telle tradition scientifique ou école de pensée en économie.

Par ailleurs, certaines affirmations sont purement **positives** comme la question 1 sus-citée, d'autres ont au contraire un contenu **normatif**, comme la question 6. Certaines questions sont plus difficiles à classer car elles suggèrent un mécanisme clair avec une implication du type « il faut », c'est par exemple le cas de la question 82 : *Il faut légaliser le cannabis afin d'éviter une hausse des prix qui développerait les activités criminelles et les bandes organisées.* On ne classe donc pas ce type d'affirmation en normatif ou descriptif.

La difficulté avec les questions normatives est qu'elles mêlent potentiellement deux aspects chez les individus interrogés : d'une part, ce qui est optimal du point de vue de la connaissance économique de chacun, d'autre part le critère retenu pour évaluer ce qui est optimal. Afin donc de distinguer le savoir et la connaissance économique des répondants de leurs orientations politiques ou philosophique, ces orientations n'étant pas l'objet du sondage, on a évité de poser des questions pour lesquelles la réponse dépendait de l'aversion du répondant à l'inégalité, par exemple sa vision utilitariste ou sa vision rawlsienne.

Cela n'est bien sûr pas toujours facile. Il eût sans doute été plus simple de ne poser que des questions positives et d'éviter les questions normatives, mais l'intérêt de cette enquête est précisément de faire ressortir la richesse des questionnements des économistes. Ne poser que des questions positives aurait

conduit au reproche de « technicité » ou de scientisme de la science économique, ou aurait pu être interprété comme une sorte de contrôle des connaissances déplacé. La démarche de poser également des questions normatives est donc assumée, avec les réserves d'interprétation qu'il convient d'apporter. Il est par ailleurs à noter que toutes les questions du questionnaire de Whaples étaient normatives.

On peut également noter en passant que l'explosion récente de la production scientifique qui cherche à remettre en cause sur les plans théoriques et empiriques les idées bien établies ait abouti au fait que de moins en moins de questions positives ont en réalité une réponse simple.

Au total le questionnaire contient 39 questions positives (on inclut dans cette catégorie les affirmations où un mécanisme a un effet sur le bien-être d'un sous-groupe, par exemple les non-qualifiés, même si on fait référence au « bien-être » de cette catégorie) et 35 questions normatives, ainsi que 8 questions non classées.

Le tableau suivant résume la comparaison entre l'étude de Whaples (2006) et la nôtre.

	Notre étude	L'étude de Whaples (2006)
Procédure de diffusion	Envoi par courriel aux membres de l' <i>Association Française de Sciences Economiques</i> .	Envoi par courrier régulier à un échantillon de membres de l' <i>American Economic Association</i> .
Echantillon touché	Non communiqué.	210 personnes.
Procédure de collecte des réponses	Site internet en ligne 10 jours.	Renvoi de courrier.
Nombre de répondants	305 dont 181 non-anonymes et 146 académiques (professeurs d'université et maîtres de conférence, directeur de recherche ou chargé de recherche).	Entre 77 et 83 personnes selon les questions.
Nombre total de questions	82 questions.	24 questions.
Nombre de questions normatives	35 questions.	24 questions.
Nombre de questions positives	39 questions.	Aucune.

2. L'expérimentation et son contexte

Le questionnaire a été mis en ligne entre le 5 et le 14 octobre 2009. Un appel aux membres de l'AFSE a été ainsi envoyé par l'AFSE le 5 octobre 2009. Une relance a été envoyée le 13 octobre à tous les membres de l'AFSE.

Pour chaque thème, compte tenu de la longueur du questionnaire, deux questions étaient mises en valeur de façon à permettre à un lecteur pressé de répondre à une sous-partie du questionnaire (22 réponses sur 82).

L'expérimentation a suscité un certain nombre de commentaires. L'économiste Anne Lavigne, sous le pseudo de Gizmo, a lancé un fil de discussion sur ce thème sur le blog d'Econoclaste (<http://econoclaste.org.free.fr/dotclear/>) dès le 5 octobre 2009 à 19h17.³ Dans les commentaires de ce blog, l'un des auteurs a alors précisé la démarche de l'enquête.

³ <http://forum.econoclaste.free.fr/read.php?3,8037>

Le 7 octobre 2009, l'économiste Gilles Raveaud, maître de conférences à l'Université Paris 8 Saint-Denis, a communiqué sur ce questionnaire sur le blog qu'il tient sur le site d'Alternatives Economiques⁴ et a indiqué comment il répondrait personnellement aux affirmations 27, 28, 40, 41, 49, 70, 73, 74, 75, 76, 77 (avec lesquelles il affirmait être en désaccord) et aux affirmations 39, 47, 48, 54, 55, 56, 67, 68, 79, 81, 82 (avec lesquelles il affirmait être en accord).⁵

Ce billet a suscité une polémique avec le blogueur d'Econoclaste.⁶ Sur ce, une série de blogs se sont emparés de ce sujet. Douze jours après la clôture de l'enquête, le 27 octobre 2009, l'économiste Bruno Amable, professeur à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, a publié une tribune dans Libération sur ce sondage⁷, en concluant notamment :

Plus révélateur est le statut de la science économique que véhicule ce type d'enquête. Il est explicitement admis que les questions ont une «résonance politique» mais il est stipulé qu'il ne faut pas répondre en fonction de son orientation politique mais selon son «sa propre conviction de ce que la recherche économique et le savoir économique ont établi», ce qui revient d'ailleurs à demander à chacun d'exprimer sa perception du consensus.

On doit surtout comprendre que la science économique serait capable de donner des résultats «objectifs» en matière politique et donc de dire qui a raison et qui a tort dans les luttes partisans. Or, beaucoup des affirmations de l'enquête renvoient à des oppositions proprement politiques, qu'on ne peut réduire à une recherche de solutions techniquement ou moralement supérieures.

3. Statistiques descriptives de l'échantillon

Lors de la mise en ligne, la procédure a permis de recueillir 305 réponses aux 82 questions, ce qui a généré une base de données de $305 \times 82 = 25\,010$ observations à exploiter, avec une dimension temporelle (ramenée au numéro d'identification du répondant) et une dimension « question ».

Les répondants devaient d'abord valider la première page contenant les explications, puis répondre s'ils le souhaitaient à une série de questions concernant leur profession ou leur statut. Ils pouvaient cocher une case demandant à recevoir les résultats par courrier électronique, puis devaient renseigner une adresse électronique. L'adresse électronique par défaut était exemple@domaine.fr. Au total, sur les 305 réponses, 181 personnes ont donné une adresse électronique différente de celle par défaut, 38 personnes ont coché la case « souhaite recevoir les résultats » mais se sont ravisés en laissant l'adresse par défaut. Au total donc, 181 personnes soit 59.34% des personnes ont laissé une adresse différente de l'adresse par défaut, dont très peu, voire aucune, ne semblait fantaisiste. Par un abus de langage, nous qualifions les 124 répondants n'appartenant pas à ce premier groupe d'anonymes.

La Figure suivante indique les modalités de réponses pour toutes les questions groupées, pour l'échantillon total et celui des 181 répondants non-anonymes.

⁴ <http://alternatives-economiques.fr/blogs/raveaud/2009/10/08/economistes-professionnels-le-codice-vous-sonde/>

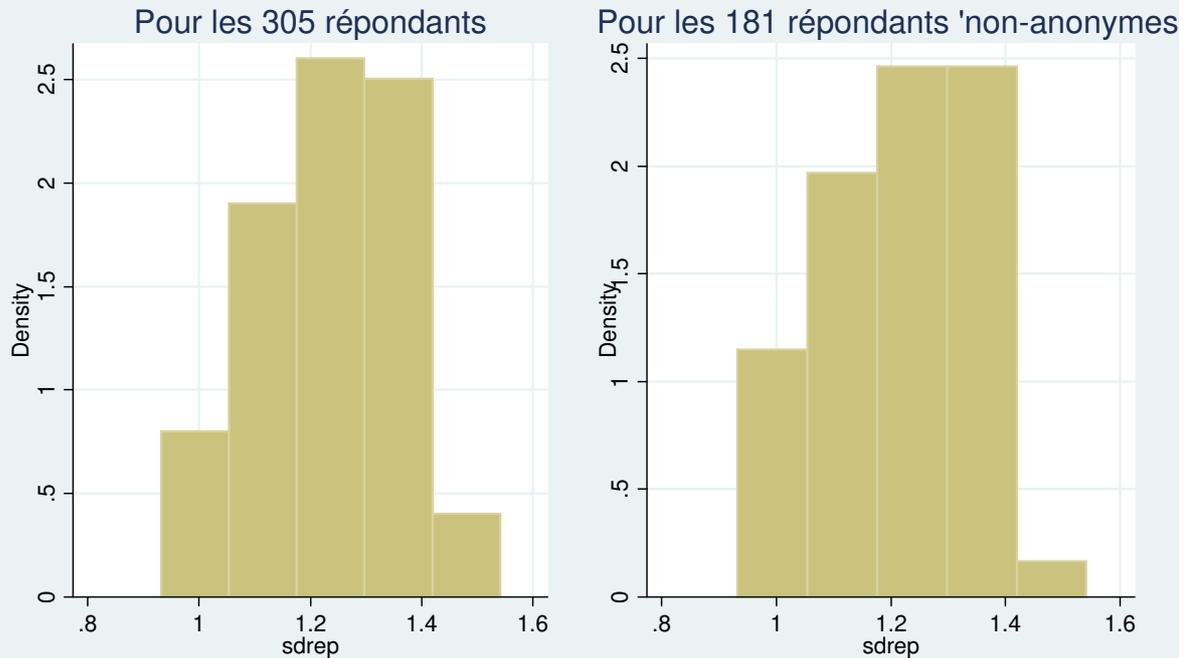
⁵ Dans les commentaires, il a cependant ajouté à propos de la question 48 portant sur les effets en emploi du RSA « Pour la question 48, je me suis gourré, oups. Je voulais dire que j'étais en accord : suivant les analyses critiques du RSA développées, de façon différente, par Thomas Piketty et Denis Clerc, je pense que ce dispositif ne créera que "peu" d'emplois. Comme cette réponse n'est pas disponible, j'ai mis que j'étais d'accord avec la proposition selon laquelle il ne créera "aucun" emploi. »

⁶ <http://forum.econoclaste.free.fr/read.php?3,8037>

⁷ <http://www.liberation.fr/economie/0101599481-les-experts-sont-formels>

Statistiques descriptives des réponses

Histogramme des réponses



1 = tout à fait en désaccord - 2 = plutôt en désaccord - 3 = sans opinion - 4 = plutôt d'accord - 5 = tout à fait d'accord

Le Tableau suivant donne les fréquences (et les nombres d'observations entre parenthèses) des différentes réponses pour divers groupes de réponses.

	Tous répondants	Non-anonymes	Tous répondants, groupe affirmations neutres	Tous répondants, groupe affirmations non-neutres
1 : tout à fait en désaccord	17.9% (4 467)	16.9% (2 514)	13.6% (910)	19.4% (3 557)
2 : plutôt en désaccord	20.0% (4 990)	20.9% (3 103)	16.9% (1 137)	21.1% (3 853)
3 : sans opinion	20.0% (5 004)	18.6% (2 766)	21.5% (1 440)	19.5% (3 564)
4 : plutôt d'accord	24.1% (6 021)	25.3% (3 761)	27.3% (1 829)	22.9% (4 192)
5 : tout à fait d'accord	18.1% (4 528)	18.2% (2 698)	20.8% (1 394)	17.1% (3 134)

Somme d'une colonne = 100%. La colonne 1 indique les pourcentages de réponses pour l'ensemble des 305 répondants et pour les 82 questions, la colonne 2 se restreint aux 181 répondants avec une adresse électronique valide, la troisième colonne porte sur les 305 répondants mais pour le sous-groupe des 22 affirmations dites « neutres », la quatrième colonne porte sur les 305 répondants et pour le sous-groupe des 60 affirmations « non-neutres ».

On peut faire deux observations.

D'une part, le nombre de réponses 3 (sans opinion), qui était l'option par défaut, n'a pas été disproportionnellement élevée. Elle est de 20% en moyenne, un peu plus faible pour les non-anonymes et pour les affirmations non-neutres.

D'autre part, la distribution est globalement homogène, avec une petite diminution aux extrêmes, en particulier pour la réponse 1 (tout à fait en désaccord) aux affirmations « neutres », ce qui n'est pas en soi très surprenant.

Les personnes ayant répondu avaient l'option de renseigner une profession dans une liste déroulante ou d'ajouter leur propre profession. Nous avons regroupé ces différents statuts et profession, en créant un groupe Professeur des Universités et Directeurs de Recherche (PR-DR), un groupe Maîtres de Conférence et Chargés de Recherche (MCF-CR), un groupe des enseignants du secondaire, un groupe des étudiants ou lycéens (hors doctorants), un groupe Secteur Privé, un groupe Administration Publique, un groupe Doctorants. La catégorie « Autre » est composée essentiellement de retraités ou de personnes se déclarant « économiste » sans précision, ainsi que des professions diverses ne rentrant pas dans les catégories ci-dessus.

Catégorie	# individus	Freq.(%)	Part anonymes	# réponses	% rép=3
Administration Publique	22	7.21	50.0%	1 804	13.3%
Doctorants	34	11.15	20.6%	2 788	28.5%
Prof. Univ ou Directeurs Recherche	58	19.02	41.4%	4 756	17.5%
Etudiants ou Lycéens	12	3.93	33.3%	984	21.1%
MCF Univ. ou Chargés de Recherche	88	28.85	45.5%	7 216	21.4%
Secteur Privé	42	13.77	45.2%	3 444	18.1%
Second Degré	23	7.54	26.1%	1 886	15.2%
Autres	19	6.2	47.4%	1 558	21.8%
Ne souhaite pas répondre	7	2.3	57.1%	574	24.9%
Total	305	100.00	-	25 010	20.0%

La première colonne indique le nombre d'individus ayant répondu, la seconde leur part relative dans l'échantillon, la troisième est la proportion de personnes anonymes dans ce groupe, la quatrième est le nombre de réponses exploitables, la cinquième est la proportion des réponses « sans opinion ».

Bien qu'on dispose d'un petit nombre d'individus dans chaque catégorie, leurs réponses aux 82 questions sont généralement complètes et génèrent plusieurs centaines ou milliers d'observations. Les catégories les plus susceptibles de souhaiter l'anonymat sont, dans l'ordre, ceux ne souhaitant pas donner leur statut/profession (57% d'anonymat), Administration Publique (50.0%), Autres (47.4%), les MCF-CR (45.5%) et le Secteur Privé (45.2%). La proportion de réponses « Sans opinion » est plus élevée chez les doctorants (28.5% qui savent qu'ils ne savent pas), ceux ne souhaitant pas répondre (24.9%). La proportion de « Sans opinion » est la plus faible chez les PR-DR (17.5% de sans opinion contre 82.5% qui pensent qu'ils savent), mais surtout chez les enseignants du secondaire (15.2% de sans opinion) et dans les répondants de l'administration publique (13.3%).

4. L'analyse des résultats

4.1. Analyse du degré de consensus

Une façon d'analyser le consensus est de calculer un écart-type pour chaque question à travers l'échantillon des individus. A titre indicatif, le tableau suivant donne les écarts-types pour différentes configurations des réponses, théoriques puis simulés aléatoirement sur 100 tirages de 82 questions et 300 individus.

Configuration des réponses	Ecart-type	Ecart-type cross-simulation
Théorique si réponses certaines		
Consensus total (uniq. 1 par ex.)	0	Sans objet
Consensus très fort (uniq. 1 et 2 à part égale)	0.503	Sans objet
Consensus fort (uniq. 1, 2 et 3 à part égale)	0.821	Sans objet
Consensus faible (1, 2, 3, et 4 à part égale)	1.124	Sans objet
Equi-répartition (1, 2, 3, 4 et 5 à part égale)	1.421	Sans objet
Dissensus fort (1, 2, 4, 5 à part égale)	1.589	Sans objet
Dissensus maximal (uniq. 1 et 5)	2.010	Sans objet
Simulation empirique sur 300 personnes et 82 questions		
Aléatoire dans (1, 2, 3, 4, 5)	1.415	(0.003)
Aléatoire dans (1, 2, 4, 5)	1.581	(0.003)
Aléatoire dans (1,5)	2.000	(0.000)

Cette table indique l'écart-type obtenu si les réponses étaient distribuées comme indiqué dans la première colonne.

Nous pouvons maintenant calculer les écarts-types pour chaque question de la base de données.

Nous présentons d'abord quelques statistiques descriptives des écarts-types des réponses dans l'ensemble des 82 questions.

Pour l'ensemble des répondants, la moyenne des écarts-types est de 1.23 avec un écart-type des écarts-types entre les questions de 0.13, un min de 0.93 et un max de 1.54. La question médiane a un écart-type de 1.25. Si on se limite aux seuls académiques (maîtres de conférence, professeurs, chargés de recherche et directeurs de recherche), les chiffres sont très proche : la moyenne est de 1.22, la médiane de 1.24, l'écart-type des écarts-types entre questions est de 0.14, un min de 0.85 et un max de 1.57.

Le tableau suivant donne la distribution des écarts-types entre les diverses questions. Il montre notamment que les réponses aux questions avec une connotation politique sont plus dispersées que les questions dites neutres.

	Moyenne	10 pctile	25 pctile	médiane	75 pctile	90 pctile
Toutes qns	1.23	1.06	1.14	1.25	1.34	1.39
Neutres	1.17	0.99	1.10	1.19	1.26	1.32
Pro-marché	1.26	1.10	1.18	1.27	1.34	1.39
Pro-régul	1.26	1.06	1.17	1.27	1.36	1.44

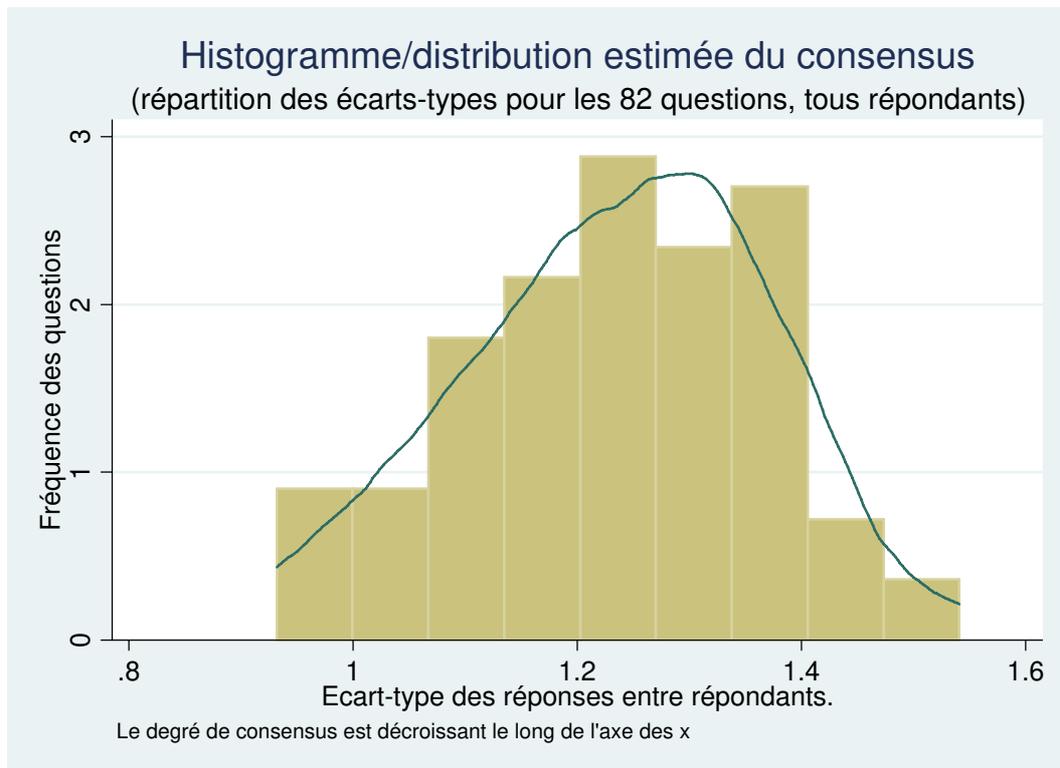
Cette table indique la moyenne et la distribution des écarts-types (entre individus) des réponses aux 82 affirmations. Un écart-type plus grand implique un moins grand degré de consensus. Echantillon : tous les répondants.

En se limitant aux seuls académiques, les conclusions sont très proches :

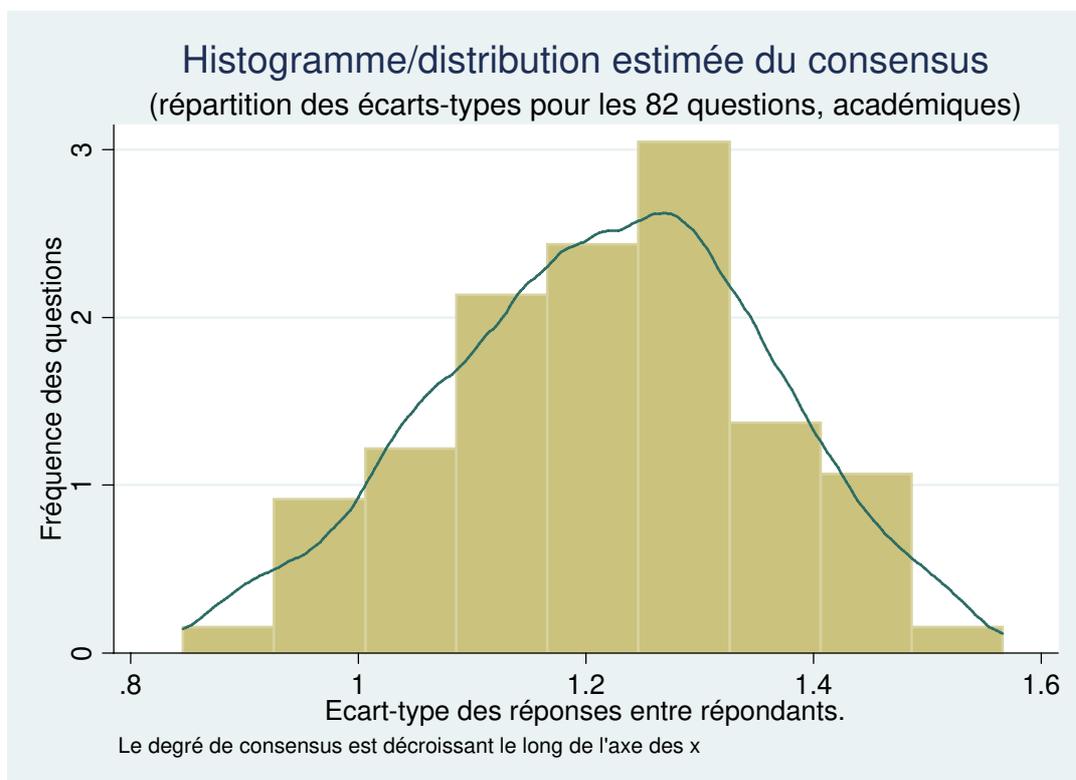
	Moyenne	10 pctile	25 pctile	Médiane	75 pctile	90 pctile
Toutes qns	1.22	1.04	1.11	1.24	1.32	1.40
Neutres	1.14	0.96	1.07	1.17	1.24	1.28
Pro-marché	1.23	1.09	1.12	1.25	1.32	1.39
Pro-régul	1.25	0.98	1.17	1.25	1.37	1.45

Cette table indique la moyenne et la distribution des écarts-types (entre individus) des réponses aux 82 affirmations. Un écart-type plus grand implique un moins grand degré de consensus. Echantillon : limité aux seuls académiques.

Pour l'ensemble de l'échantillon, la distribution présente une asymétrie : des questions font consensus, quelques plus rares questions font très peu consensus, comme l'indique la Figure suivante.



Pour la distribution des écarts-types entre questions lorsqu'on limite l'échantillon aux seuls académiques, on trouve une distribution légèrement plus symétrique :



En d'autres termes, on peut dire qu'en moyenne dans cet échantillon et dans celui des « académiques », les questions posées ont un degré de consensus qui se situe entre « consensus faible » (écart-type limite de 1.12) et « équi-répartition des réponses » (écart-type limite de 1.421), 25% des questions posées se situent entre le niveau de consensus faible et fort (écart-type limite de 0.821), tandis que moins de 10% des questions posées seulement se situent au-delà de l'équi-répartition.

Par catégorie professionnelle, nous avons les résultats suivants :

Catégorie	Moyenne et médiane des écarts-types (82 questions)	
Administration Publique	1.32	1.37
Doctorants	1.17	1.18
Prof. Univ ou Directeur Recherche	1.24	1.25
Etudiants ou Lycéens	1.17	1.16
MCF Univ. ou Chargés de Recherche	1.17	1.19
Secteur Privé	1.23	1.24
Second Degré	1.24	1.27

Cette table indique la moyenne et la médiane des écarts-types (entre individus) des réponses aux 82 affirmations. Un écart-type plus grand implique un moins grand degré de consensus.

Il y a plus de consensus au sein de chaque catégorie qu'en moyenne, ce qui était prévisible, sauf au sein de l'administration publique. Les catégories contenant plus de consensus sont les MCF-CR, les étudiants non doctorants et les doctorants.

Il y a plus de consensus au sein de chaque catégorie qu'en moyenne, ce qui était prévisible, sauf au sein de l'administration publique. Les catégories contenant plus de consensus sont les MCF-CR, les étudiants non doctorants et les doctorants.

Par catégorie de questions nous avons les résultats suivants, ordonnés par consensus décroissant (écarts-types notés « ET » croissants) pour l'ensemble de l'échantillon :

	# de qns de la cat.	Echantillon total Ecart-type	Echantillon total ET des ET	Echantillon « académiques » Ecart-type	Echantillon « académiques » ET des ET
8 Logement	7	1,15	0,10	1.14	0.11
5 Fiscalité	7	1,16	0,11	1.13	0.14
9 Euro Macro Inter	7	1,18	0,12	1.15	0.15
4 Sécurité Sociale Redistribution	8	1,20	0,14	1.19	0.15
6 Environnement	5	1,22	0,17	1.15	0.16
7 Marché du travail	10	1,25	0,13	1.26	0.14
10 Crise, Finance	9	1,25	0,15	1.21	0.15
11 Divers	3	1,25	0,09	1.22	0.08
1 Régulation des marchés	7	1,26	0,10	1.24	0.10
2 Mondialisation	9	1,27	0,14	1.25	0.13
3 Education Capital Humain	10	1,33	0,13	1.34	0.14

Cette table indique la moyenne et la médiane des écarts-types (entre individus) des réponses aux 82 affirmations. Un écart-type plus grand implique un moins grand degré de consensus. Les deux premières colonnes portent sur tout l'échantillon, les deux suivantes sur l'échantillon des académiques.

En d'autres termes, les domaines où on trouve plus de consensus entre les 305 répondants que pour la moyenne des questions sont : le logement, la fiscalité, la politique macroéconomique et les questions de redistribution et de sécurité sociale. La crise, les régulations des marchés, la mondialisation et

l'éducation recueillent moins de consensus. Le classement est assez proche pour l'échantillon des « académiques » avec deux inversions : la fiscalité devient le sujet le plus consensuel alors que le marché du travail devient moins consensuel.

Pour terminer cette section, nous pouvons décrire les dix questions faisant le plus consensus et les dix questions faisant moins consensus

Dix questions les moins clivantes, classées par écart-type croissant.	Réponse moyenne et écart-type
37. Les niches fiscales permettent à des ménages riches de ne pas payer d'impôt.	4.4 (0.93)
44. Les États-Unis devraient ratifier les accords de Kyoto.	4.28 (0.94)
33. La couverture des risques santé doit être publique pour éviter que certaines personnes ne se retrouvent sans assurance maladie parce qu'elles présentent un risque trop élevé.	4.37 (0.98)
77. Le dollar doit rester la monnaie de référence du système financier International.	2.09 (0.99)
51. Le RSA créera une trappe à travail à temps partiel.	3.62 (0.99)
68. La politique budgétaire devrait être coordonnée entre les pays de la zone Euro.	4.10 (1.01)
12. Un renforcement des lois anti-dumping au niveau européen augmenterait l'efficacité des marchés.	3.43 (1.01)
62. Les maires devraient mettre plus de foncier sur le marché.	3.48 (1.04)
58. Le déficit de logement est dû à la fiscalité de l'immobilier.	2.31 (1.06)
48. Le RSA n'aura pas d'effets sur l'emploi car les emplois correspondants ne seront pas créés.	3.54 (1.06)

Rappel : 1 = tout à fait en désaccord, ..., 3 = neutre, ..., 5 = tout à fait d'accord.

Dix questions les plus clivantes, classées par écart-type croissant.	Réponse moyenne et écart-type
1. Abolir les restrictions sur l'implantation des pharmacies permettrait de faire baisser le prix des produits de parapharmacie.	2.90 (1.38)
52. Une baisse du coût du travail est favorable à l'emploi.	2.66 (1.39)
10. Empêcher les délocalisations est un mauvais service à rendre aux entreprises en ce qui concerne leur productivité.	2.90 (1.39)
72. Plafonner les bonus des traders au niveau national est une bonne mesure si on veut limiter la prise de risque excessive des salles de marché.	2.96 (1.40)
30. La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est d'augmenter l'âge normal de retraite.	2.90 (1.41)
25. La concurrence entre universités sera néfaste pour les enseignants-chercheurs.	3.18 (1.42)
24. La concurrence entre universités sera néfaste pour la production de recherche.	2.98 (1.45)
9. L'Europe devrait libéraliser davantage ses échanges pour favoriser la croissance des pays pauvres.	2.82 (1.47)
79. L'État devrait nationaliser tout ou partie du secteur bancaire français afin de garantir la stabilité du secteur en France.	3.29 (1.48)
18. La concurrence entre universités sera néfaste pour les étudiants.	3.07 (1.54)

Rappel : 1 = tout à fait en désaccord, ..., 3 = neutre, ..., 5 = tout à fait d'accord.

On peut par ailleurs noter que les questions les plus consensuelles ne sont pas nécessairement celles pour lesquelles les réponses sont les plus tranchées dans un sens ou dans l'autre. Nous définissons

donc un indicateur de l'écart à 3 de la moyenne des réponses (en valeur absolue) et choisissons les 10 questions pour lesquelles cet indicateur est le plus important. Les résultats sont dans le tableau suivant, on retrouve 5 des 10 questions les moins clivantes (numéro souligné) mais cinq autres questions se glissent dans le tableau :

Dix questions dont la moyenne des réponses est la plus éloignée de 3, dans l'ordre croissant d'éloignement à 3 = « sans opinion ».	Réponse moyenne et écart à 3
<u>77.</u> Le dollar doit rester la monnaie de référence du système financier International.	2.09 (0.91)
46. La défense de la biodiversité a un sens économiquement parlant.	3.94 (0.94)
67. La concurrence fiscale devrait être interdite entre les pays de la zone Euro pour éviter le report des taxes sur les facteurs les moins mobiles.	3.95 (0.95)
31. La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est de diminuer les prestations et autres avantages de la sécurité sociale.	2.00 (1.00)
5. Les ententes entre producteurs diminuent le bien-être global.	4.04 (1.04)
<u>68.</u> La politique budgétaire devrait être coordonnée entre les pays de la zone Euro.	4.10 (1.10)
28. La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est d'obliger chacun à cotiser sur des comptes individuels investis à long-terme.	1.84 (1.15)
<u>44.</u> Les États-Unis devraient ratifier les accords de Kyoto.	4.28 (1.28)
<u>37.</u> Les niches fiscales permettent à des ménages riches de ne pas payer d'impôt.	4.36 (1.36)
<u>33.</u> La couverture des risques santé doit être publique pour éviter que certaines personnes ne se retrouvent sans assurance maladie parce qu'elles présentent un risque trop élevé.	4.37 (1.37)

Rappel : 1 = tout à fait en désaccord, 2 = plutôt en désaccord, 3 = neutre, 4 = plutôt d'accord, 5 = tout à fait d'accord.

4.2 Analyse de la polarisation pro ou anti-marché

Dans cette section, nous analysons les réponses selon un axe pro-marché ou anti-marché, en utilisant le regroupement des questions développé à la partie 1 de ce texte.

Nous définissons aussi une variable synthétique appelée PREF-RI «préférence pour la régulation interne » qui prend la valeur 0 si toutes les affirmations du groupe pro-marché ont une réponse 1 (tout à fait en désaccord) et toutes les affirmations du groupe pro-régulation ont une réponse de 5 (tout à fait d'accord) et inversement une valeur de 100 si toutes les affirmations du groupe pro-marché ont une réponse 5 (tout à fait d'accord) et toutes les affirmations du groupe pro-régulation ont une réponse de 1 (tout à fait en désaccord).

Concrètement, on a :

$$\text{PREF-RI} = [(\text{qn} = \text{pro-marché}) * (\text{réponse}-1) + (\text{qn} = \text{pro-régulation}) * (5 - \text{réponse})] * 25$$

Le tableau suivant représente les statistiques descriptives de la moyenne des réponses aux questions dans chacune des catégories. Il s'agit de la distribution *entre individus*.

	Moyenne	Ecart-type	25 pctl	médian	75 pctl
Neutre (1-5)	3.24	0.30	3.05	3.28	3.45
Pro-marché (1-5)	2.71	0.64	2.21	2.73	3.18
Pro-régulation (1-5)	3.30	0.64	2.92	3.31	4.15
PREF-RI (0-100)	42.7	15.1	30.9	42.4	52.9

Cette table indique la moyenne des réponses aux affirmations classées par sous-groupe de questions (trois premières lignes) et la distribution de ces réponses parmi les individus. Rappel : 1 = tout à fait en désaccord, ..., 3 = neutre, ..., 5 = tout à fait d'accord. La dernière ligne fournit les mêmes informations pour la variable PREF-RI définie plus haut. Concernant cette variable, une moyenne de 0 indique que le répondant était systématiquement en désaccord avec les affirmations « pro-marchés » et systématiquement en accord avec les affirmations « pro-régulation », une moyenne de 100 indique au contraire une orientation systématiquement pro-marché.

Ce tableau montre qu'en moyenne, les répondants à cette enquête expriment une préférence plus forte pour la régulation externe ou publique que pour la régulation interne par le marché.

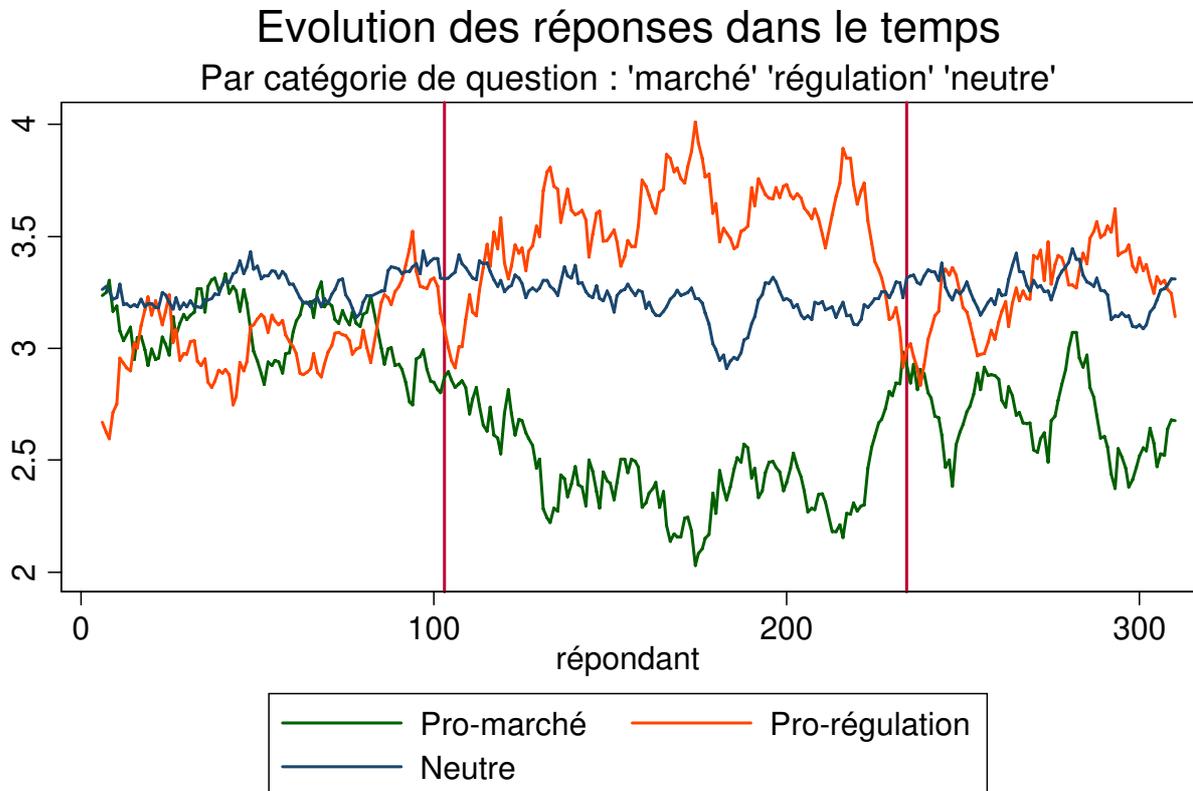
Par catégorie, on s'aperçoit que les professeurs d'université et les directeurs de recherche sont assez neutres sur cet axe de la préférence pour la régulation interne. En revanche, les enseignants du second degré et les maîtres de conférence et chargés de recherche semblent nettement plus en défaveur des solutions de marché. La restriction de l'échantillon aux personnes ayant indiqué une adresse valide ne remet pas en cause fondamentalement ce constat, avec un écart notable pour les personnes se déclarant dans l'administration publique, dont le non-anonymat rapproche la variable de 50%. Il est intéressant de noter que les économistes travaillant dans le secteur privé ont également en moyenne plutôt des réponses « pro-régulation », avec quasiment le même score que les économistes en administration publique, dans l'échantillon complet.

Catégorie	Moyenne et écarts-types de la variable PREF-RI	
	Tous répondants	Non-anonymes
Administration Publique	38.5 (17.7)	45.8 (18.6)
Doctorants	44.9 (13.9)	45.4 (14.4)
Prof. Univ ou Directeur Recherche	49.6 (16.6)	49.9 (17.7)
Etudiants ou Lycéens	43.4 (14.1)	48.2 (13.5)
MCF Univ. ou Chargés de Recherche	39.9 (14.5)	41.7 (14.2)
Secteur Privé	43.5 (12.2)	43.4 (12.3)
Second Degré	38.9 (16.9)	42.0 (18.3)
Autres	37.9 (10.1)	39.5 (12.4)

Cette table indique la moyenne par sous-échantillon des réponses pour la variable PREF-RI définie plus haut, ainsi que l'écart-type parmi les répondants du sous-échantillon. Note : une moyenne de 0 indique que le répondant était systématiquement en désaccord avec les affirmations « pro-marchés » et systématiquement en accord avec les affirmations « pro-régulation », une moyenne de 100 indique au contraire une orientation systématiquement pro-marché.

La Figure suivante propose l'évolution de la moyenne des réponses pour chacun des trois groupes de questions au cours du temps. Les lignes verticales sont respectivement la mise en ligne du billet de Gilles Raveaud le 7 octobre et le rappel auprès des membres de l'AFSE le 13 octobre. On distingue assez nettement trois phases : la période pré-7 octobre où les réponses sont assez peu polarisées ; la période intermédiaire entre les deux lignes verticales où les réponses ont la polarisation maximale ; et enfin la période finale qui conserve une certaine polarisation, mais à un niveau beaucoup plus faible que lors de la période intermédiaire.

Très clairement les leaders d'opinions ont un impact, et l'on voit à quel point la blogosphère est devenu un vecteur d'information important. Cela souligne aussi que si cette étude devait être répliquée avec un objectif de représentativité, il faudrait certainement prendre un échantillon relativement important pour éviter que l'on observe de telles variations dans la participation à l'enquête.



Un lissage de 5 périodes avant et après a été appliqué aux séries. Axe des x : numéro 'id' du répondant

4.3. Analyse comparée des réponses aux affirmations normatives et positives.

Notre *a priori* en la matière était qu'il y aurait un peu plus de consensus pour les questions positives et moins pour les questions normatives : les mécanismes sont identifiés par la littérature économétrique et en principe ne devraient pas être l'objet de controverses fortes.

En réalité, nous obtenons le résultat inverse : pour les 39 questions positives ou assimilées, nous avons un écart-type entre individus de 1.27 en moyenne sur les questions, avec un écart-type de ces écarts-types entre questions de 0.14, tandis que pour les 35 questions normatives, l'écart-type entre individus est en moyenne de 1.17, avec un écart-type de ces écarts-types entre questions de 0.14 également.

En d'autres termes, les répondants se rejoignent plus sur les prescriptions que sur les constats.

5. Conclusion

La population des personnes ayant répondu à ce sondage apparaît donc globalement assez divisée sur beaucoup de questions normatives. Elle l'est un peu moins voire très peu sur certaines questions de redistribution et d'environnement.

Il y a par ailleurs une sensibilité forte sur ces questions de la part de beaucoup des personnes ayant participé au sondage en ligne. Les maîtres de conférence, chargés de recherche et professeurs du

secondaire ayant répondu ont une préférence marquée pour la régulation externe des marchés. Les professeurs d'université et les directeurs de recherche sont un peu plus neutres par rapport à cette dernière dimension et font à part égale confiance au marché ou à la régulation externe.

Le sondage n'est pas représentatif et a clairement été au centre de questionnements importants dans la blogosphère, ce qui a certainement influencé le résultat de l'étude. Il nous semble que cela n'en diminue pas l'intérêt, tout au contraire.

Organisation des annexes ci-dessous :

- 1. Présentation de l'enquête sur le site qui a collecté les réponses.**
- 2. Résultats complets pour les professeurs d'université et directeurs de recherche.**
- 3. Résultats complets pour les maîtres de conférence et chargés de recherche.**
- 4. Résultats complets pour l'ensemble de ces deux catégories (les « académiques »). Les autres résultats sont disponibles sur internet à l'adresse suivante : http://ew-econ.typepad.fr/mon_weblog/**
- 5. Résultats bruts de Whaples.**

PREMIÈRE PAGE DU SITE DE L'ENQUÊTE

ENQUÊTE SUR LE CONSENSUS EN ÉCONOMIE ^[1]

Enquête réalisée du 5 au 15 octobre 2009

Cette enquête s'adresse aux économistes enseignants, universitaires, chercheurs, économistes d'entreprise.

Les résultats de cette enquête seront présentés et débattus dans une table ronde organisée par le CODICE dans le cadre des Journées de l'économie de Lyon, le 13 novembre 2009.

Les personnes qui ont répondu au questionnaire et laissé une adresse électronique dans le formulaire d'identification placé en fin de questionnaire, recevront à cette adresse les résultats complets de cette enquête.

La science économique est diverse, source de controverses, en évolution. Doit-on en conclure qu'il n'existe aucun consensus parmi les économistes ou bien ceux-ci se retrouvent-ils sur certaines questions ? S'inspirant d'études menées il y a quelques années auprès des membres de l'*American Economic Association*^[2], ce questionnaire tente de définir les thèmes faisant en France l'objet de consensus et ceux faisant l'objet de débats scientifiques.

Il comporte 82 questions réparties en une dizaine de thèmes allant de la microéconomie (régulation, fiscalité) à la macroéconomie (banques centrales et politique monétaire), en passant par des sujets d'actualité (crise financière) et divers sujets de type Freakonomics. Sur tous ces sujets, des économistes ont pris position, soit par des travaux académiques, soit par des canaux divers (blogs, interviews, articles).

Nota bene : la plupart des questions ont évidemment une résonance politique (débat gauche-droite, débat sur l'Europe et la mondialisation, débats sur l'immigration). Il importe de répondre en fonction, non pas d'une orientation politique ou philosophique, mais en fonction de sa propre conviction de ce que la recherche économique et le savoir économique ont établi (par la théorie, les études empiriques, l'histoire économique).

Pour chaque thème nous avons sélectionné deux questions (pour un total de 20 questions) qui permettent à un économiste pressé de répondre a minima au questionnaire. Ces questions apparaissent en gras. Pour répondre à l'intégralité des 82 questions, il faut compter environ 35 à 40 minutes.

Merci pour votre contribution !

Tous les sujets sont abordés comme des affirmations avec lesquelles on peut-être :

	= Tout à fait en désaccord
	= Plutôt en désaccord
	= Sans opinion
	= Plutôt d'accord
	= Tout à fait d'accord

RESULTATS POUR LE SOUS-ECHANTILLON

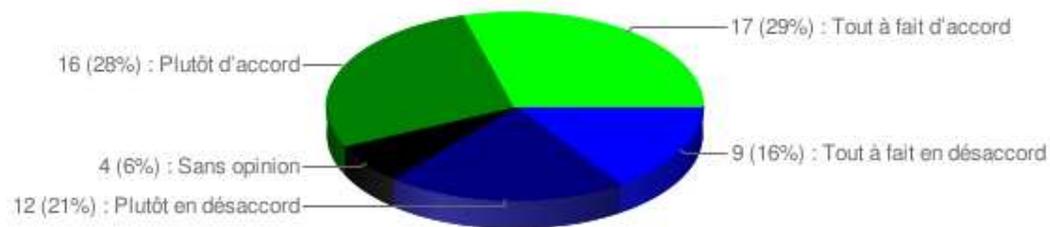
**Professeurs d'université et
directeurs de recherche et
assimilés**

Conn codice2009_r1 OK.

1. Régulation des marchés, politiques de concurrence

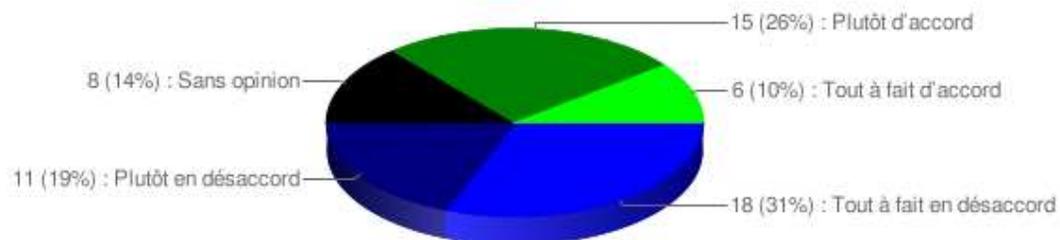
1 - *Abolir les restrictions sur l'implantation des pharmacies permettrait de faire baisser le prix des produits de parapharmacie. :

1-*Abolir les restrictions sur l'implantation des pharmacies permettrait de faire baisser le prix des produits de parapharmacie.



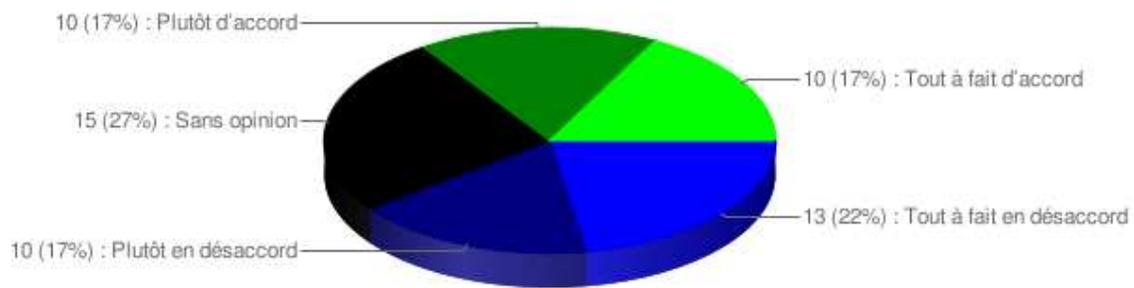
2 - *Ouvrir les magasins le dimanche permettrait de créer des emplois. :

2-*Ouvrir les magasins le dimanche permettrait de créer des emplois.



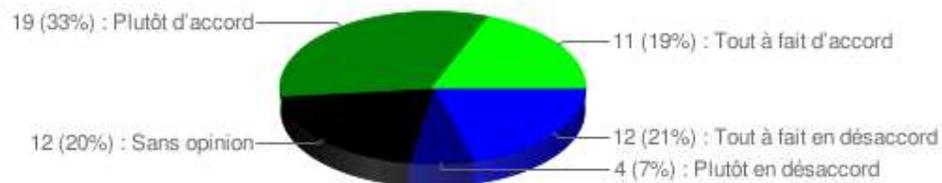
3 - Il est souhaitable de déréglementer le commerce de détail. :

3-Il est souhaitable de déréglementer le commerce de détail.



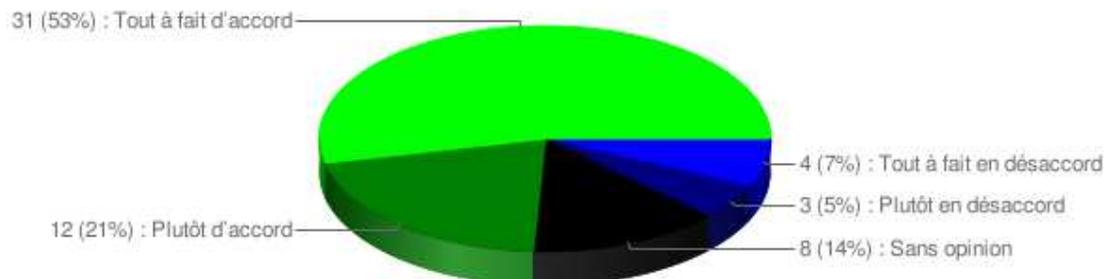
4 - Il faut donner une licence échangeable supplémentaire à chaque détenteur de licence de taxi et laisser le marché se réguler. :

4-Il faut donner une licence échangeable supplémentaire à chaque détenteur de licence de taxi et laisser le marché se réguler.



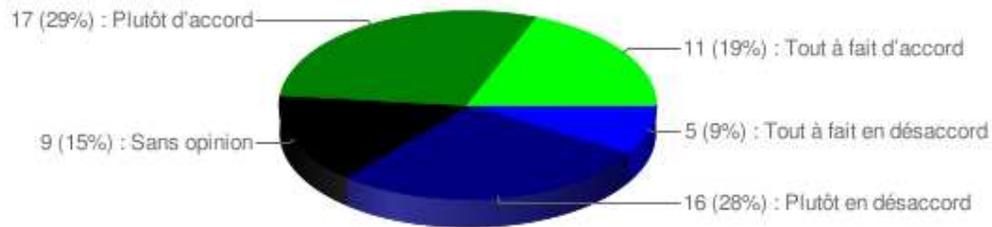
5 - Les ententes entre producteurs diminuent le bien-être global. :

5-Les ententes entre producteurs diminuent le bien-être global.



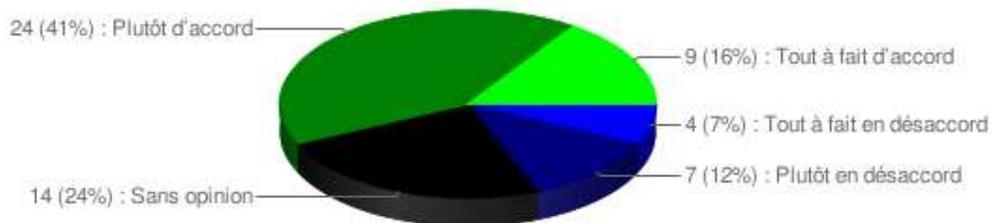
6 - La politique de la concurrence européenne devrait être plus souple vis-à-vis des aides d'Etat. :

6-La politique de la concurrence européenne devrait être plus souple vis-à-vis des aides d'Etat.



7 - L'Europe est le bon niveau géographique pour traiter des problèmes de contrôle des concentrations. :

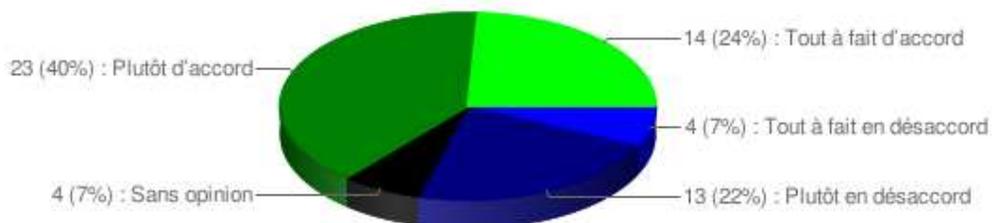
7-L'Europe est le bon niveau géographique pour traiter des problèmes de contrôle des concentrations.



2. Commerce international et mondialisation

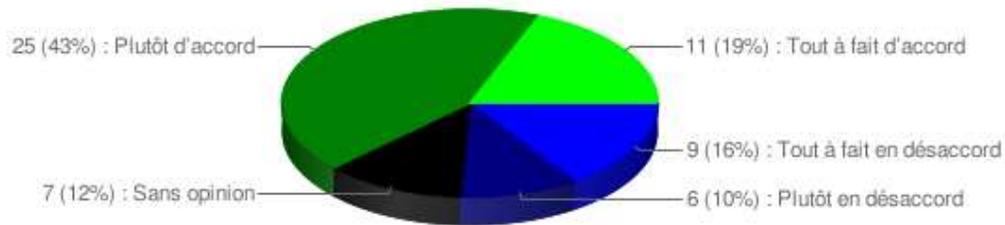
8 - *L'ouverture internationale augmente les inégalités au sein des pays riches. :

8-*L'ouverture internationale augmente les inégalités au sein des pays riches.



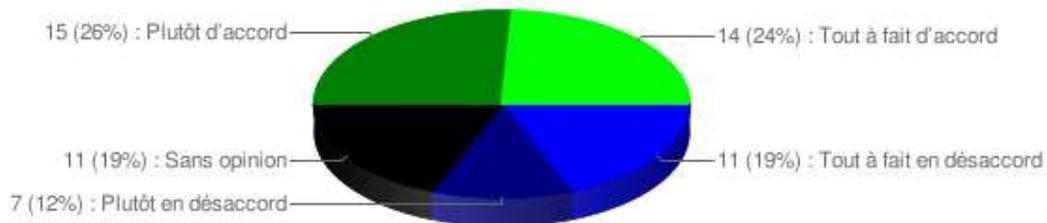
9 - *L'Europe devrait libéraliser davantage ses échanges pour favoriser la croissance des pays pauvres. :

9- *L'Europe devrait libéraliser davantage ses échanges pour favoriser la croissance des pays pauvres.



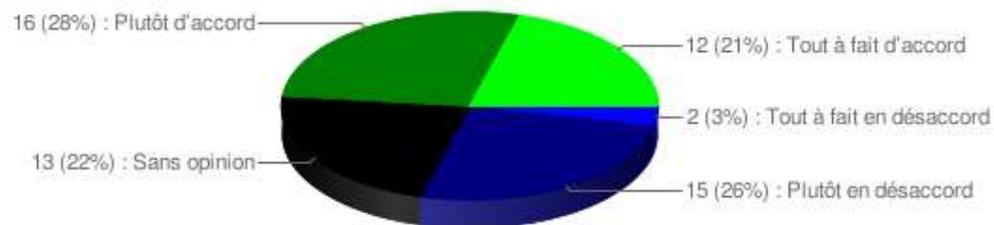
10 - Empêcher les délocalisations est un mauvais service à rendre aux entreprises en ce qui concerne leur productivité. :

10-Empêcher les délocalisations est un mauvais service à rendre aux entreprises en ce qui concerne leur productivité.



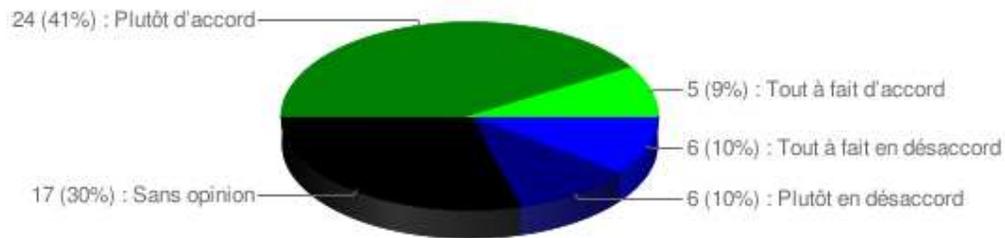
11 - La concurrence fiscale au sein de l'Union européenne nuit principalement aux travailleurs peu qualifiés. :

11-La concurrence fiscale au sein de l'Union européenne nuit principalement aux travailleurs peu qualifiés.



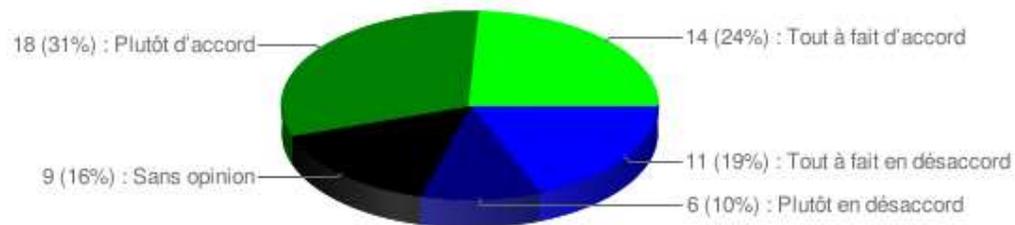
12 - Un renforcement des lois anti-dumping au niveau européen augmenterait l'efficacité des marchés. :

12-Un renforcement des lois anti-dumping au niveau européen augmenterait l'efficacité des marchés.



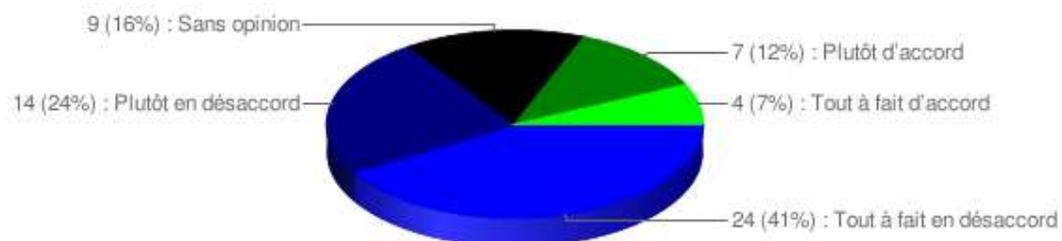
13 - Les subventions agricoles sont un moyen coûteux de ralentir l'exode rural. :

13-Les subventions agricoles sont un moyen coûteux de ralentir l'exode rural.



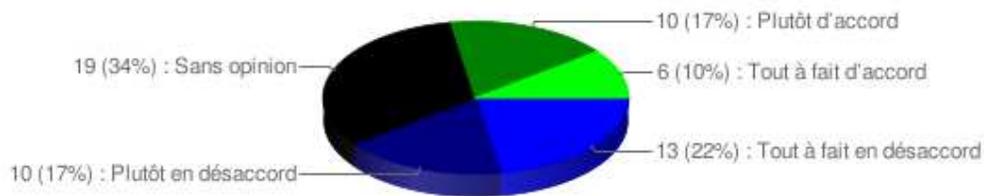
14 - Le protectionnisme est un moyen efficace pour réduire les inégalités de revenu sur le marché du travail français. :

14-Le protectionnisme est un moyen efficace pour réduire les inégalités de revenu sur le marché du travail français.



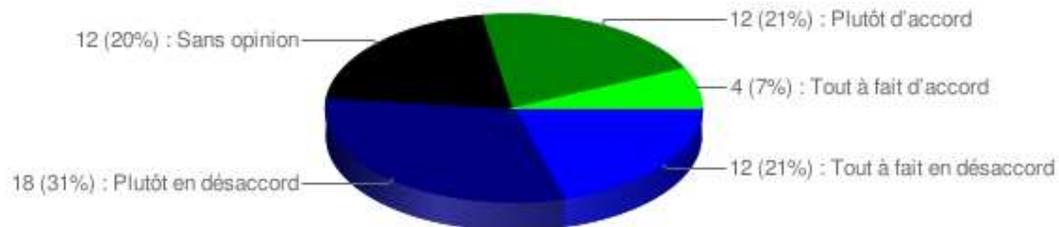
15 - La baisse de la TVA dans les secteurs non délocalisables comme la restauration est préférable à une baisse de la TVA dans les secteurs délocalisables. :

15-La baisse de la TVA dans les secteurs non délocalisables
comme la restauration est préférable à une baisse de la
TVA dans les secteurs délocalisables.



16 - L'exode des cerveaux ne réduit pas significativement le PIB par tête des pays pauvres. :

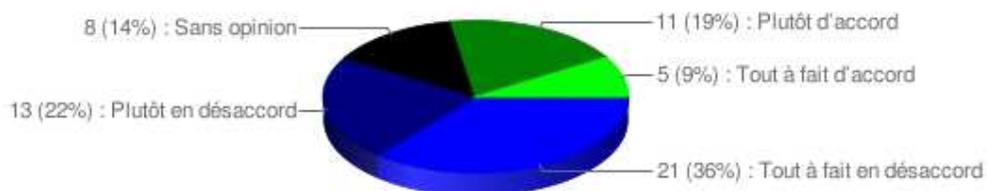
16-L'exode des cerveaux ne réduit pas significativement le PIB par
tête des pays pauvres.



3. Education, capital humain

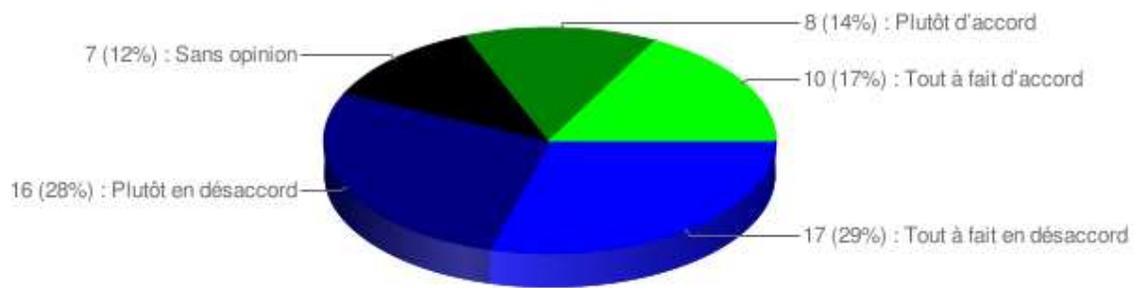
17 - *On devrait donner à tous les parents des « chèques éducation » qui pourraient être utilisés dans des écoles publiques comme privées. :

17-*On devrait donner à tous les parents des « chèques
éducation » qui pourraient être utilisés dans des écoles publiques
comme privées.



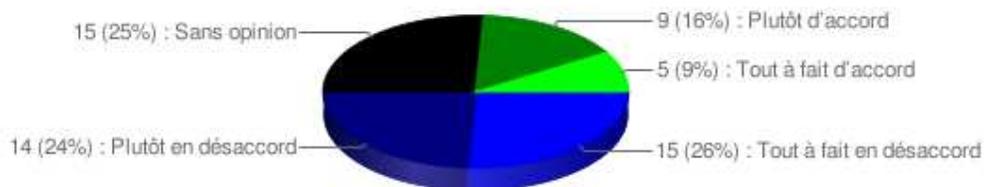
18 - *La concurrence entre universités sera néfaste pour les étudiants. :

18- *La concurrence entre universités sera néfaste pour les étudiants.



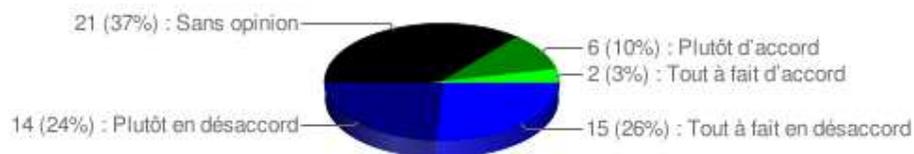
19 - Seuls les parents aux revenus les plus bas devraient recevoir des « chèques éducation » qui pourraient être utilisés dans les écoles publiques ou privées. :

19-Seuls les parents aux revenus les plus bas devraient recevoir des « chèques éducation » qui pourraient être utilisés dans les écoles publiques ou privées.



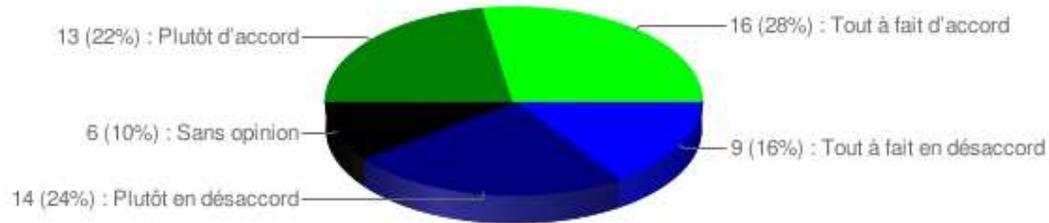
20 - Seuls les parents dont les enfants sont dans des écoles moins favorisées devraient recevoir des « chèques éducation » qui pourraient être utilisés dans des écoles publiques ou privées. :

20-Seuls les parents dont les enfants sont dans des écoles moins favorisées devraient recevoir des « chèques éducation » qui pourraient être utilisés dans des écoles publiques ou privées.



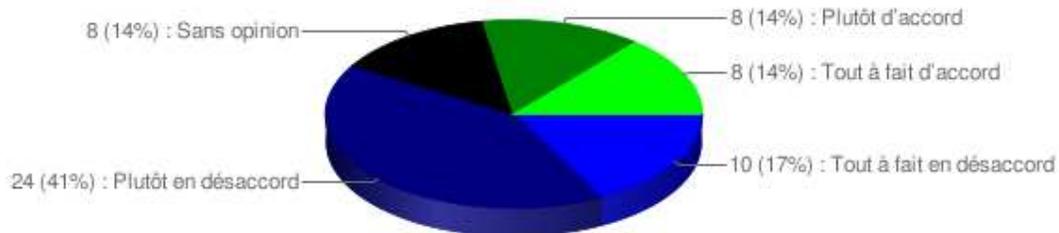
21 - La meilleure façon de lutter contre l'échec scolaire est de réduire la taille des classes. :

21-La meilleure façon de lutter contre l'échec scolaire est de réduire la taille des classes.



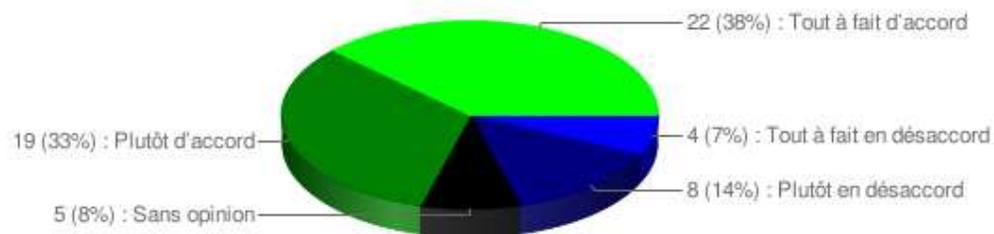
22 - Laisser les universités fixer leurs droits de scolarité bénéficierait principalement aux étudiants issus des ménages les plus riches. :

22-Laisser les universités fixer leurs droits de scolarité bénéficierait principalement aux étudiants issus des ménages les plus riches.



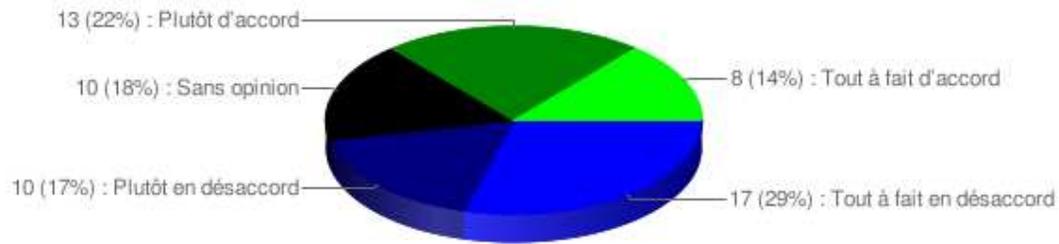
23 - Les universités devraient pouvoir sélectionner à l'entrée pour améliorer l'efficacité du système universitaire. :

23-Les universités devraient pouvoir sélectionner à l'entrée pour améliorer l'efficacité du système universitaire.



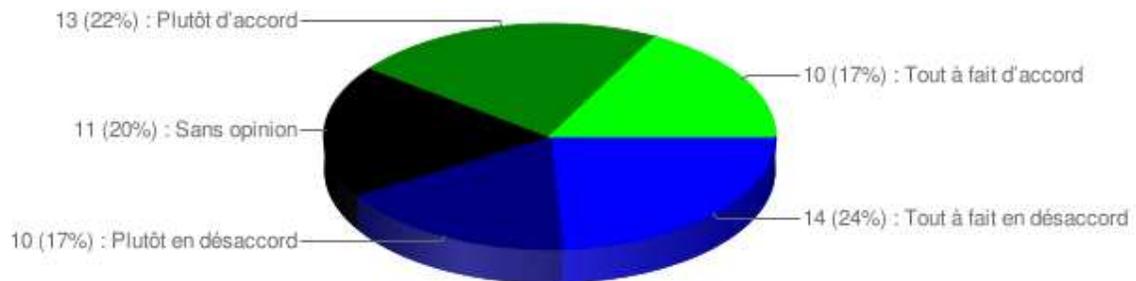
24 - La concurrence entre universités sera néfaste pour la production de recherche. :

24-La concurrence entre universités sera néfaste pour la production de recherche.



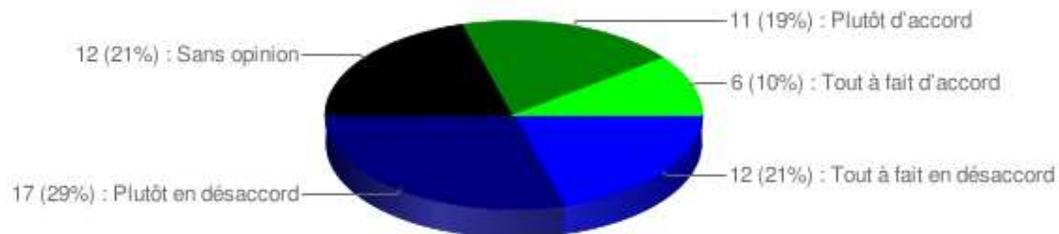
25 - La concurrence entre universités sera néfaste pour les enseignants-chercheurs. :

25-La concurrence entre universités sera néfaste pour les enseignants-chercheurs.



26 - Supprimer la carte scolaire est défavorable à la situation des bons élèves des quartiers défavorisés. :

26-Supprimer la carte scolaire est défavorable à la situation des bons élèves des quartiers défavorisés.

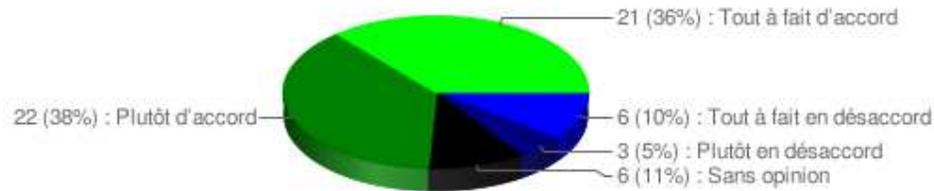


4. Sécurité sociale, redistribution

27 - *L'écart entre les recettes de la sécurité sociale et les dépenses sera trop

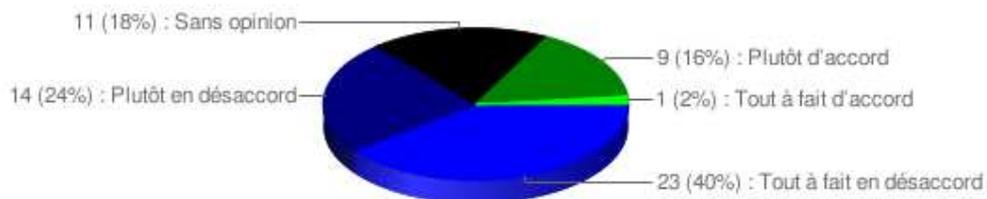
important et instable d'ici les prochaines 20 années si les politiques actuelles restent inchangées. :

27- *L'écart entre les recettes de la sécurité sociale et les dépenses sera trop important et instable d'ici les prochaines 20 années si les politiques actuelles restent inchangées.



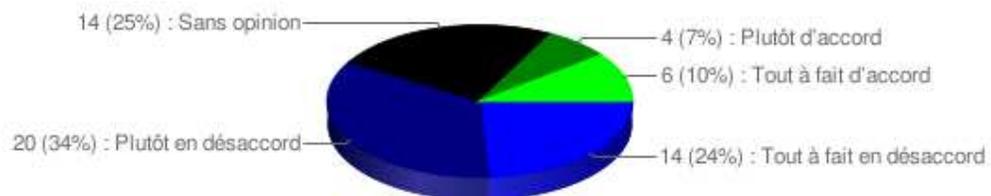
28 - *La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est d'obliger chacun à cotiser sur des comptes individuels investis à long-terme. :

28- *La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est d'obliger chacun à cotiser sur des comptes individuels investis à long-terme.



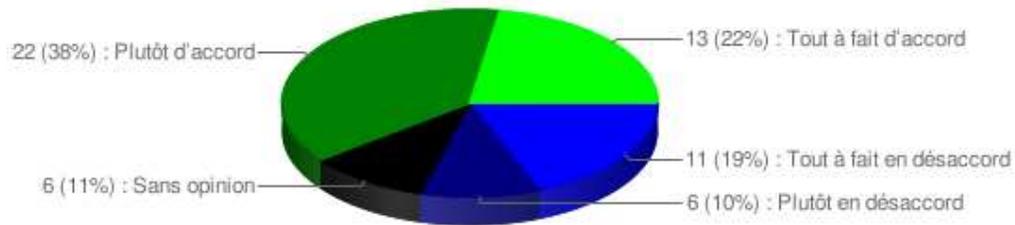
29 - La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est d'augmenter les charges assises sur les salaires. :

29-La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est d'augmenter les charges assises sur les salaires.



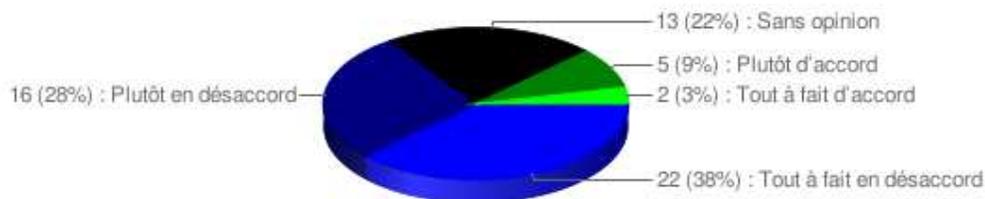
30 - La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est d'augmenter l'âge normal de retraite. :

30-La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est d'augmenter l'âge normal de retraite.



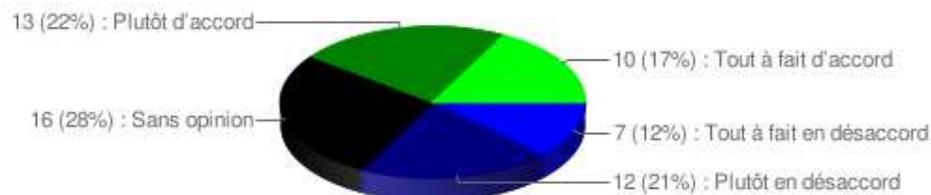
31 - La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est de diminuer les prestations et autres avantages de la sécurité sociale. :

31-La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est de diminuer les prestations et autres avantages de la sécurité sociale.



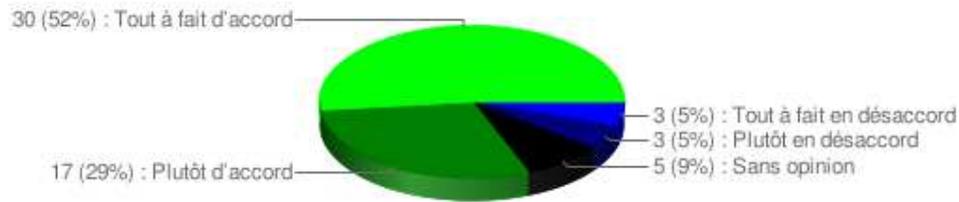
32 - Les pays développés qui n'ont pas une fécondité suffisante pour atteindre le niveau de renouvellement des populations devraient adopter des politiques natalistes. :

32-Les pays développés qui n'ont pas une fécondité suffisante pour atteindre le niveau de renouvellement des populations devraient adopter des politiques natalistes.



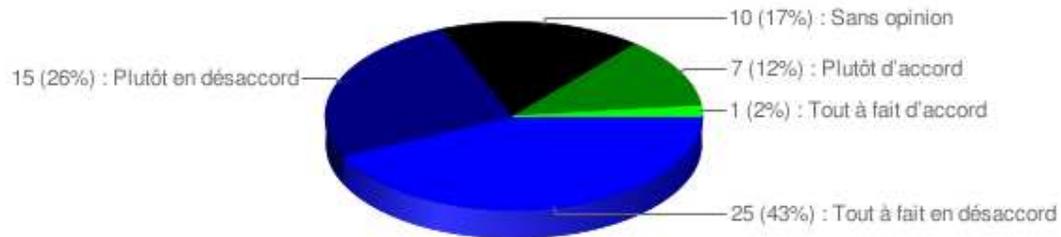
33 - La couverture des risques santé doit être publique pour éviter que certaines personnes ne se retrouvent sans assurance maladie parce qu'elles présentent un risque trop élevé. :

33-La couverture des risques santé doit être publique pour éviter que certaines personnes ne se retrouvent sans assurance maladie parce qu'elles présentent un risque trop élevé.



34 - Pour augmenter le pouvoir d'achat, imposer une baisse des prix aux grandes surfaces est la meilleure solution. :

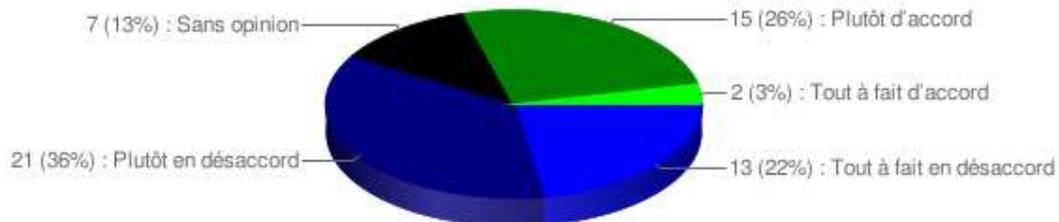
34-Pour augmenter le pouvoir d'achat, imposer une baisse des prix aux grandes surfaces est la meilleure solution.



5. Fiscalité

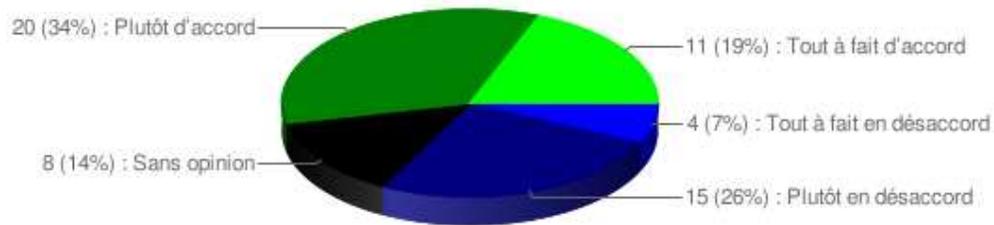
35 - *Les taxes sur les successions sont désincitatives pour la constitution d'un patrimoine. :

35-*Les taxes sur les successions sont désincitatives pour la constitution d'un patrimoine.



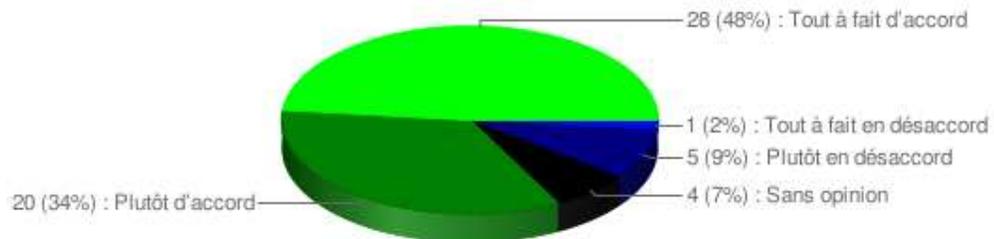
36 - *Les droits de mutations sur l'immobilier diminuent la mobilité géographique. :

36-*Les droits de mutations sur l'immobilier diminuent la mobilité géographique.



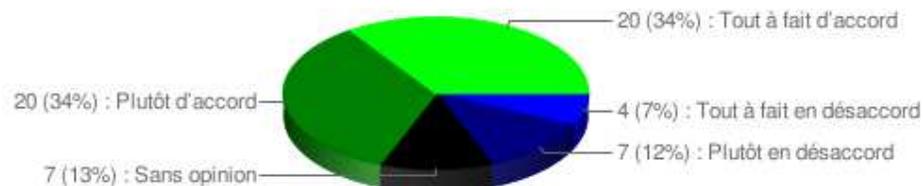
37 - Les niches fiscales permettent à des ménages riches de ne pas payer d'impôt. :

37-Les niches fiscales permettent à des ménages riches de ne pas payer d'impôt.



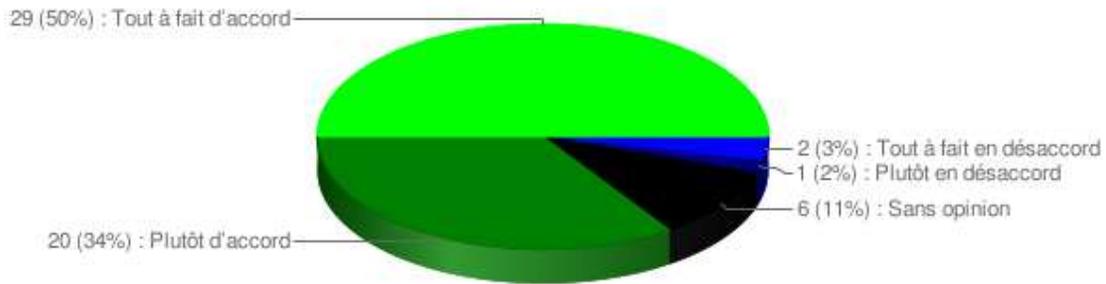
38 - Le gouvernement devrait augmenter l'impôt sur le revenu et réduire de façon équivalente la TVA afin d'augmenter le caractère progressif du système d'imposition français. :

38-Le gouvernement devrait augmenter l'impôt sur le revenu et réduire de façon équivalente la TVA afin d'augmenter le caractère progressif du système d'imposition français.



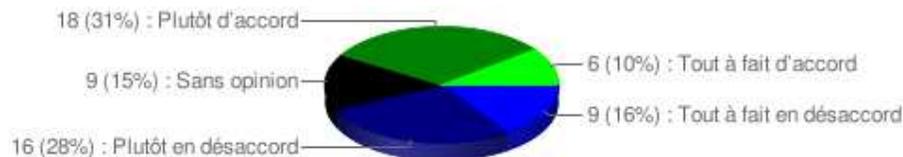
39 - Il faudrait augmenter l'assiette de l'impôt sur le revenu. :

39-Il faudrait augmenter l'assiette de l'impôt sur le revenu.



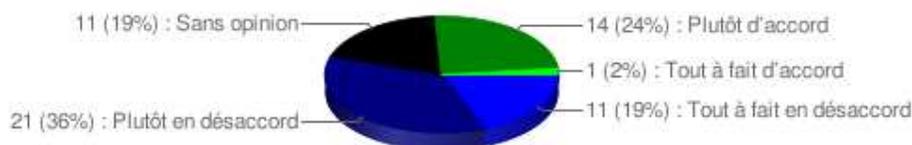
40 - Créer une nouvelle tranche pour les très hauts revenus au niveau **national** avec une forte taxation marginale aurait pour effet de créer une fuite des capitaux vers des pays à fiscalité plus faible. :

40-Créer une nouvelle tranche pour les très hauts revenus au niveau **national** avec une forte taxation marginale aurait pour effet de créer une fuite des capitaux vers des pays à fiscalité plus faible.



41 - Créer une nouvelle tranche pour les très hauts revenus au niveau **de l'Europe** avec une forte taxation marginale aurait pour effet de créer une fuite des capitaux vers des pays non-européens à fiscalité plus faible. :

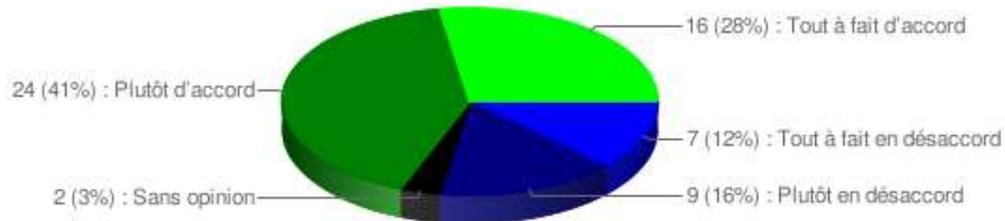
41-Créer une nouvelle tranche pour les très hauts revenus au niveau **de l'Europe** avec une forte taxation marginale aurait pour effet de créer une fuite des capitaux vers des pays non-européens à fiscalité plus faible.



6. Environnement

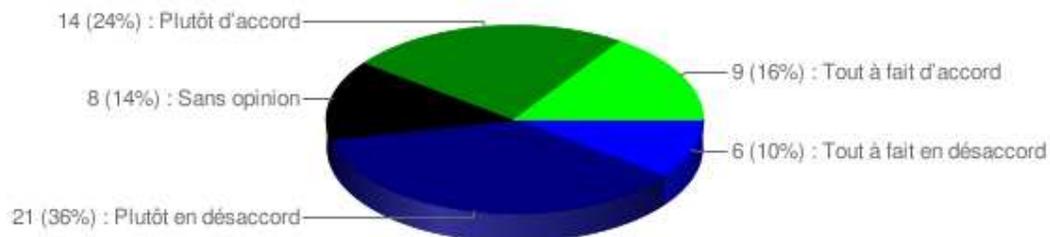
42 - *Une taxe sur le carbone est une bonne solution aux problèmes d'environnement. :

42- *Une taxe sur le carbone est une bonne solution aux problèmes d'environnement.



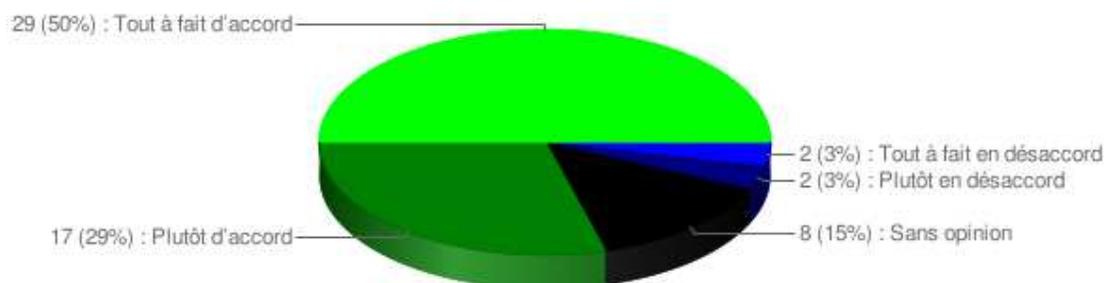
43 - *Les politiques environnementales doivent s'appuyer sur des contraintes directes plutôt que sur incitations économiques. :

43- *Les politiques environnementales doivent s'appuyer sur des contraintes directes plutôt que sur incitations économiques.



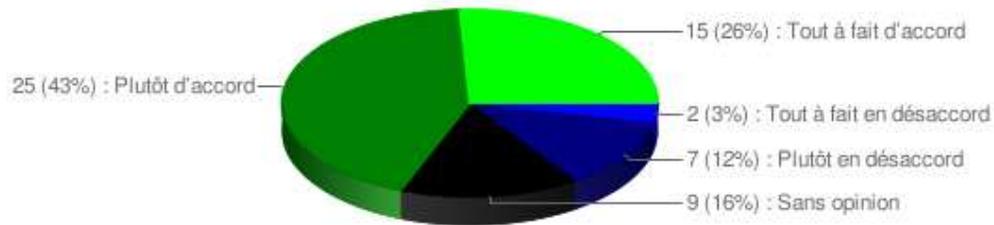
44 - Les États-Unis devraient ratifier les accords de Kyoto. :

44- Les États-Unis devraient ratifier les accords de Kyoto.



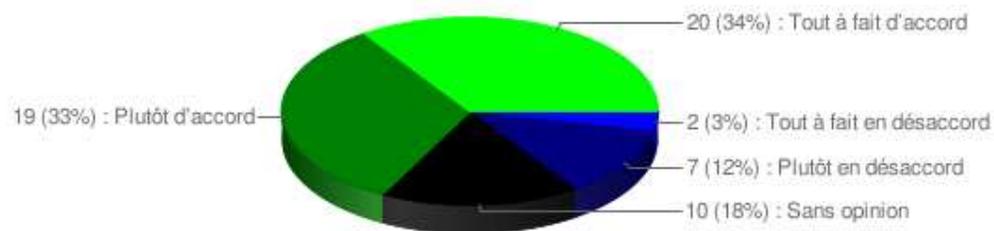
45 - L'énergie nucléaire est une bonne idée pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le court-terme. :

45-L'énergie nucléaire est une bonne idée pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le court-terme.



46 - La défense de la biodiversité a un sens économiquement parlant. :

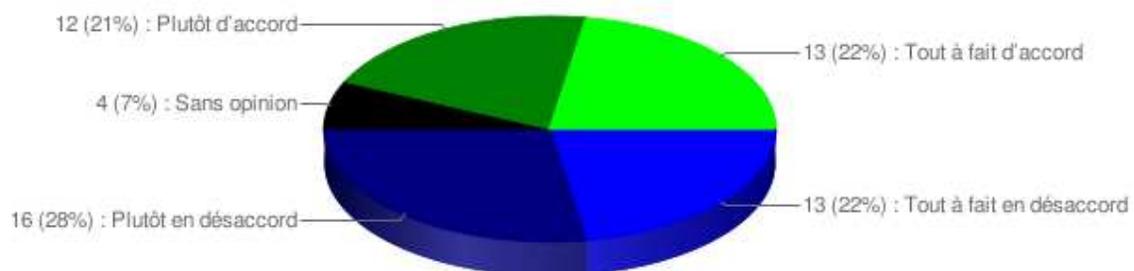
46-La défense de la biodiversité a un sens économiquement parlant.



7. Marché du travail

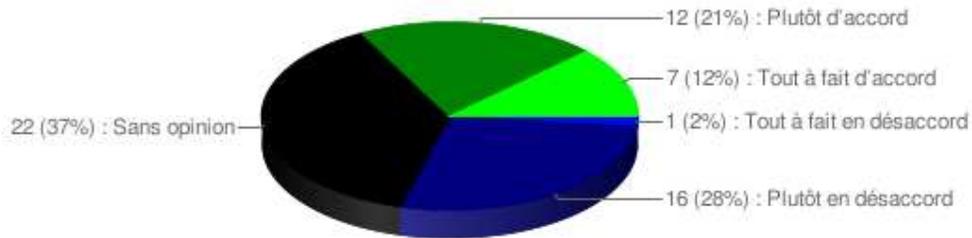
47 - *Le salaire minimum ne détruit pas d'emplois. :

47-*Le salaire minimum ne détruit pas d'emplois.



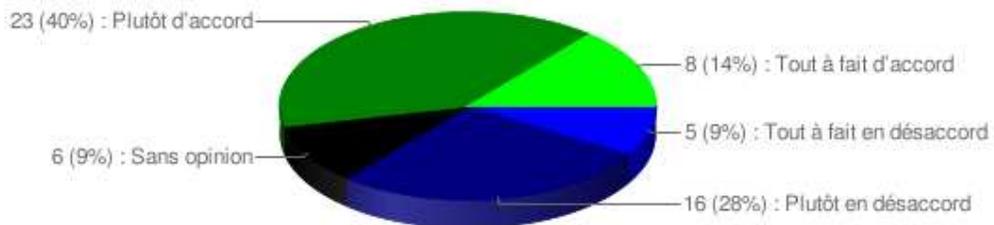
48 - *Le RSA n'aura pas d'effets sur l'emploi car les emplois correspondants ne seront pas créés. :

48- *Le RSA n'aura pas d'effets sur l'emploi car les emplois correspondants ne seront pas créés.



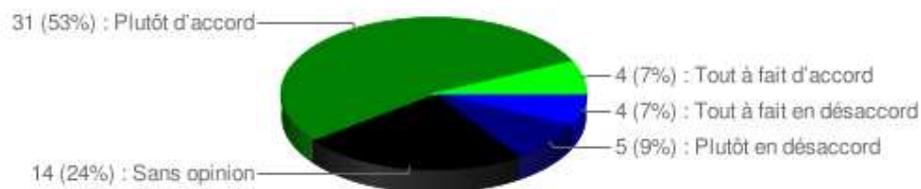
49 - L'immigration fait pression à la baisse sur les salaires des salariés les moins qualifiés. :

49-L'immigration fait pression à la baisse sur les salaires des salariés les moins qualifiés.



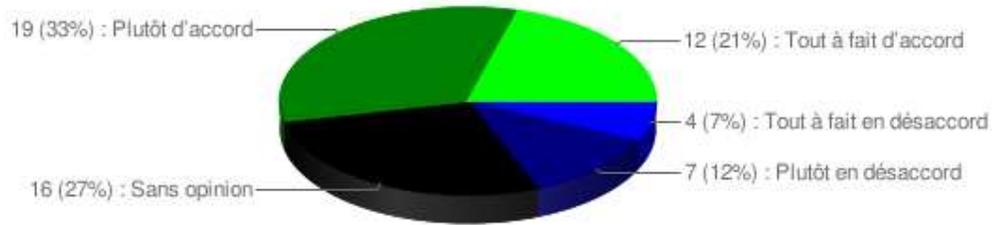
50 - Une immigration sélective basée sur les qualifications permet d'augmenter le stock de connaissance, bénéfique pour la croissance de long terme. :

50-Une immigration sélective basée sur les qualifications permet d'augmenter le stock de connaissance, bénéfique pour la croissance de long terme.



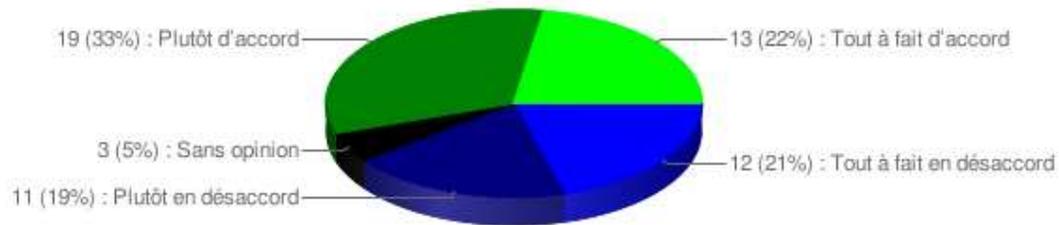
51 - Le RSA créera une trappe à travail à temps partiel. :

51-Le RSA créera une trappe à travail à temps partiel.



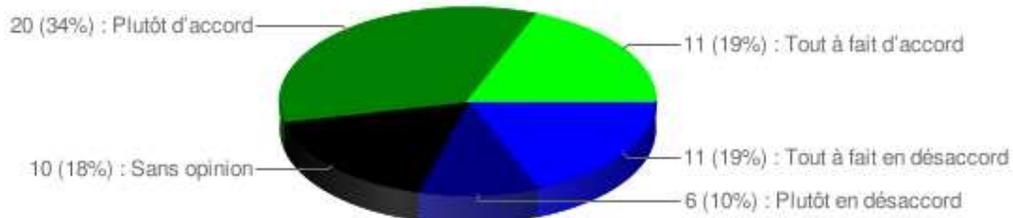
52 - Une baisse du coût du travail est favorable à l'emploi. :

52-Une baisse du coût du travail est favorable à l'emploi.



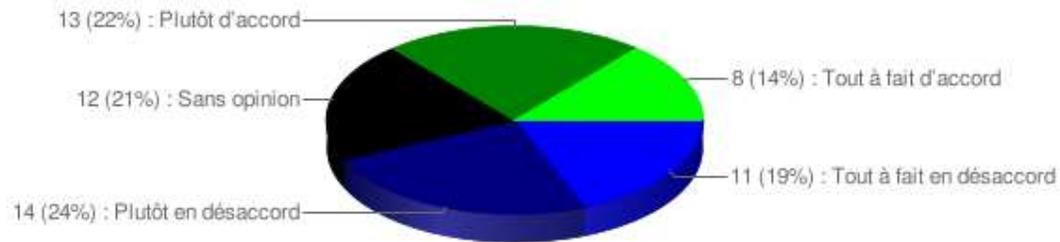
53 - La protection contre les licenciements est défavorable aux créations de postes. :

53-La protection contre les licenciements est défavorable aux créations de postes.



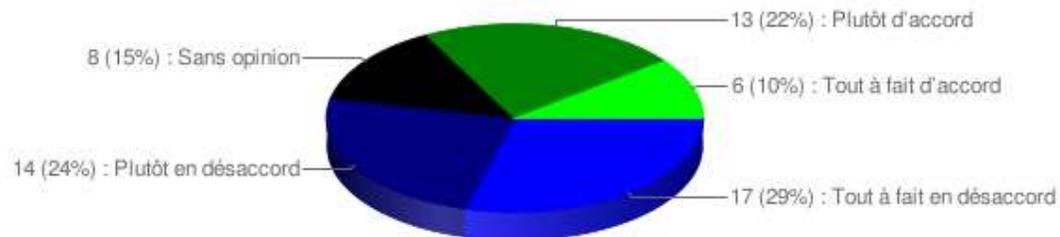
54 - Le chômage résulte d'un déficit de demande dû à des politiques macroéconomiques trop restrictives. :

54-Le chômage résulte d'un déficit de demande dû à des politiques macroéconomiques trop restrictives.



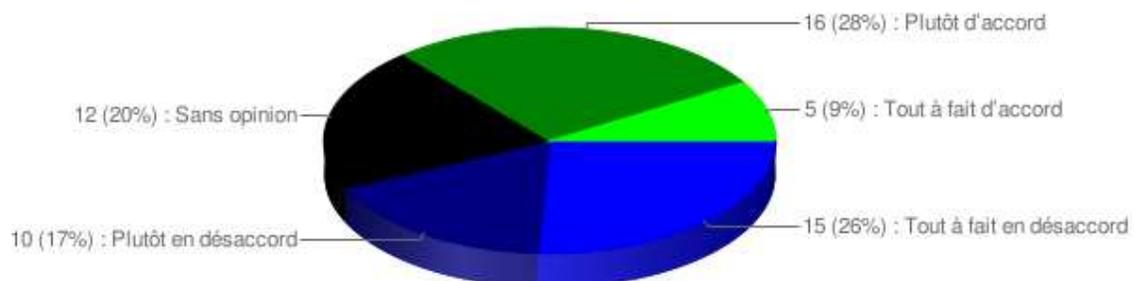
55 - Il faut augmenter les salaires via le salaire minimum pour relancer la consommation. :

55-Il faut augmenter les salaires via le salaire minimum pour relancer la consommation.



56 - Les 35 heures ont été bénéfiques à l'emploi. :

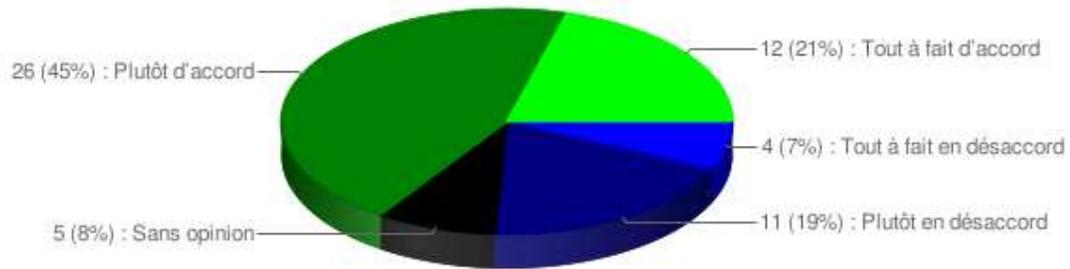
56-Les 35 heures ont été bénéfiques à l'emploi.



8. Marché du logement

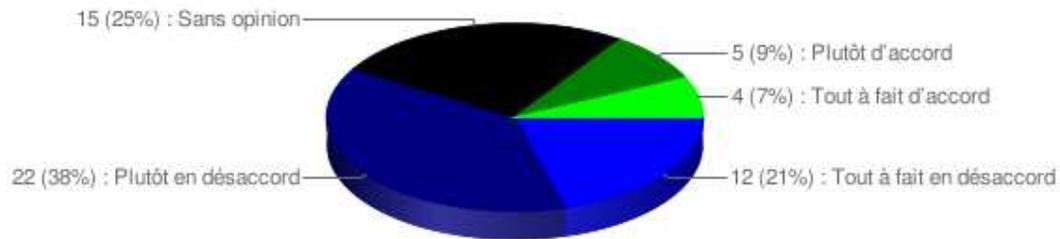
57 - *Les blocages de loyers renforcent la pénurie de logement :

57- *Les blocages de loyers renforcent la pénurie de logement



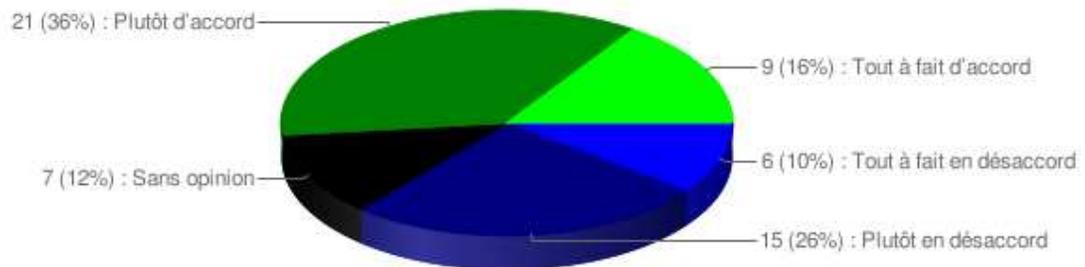
58 - *Le déficit de logement est dû à la fiscalité de l'immobilier. :

58- *Le déficit de logement est dû à la fiscalité de l'immobilier.



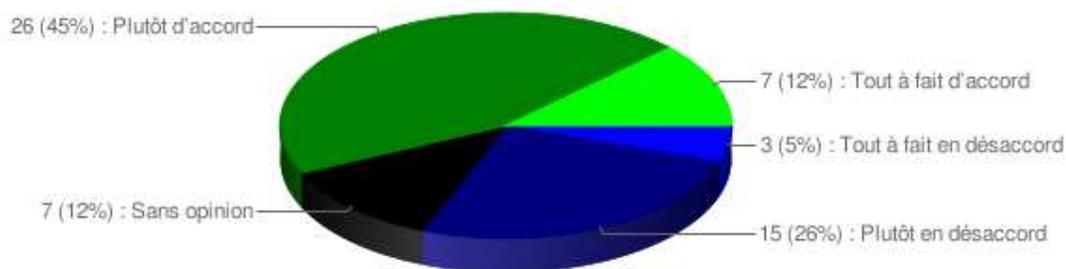
59 - Les droits des locataires découragent les propriétaires. :

59- Les droits des locataires découragent les propriétaires.



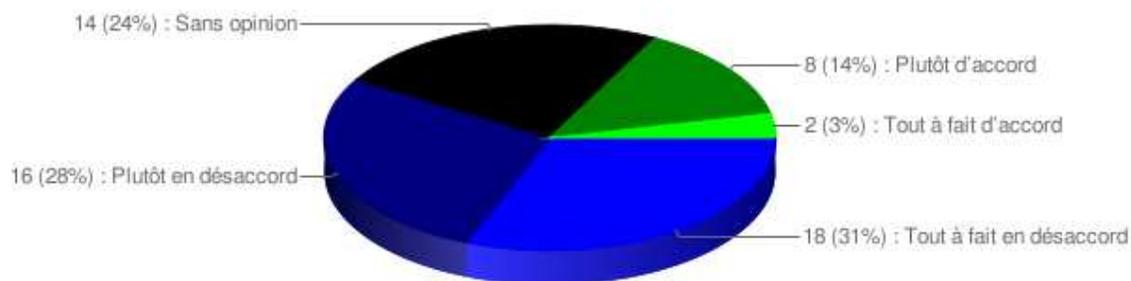
60 - Le logement social est une forme de redistribution efficace. :

60-Le logement social est une forme de redistribution efficace.



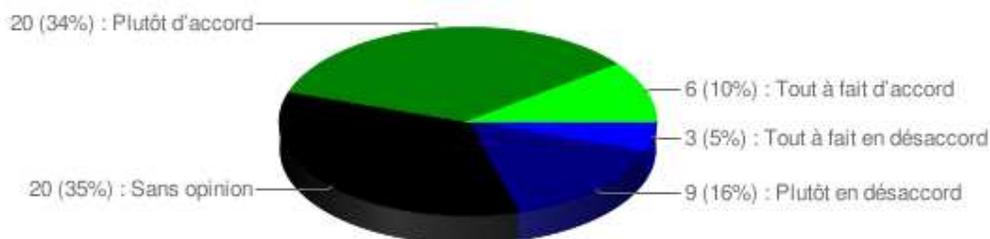
61 - Le droit au logement opposable est une solution viable. :

61-Le droit au logement opposable est une solution viable.



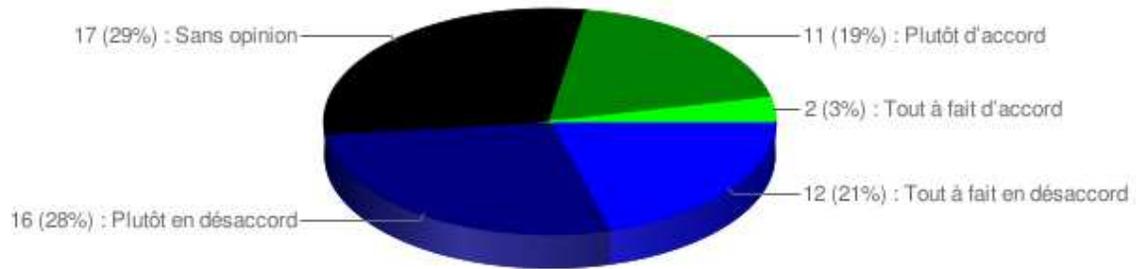
62 - Les maires devraient mettre plus de foncier sur le marché. :

62-Les maires devraient mettre plus de foncier sur le marché.



63 - Les prêts hypothécaires devraient être encouragés. :

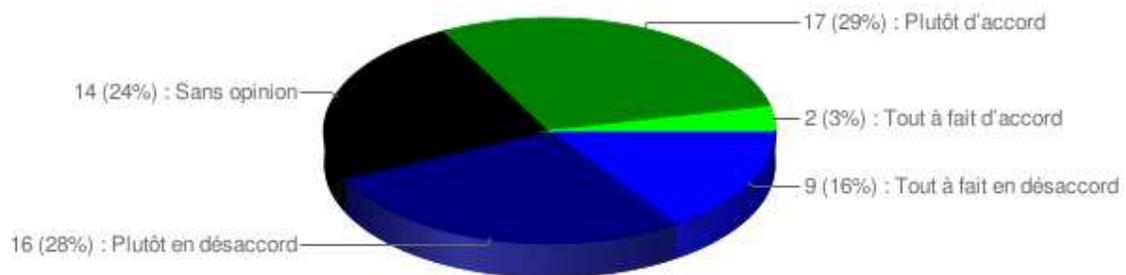
63-Les prêts hypothécaires devraient être encouragés.



9. Euro, macroéconomie internationale

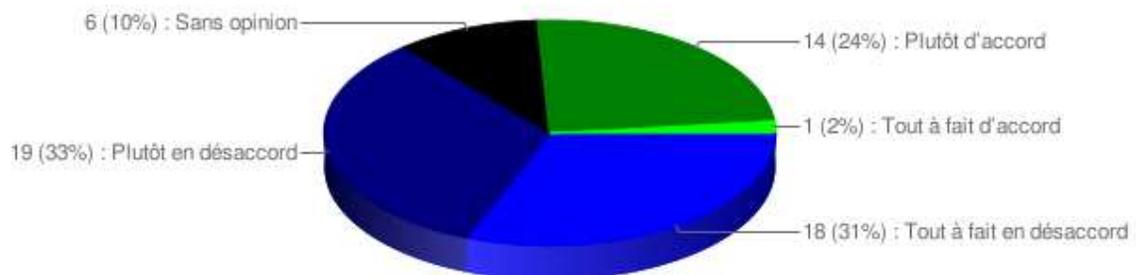
64 - *La zone euro est une zone monétaire optimale. :

64-*La zone euro est une zone monétaire optimale.



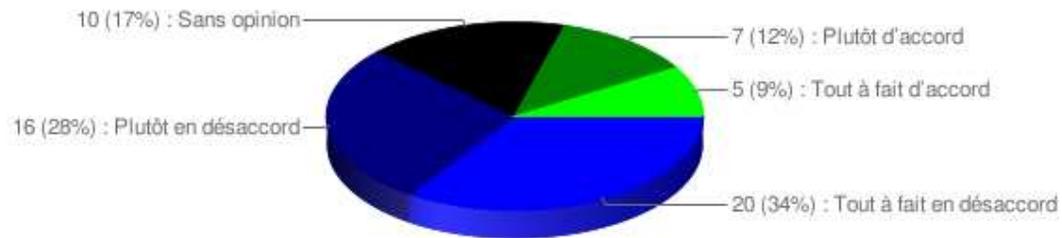
65 - *L'euro a créé de l'inflation. :

65-*L'euro a créé de l'inflation.



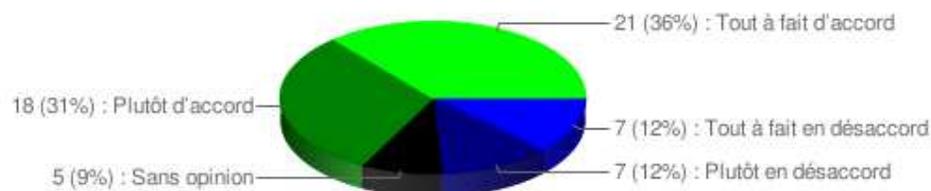
66 - L'appartenance à la zone euro est nuisible à la compétitivité de l'économie française. :

66-L'appartenance à la zone euro est nuisible à la compétitivité de l'économie française.



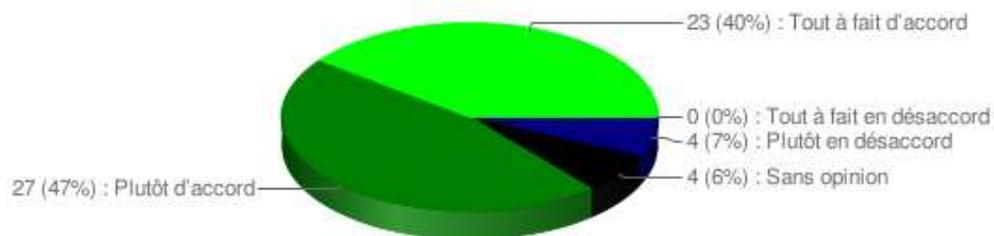
67 - La concurrence fiscale devrait être interdite entre les pays de la zone Euro pour éviter le report des taxes sur les facteurs les moins mobiles. :

67-La concurrence fiscale devrait être interdite entre les pays de la zone Euro pour éviter le report des taxes sur les facteurs les moins mobiles.



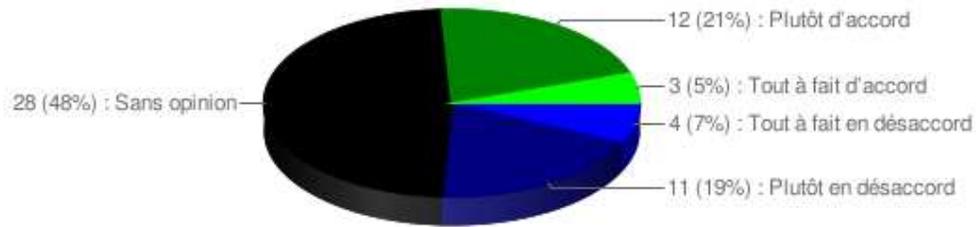
68 - La politique budgétaire devrait être coordonnée entre les pays de la zone Euro. :

68-La politique budgétaire devrait être coordonnée entre les pays de la zone Euro.



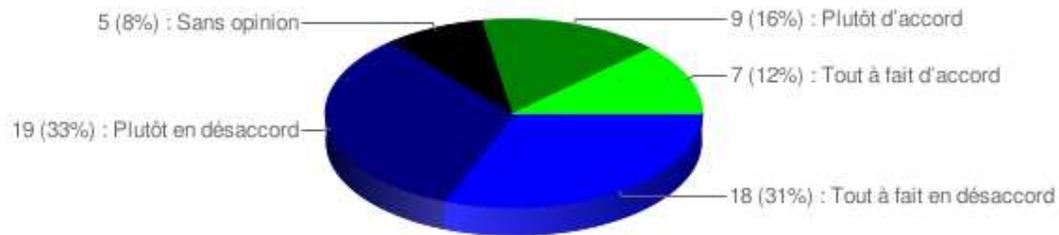
69 - Les fonds souverains à la française sont une bonne chose pour l'économie. :

69-Les fonds souverains à la française sont une bonne chose pour l'économie.



70 - La banque centrale européenne a raison de ne s'occuper que de l'inflation. :

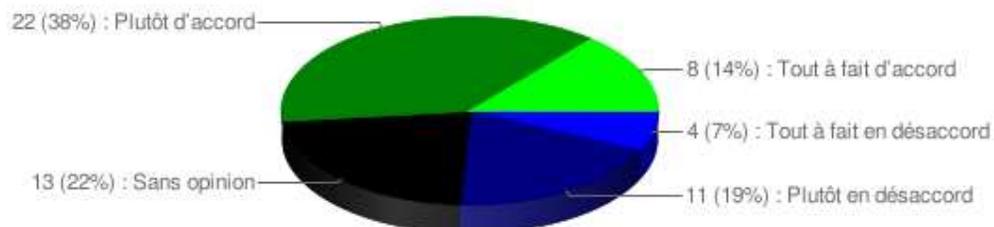
70-La banque centrale européenne a raison de ne s'occuper que de l'inflation.



10. Crise, gestion du secteur financier et plans de relance

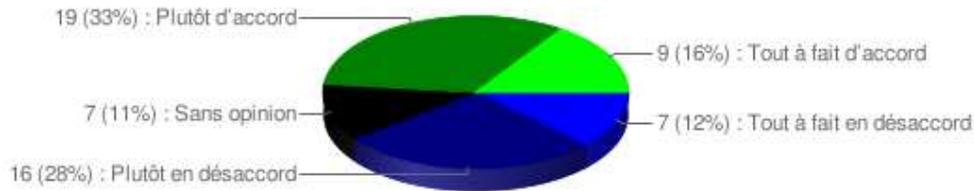
71 - *Laisser les taux d'intérêt des banques centrales proches de 0% pendant plusieurs années renforce les risques d'inflation. :

71-*Laisser les taux d'intérêt des banques centrales proches de 0% pendant plusieurs années renforce les risques d'inflation.



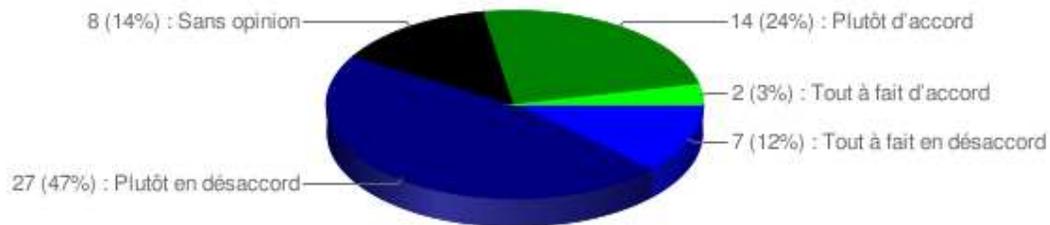
72 - *Plafonner les bonus des traders au niveau national est une bonne mesure si on veut limiter la prise de risque excessive des salles de marché. :

72-*Plafonner les bonus des traders au niveau national est une bonne mesure si on veut limiter la prise de risque excessive des salles de marché.



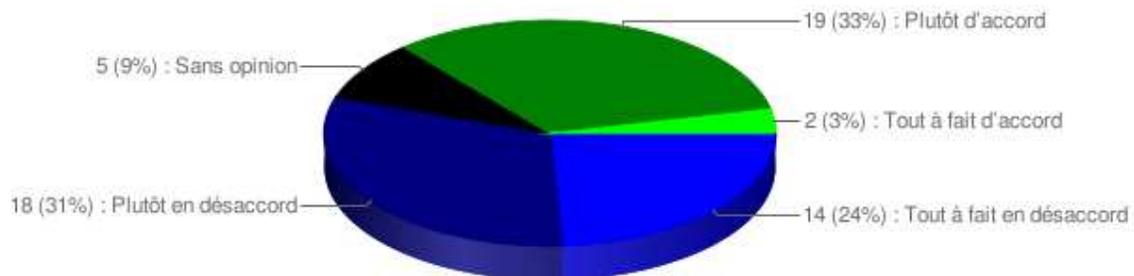
73 - L'endettement de l'État au-delà de 60% est une source de tension sur les marchés financiers. :

73-L'endettement de l'État au-delà de 60% est une source de tension sur les marchés financiers.



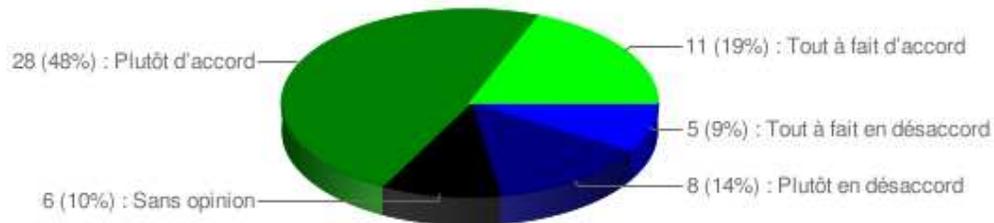
74 - La crise résulte essentiellement d'une politique monétaire accommodante. :

74-La crise résulte essentiellement d'une politique monétaire accommodante.



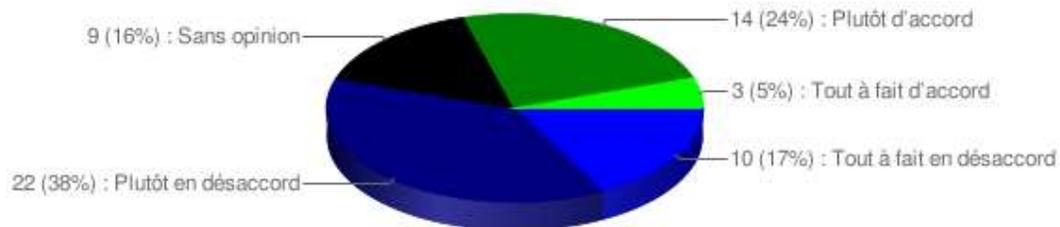
75 - La crise résulte essentiellement de la volonté de prêter à des ménages américains insolubles. :

75-La crise résulte essentiellement de la volonté de prêter à des ménages américains insolvable.



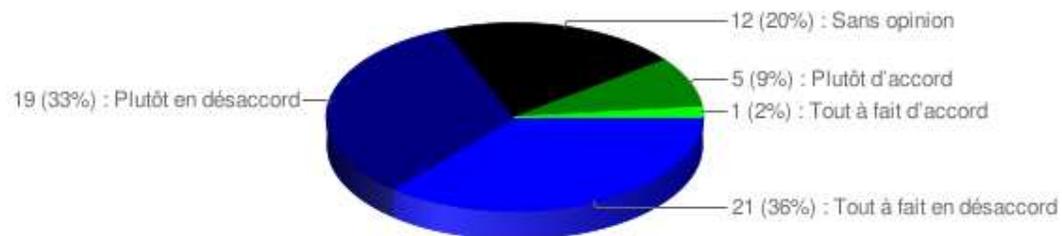
76 - Une relance massive de l'économie impliquant plus de 5% de déficit est dangereuse. :

76-Une relance massive de l'économie impliquant plus de 5% de déficit est dangereuse.



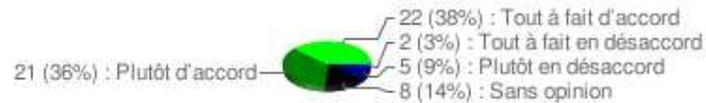
77 - Le dollar doit rester la monnaie de référence du système financier international. :

77-Le dollar doit rester la monnaie de référence du système financier international.



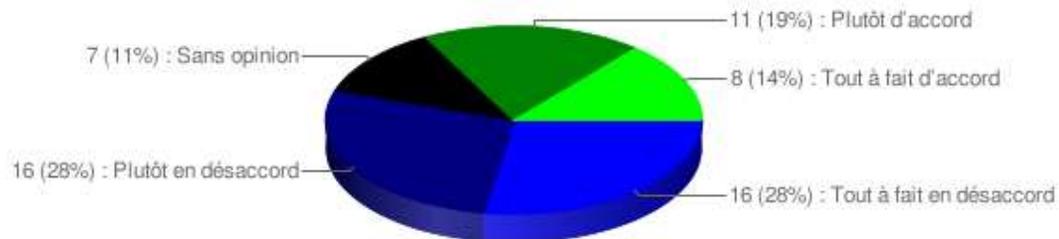
78 - Pour mieux réguler le système financier international, une mesure intéressante est d'imposer, au niveau international, aux banques des "paradis fiscaux" de répondre aux sollicitations des administrations fiscales étrangères, comme dans le cas d'UBS et des États-Unis qui a conduit à une demande de levée du secret bancaire de plusieurs milliers de résidents américains. :

78-Pour mieux réguler le système financier international, une mesure intéressante est d'imposer, au niveau international, aux banques des "paradis fiscaux" de répondre aux sollicitations des administrations fiscales étrangères, comme dans le cas d'UBS et des États-Unis qui a conduit à une demande de levée du secret bancaire de plusieurs milliers de résidents américains.



79 - L'État devrait nationaliser tout ou partie du secteur bancaire français afin de garantir la stabilité du secteur en France. :

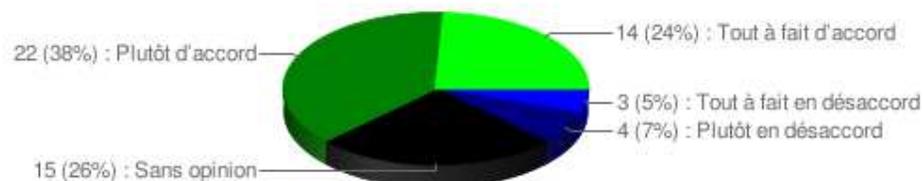
79-L'État devrait nationaliser tout ou partie du secteur bancaire français afin de garantir la stabilité du secteur en France.



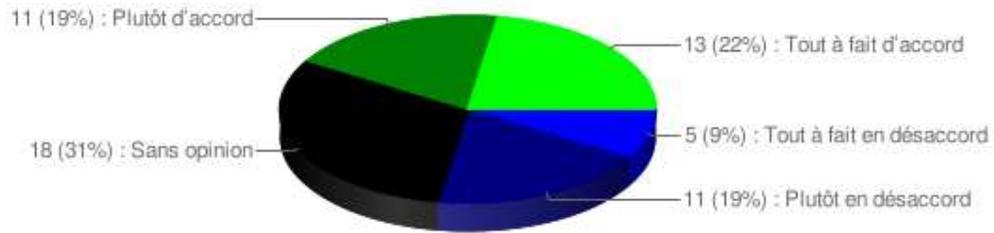
11. Divers

80 - Pour réduire la congestion, il faut des péages urbains à Paris et dans les grandes villes et rendre les autoroutes gratuites à la campagne (et non l'inverse). :

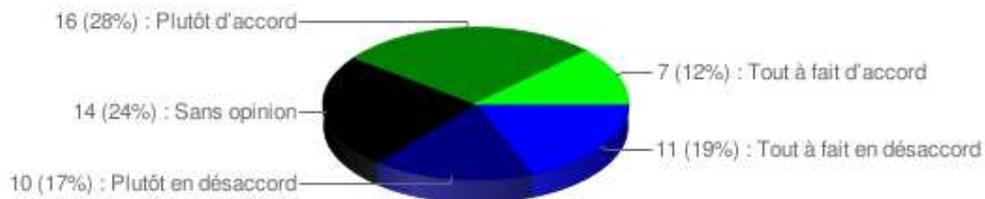
80-Pour réduire la congestion, il faut des péages urbains à Paris et dans les grandes villes et rendre les autoroutes gratuites à la campagne (et non l'inverse).



81 - Il faut renforcer les limitations de vitesse sur les autoroutes. :

81-II faut renforcer les limitations de vitesse sur les autoroutes.

82 - Il faut légaliser le cannabis afin d'éviter une hausse des prix qui développerait les activités criminelles et les bandes organisées. :

82-II faut légaliser le cannabis afin d'éviter une hausse des prix qui développerait les activités criminelles et les bandes organisées.

Discon OK.

RESULTATS POUR LE SOUS-ECHANTILLON

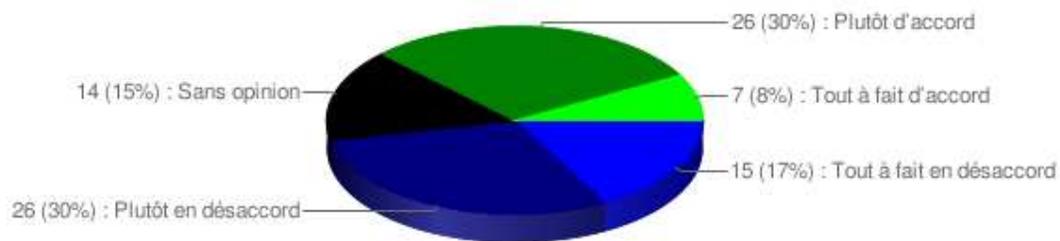
**Maîtres de conférence et
chargés de recherche et
assimilés**

Conn codice2009_r1 OK.

1. Régulation des marchés, politiques de concurrence

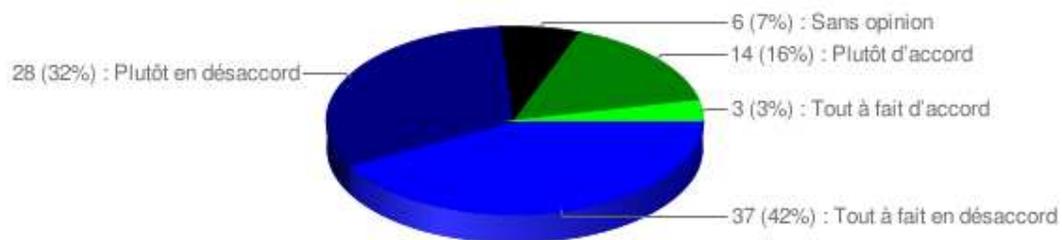
1 - *Abolir les restrictions sur l'implantation des pharmacies permettrait de faire baisser le prix des produits de parapharmacie. :

1-*Abolir les restrictions sur l'implantation des pharmacies permettrait de faire baisser le prix des produits de parapharmacie.



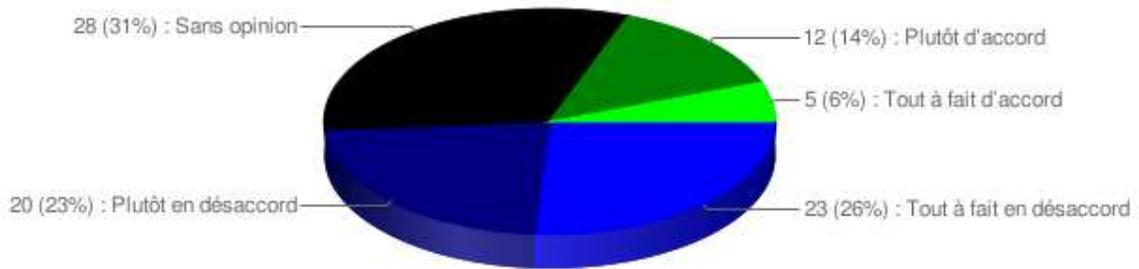
2 - *Ouvrir les magasins le dimanche permettrait de créer des emplois. :

2-*Ouvrir les magasins le dimanche permettrait de créer des emplois.



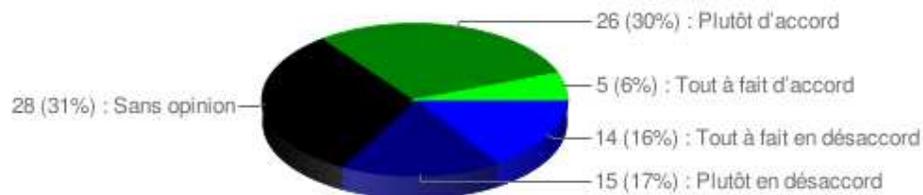
3 - Il est souhaitable de déréglementer le commerce de détail. :

3-II est souhaitable de déréglementer le commerce de détail.



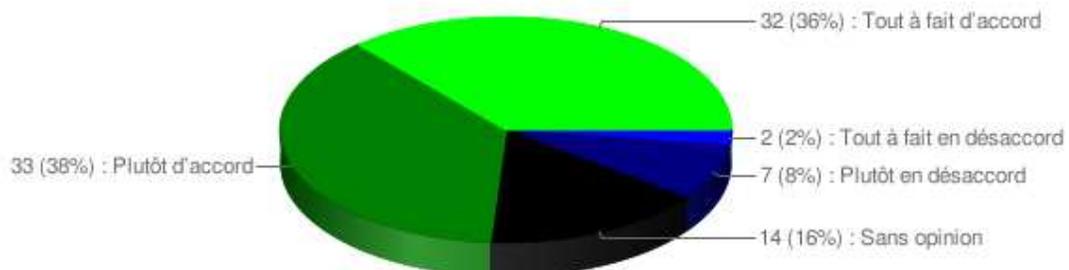
4 - Il faut donner une licence échangeable supplémentaire à chaque détenteur de licence de taxi et laisser le marché se réguler. :

4-II faut donner une licence échangeable supplémentaire à chaque détenteur de licence de taxi et laisser le marché se réguler.



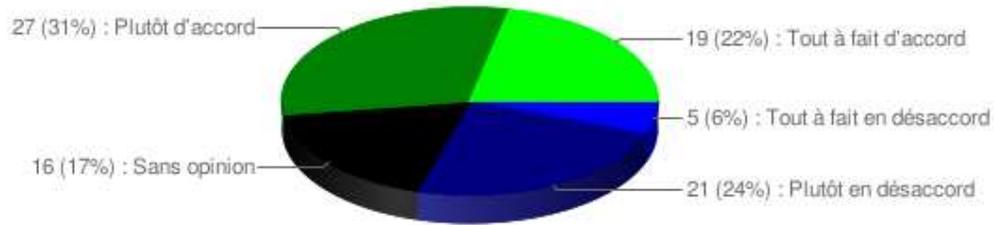
5 - Les ententes entre producteurs diminuent le bien-être global. :

5-Les ententes entre producteurs diminuent le bien-être global.



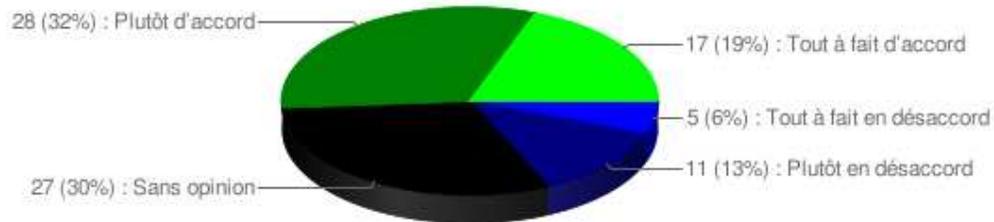
6 - La politique de la concurrence européenne devrait être plus souple vis-à-vis des aides d'Etat. :

6-La politique de la concurrence européenne devrait être plus souple vis-à-vis des aides d'Etat.



7 - L'Europe est le bon niveau géographique pour traiter des problèmes de contrôle des concentrations. :

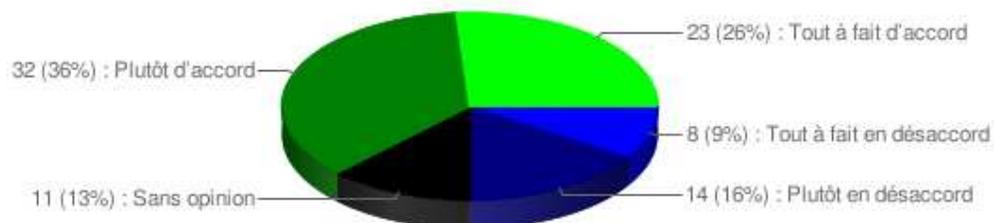
7-L'Europe est le bon niveau géographique pour traiter des problèmes de contrôle des concentrations.



2. Commerce international et mondialisation

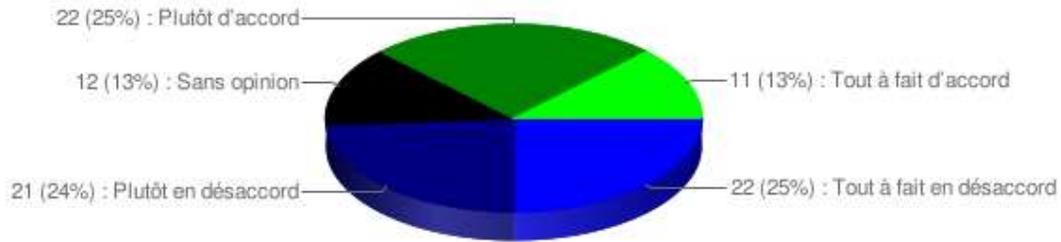
8 - *L'ouverture internationale augmente les inégalités au sein des pays riches. :

8-*L'ouverture internationale augmente les inégalités au sein des pays riches.



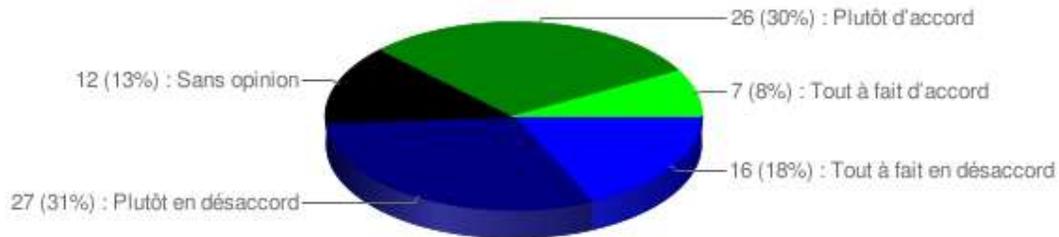
9 - *L'Europe devrait libéraliser davantage ses échanges pour favoriser la croissance des pays pauvres. :

9- *L'Europe devrait libéraliser davantage ses échanges pour favoriser la croissance des pays pauvres.



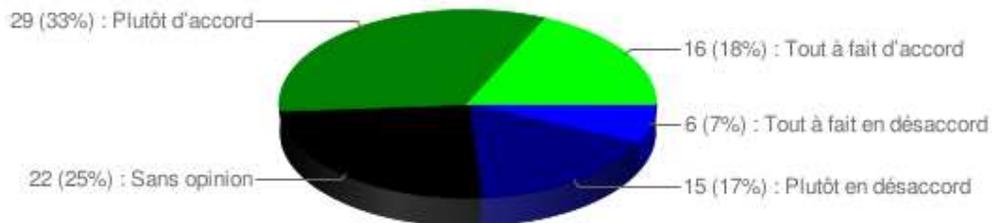
10 - Empêcher les délocalisations est un mauvais service à rendre aux entreprises en ce qui concerne leur productivité. :

10-Empêcher les délocalisations est un mauvais service à rendre aux entreprises en ce qui concerne leur productivité.



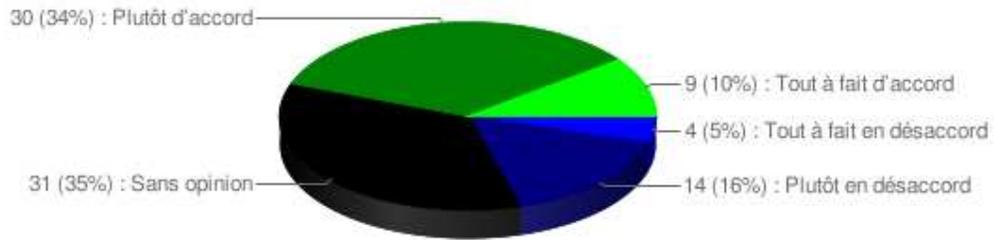
11 - La concurrence fiscale au sein de l'Union européenne nuit principalement aux travailleurs peu qualifiés. :

11-La concurrence fiscale au sein de l'Union européenne nuit principalement aux travailleurs peu qualifiés.



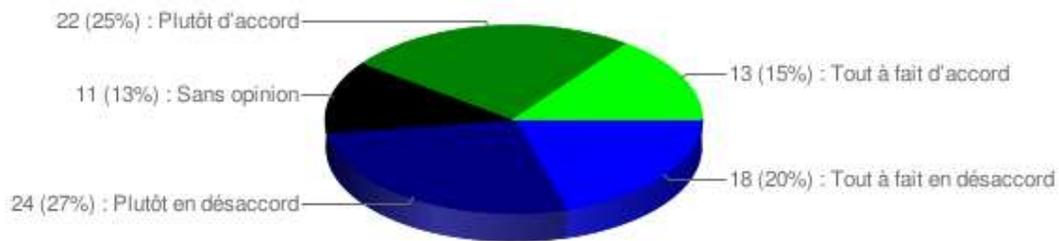
12 - Un renforcement des lois anti-dumping au niveau européen augmenterait l'efficacité des marchés. :

12-Un renforcement des lois anti-dumping au niveau européen augmenterait l'efficacité des marchés.



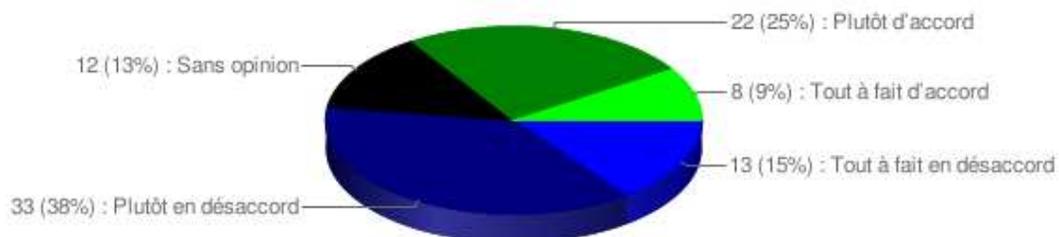
13 - Les subventions agricoles sont un moyen coûteux de ralentir l'exode rural. :

13-Les subventions agricoles sont un moyen coûteux de ralentir l'exode rural.



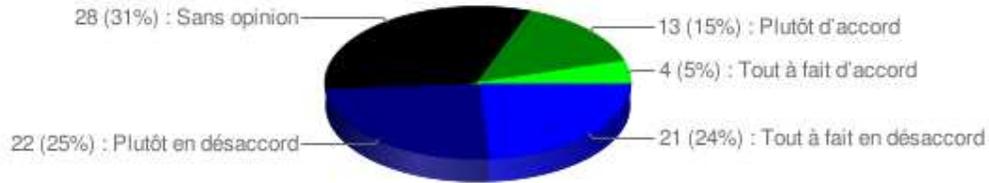
14 - Le protectionnisme est un moyen efficace pour réduire les inégalités de revenu sur le marché du travail français. :

14-Le protectionnisme est un moyen efficace pour réduire les inégalités de revenu sur le marché du travail français.



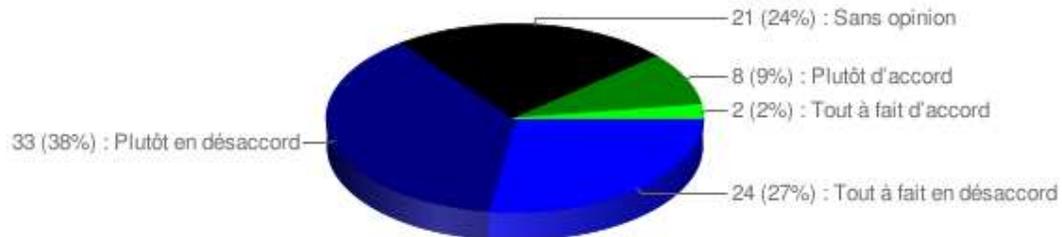
15 - La baisse de la TVA dans les secteurs non délocalisables comme la restauration est préférable à une baisse de la TVA dans les secteurs délocalisables. :

15-La baisse de la TVA dans les secteurs non délocalisables
comme la restauration est préférable à une baisse de la
TVA dans les secteurs délocalisables.



16 - L'exode des cerveaux ne réduit pas significativement le PIB par tête des pays pauvres. :

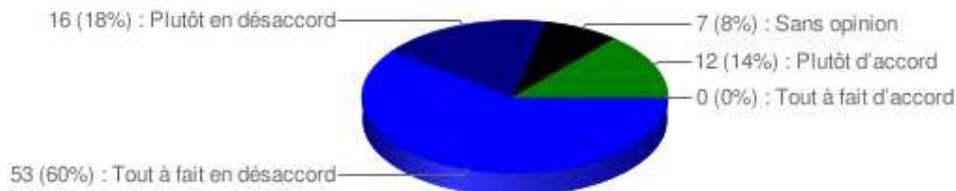
16-L'exode des cerveaux ne réduit pas significativement le PIB par
tête des pays pauvres.



3. Education, capital humain

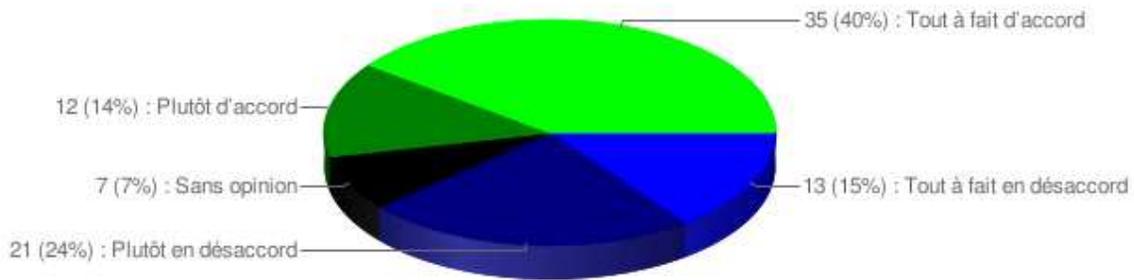
17 - *On devrait donner à tous les parents des « chèques éducation » qui pourraient être utilisés dans des écoles publiques comme privées. :

17-*On devrait donner à tous les parents des « chèques
éducation » qui pourraient être utilisés dans des écoles publiques
comme privées.



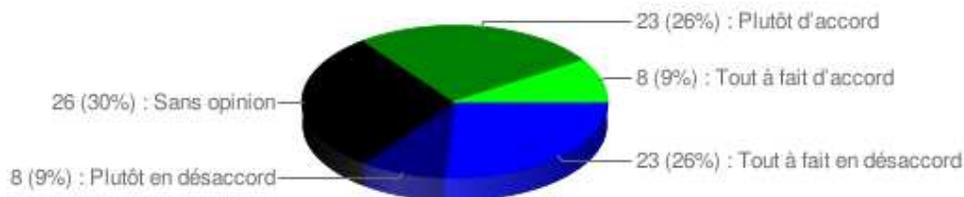
18 - *La concurrence entre universités sera néfaste pour les étudiants. :

18- *La concurrence entre universités sera néfaste pour les étudiants.



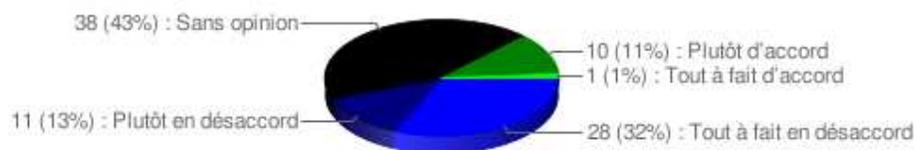
19 - Seuls les parents aux revenus les plus bas devraient recevoir des « chèques éducation » qui pourraient être utilisés dans les écoles publiques ou privées. :

19-Seuls les parents aux revenus les plus bas devraient recevoir des « chèques éducation » qui pourraient être utilisés dans les écoles publiques ou privées.



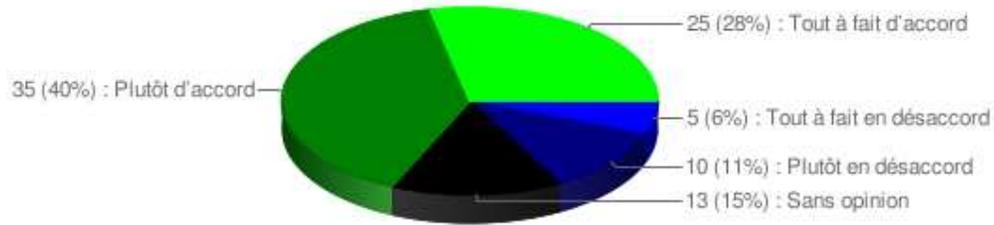
20 - Seuls les parents dont les enfants sont dans des écoles moins favorisées devraient recevoir des « chèques éducation » qui pourraient être utilisés dans des écoles publiques ou privées. :

20-Seuls les parents dont les enfants sont dans des écoles moins favorisées devraient recevoir des « chèques éducation » qui pourraient être utilisés dans des écoles publiques ou privées.



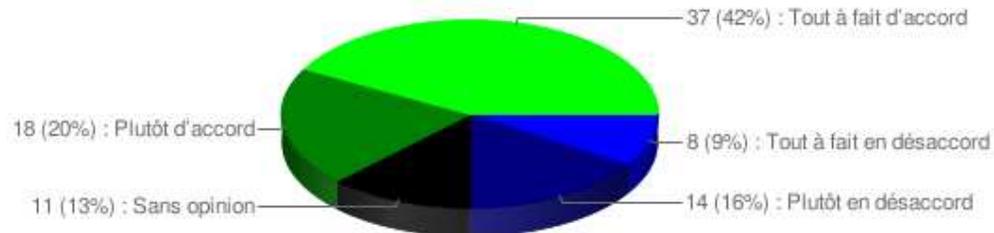
21 - La meilleure façon de lutter contre l'échec scolaire est de réduire la taille des classes. :

21-La meilleure façon de lutter contre l'échec scolaire est de réduire la taille des classes.



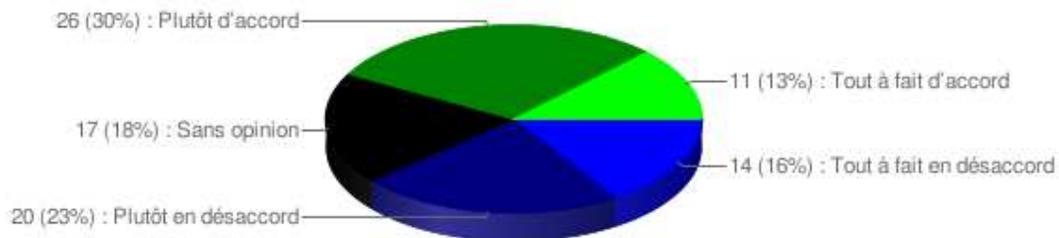
22 - Laisser les universités fixer leurs droits de scolarité bénéficierait principalement aux étudiants issus des ménages les plus riches. :

22-Laisser les universités fixer leurs droits de scolarité bénéficierait principalement aux étudiants issus des ménages les plus riches.



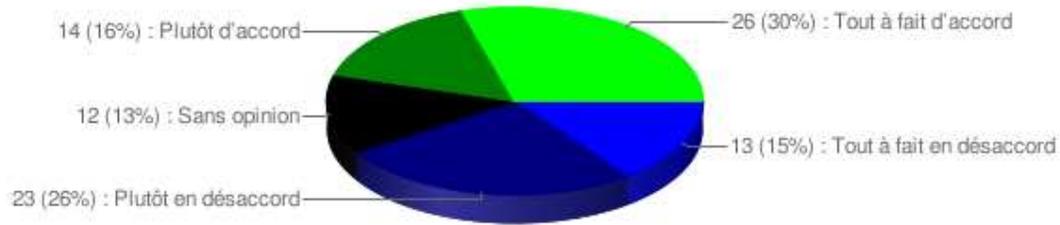
23 - Les universités devraient pouvoir sélectionner à l'entrée pour améliorer l'efficacité du système universitaire. :

23-Les universités devraient pouvoir sélectionner à l'entrée pour améliorer l'efficacité du système universitaire.



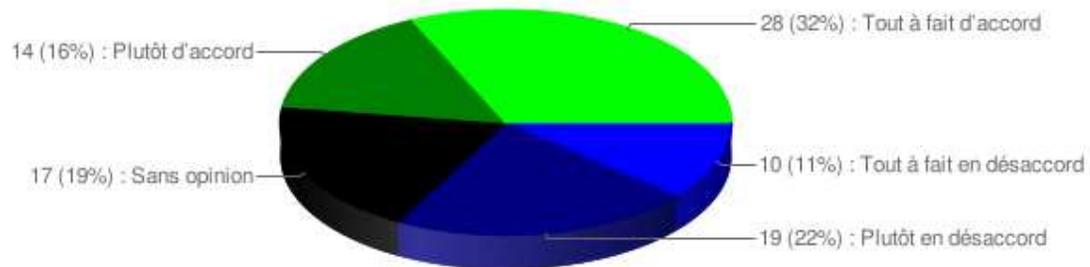
24 - La concurrence entre universités sera néfaste pour la production de recherche. :

24-La concurrence entre universités sera néfaste pour la production de recherche.



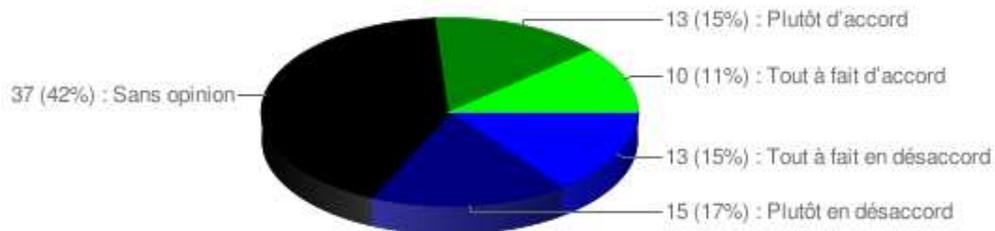
25 - La concurrence entre universités sera néfaste pour les enseignants-chercheurs. :

25-La concurrence entre universités sera néfaste pour les enseignants-chercheurs.



26 - Supprimer la carte scolaire est défavorable à la situation des bons élèves des quartiers défavorisés. :

26-Supprimer la carte scolaire est défavorable à la situation des bons élèves des quartiers défavorisés.

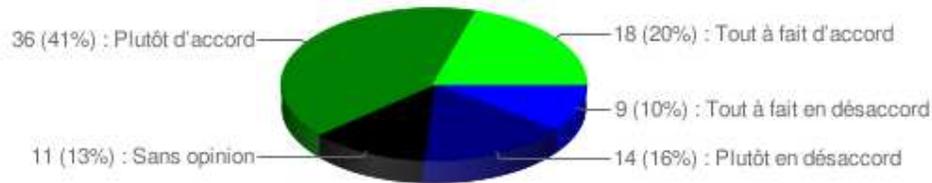


4. Sécurité sociale, redistribution

27 - *L'écart entre les recettes de la sécurité sociale et les dépenses sera trop

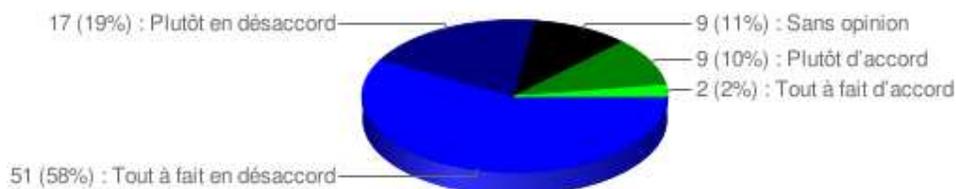
important et instable d'ici les prochaines 20 années si les politiques actuelles restent inchangées. :

27- *L'écart entre les recettes de la sécurité sociale et les dépenses sera trop important et instable d'ici les prochaines 20 années si les politiques actuelles restent inchangées.



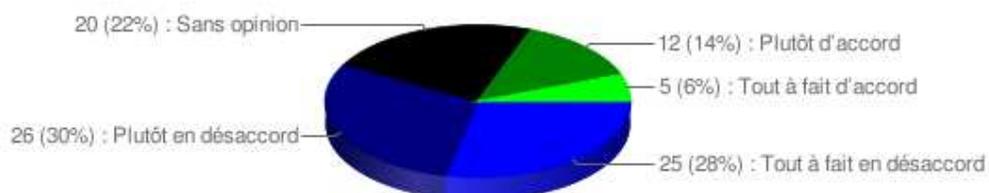
28 - *La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est d'obliger chacun à cotiser sur des comptes individuels investis à long-terme. :

28- *La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est d'obliger chacun à cotiser sur des comptes individuels investis à long-terme.



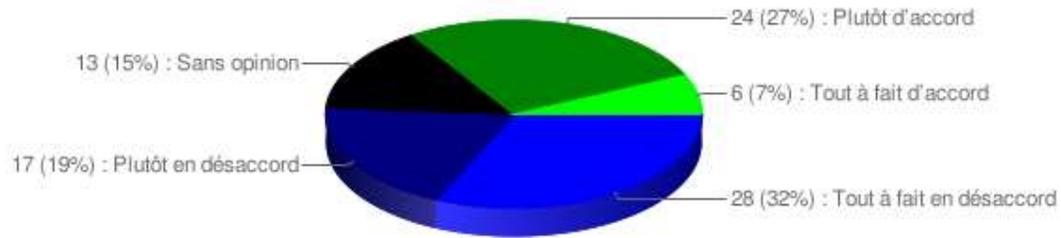
29 - La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est d'augmenter les charges assises sur les salaires. :

29-La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est d'augmenter les charges assises sur les salaires.



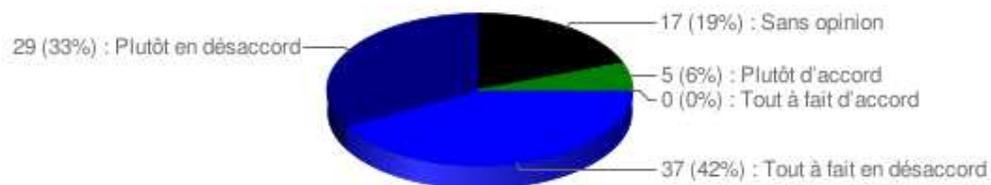
30 - La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est d'augmenter l'âge normal de retraite. :

30-La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est d'augmenter l'âge normal de retraite.



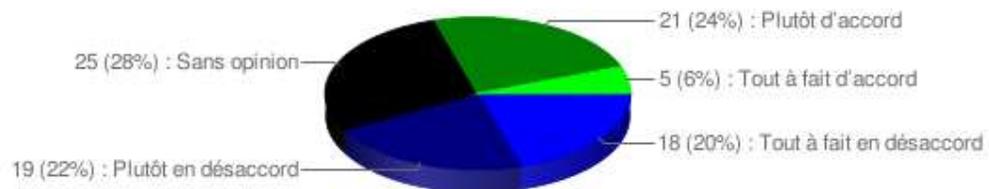
31 - La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est de diminuer les prestations et autres avantages de la sécurité sociale. :

31-La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est de diminuer les prestations et autres avantages de la sécurité sociale.



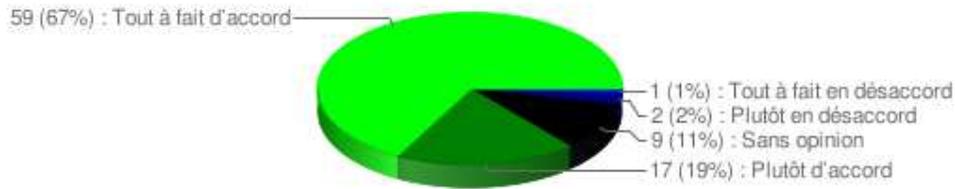
32 - Les pays développés qui n'ont pas une fécondité suffisante pour atteindre le niveau de renouvellement des populations devraient adopter des politiques natalistes. :

32-Les pays développés qui n'ont pas une fécondité suffisante pour atteindre le niveau de renouvellement des populations devraient adopter des politiques natalistes.



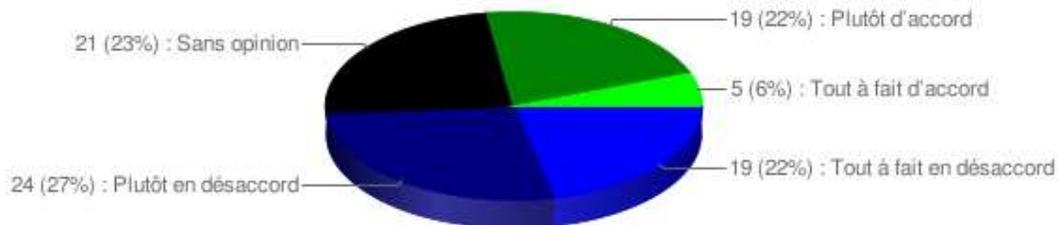
33 - La couverture des risques santé doit être publique pour éviter que certaines personnes ne se retrouvent sans assurance maladie parce qu'elles présentent un risque trop élevé. :

33-La couverture des risques santé doit être publique pour éviter que certaines personnes ne se retrouvent sans assurance maladie parce qu'elles présentent un risque trop élevé.



34 - Pour augmenter le pouvoir d'achat, imposer une baisse des prix aux grandes surfaces est la meilleure solution. :

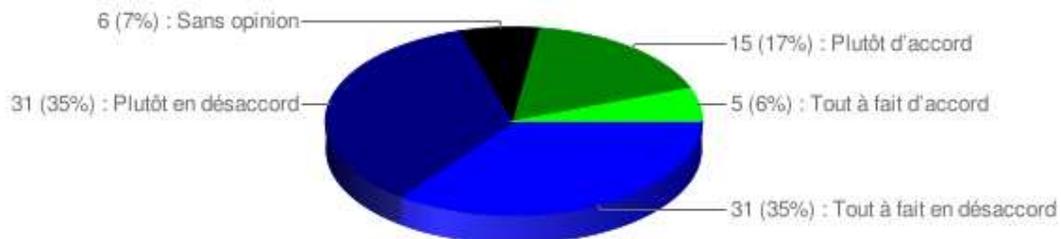
34-Pour augmenter le pouvoir d'achat, imposer une baisse des prix aux grandes surfaces est la meilleure solution.



5. Fiscalité

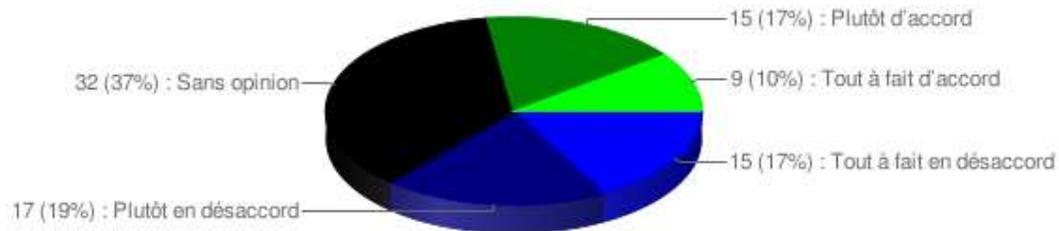
35 - *Les taxes sur les successions sont désincitatives pour la constitution d'un patrimoine. :

35-*Les taxes sur les successions sont désincitatives pour la constitution d'un patrimoine.



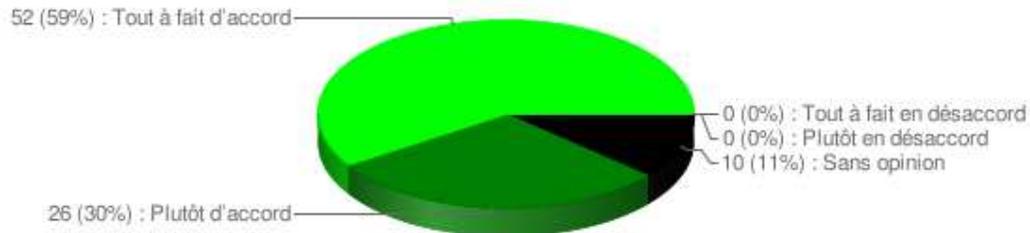
36 - *Les droits de mutations sur l'immobilier diminuent la mobilité géographique. :

36- *Les droits de mutations sur l'immobilier diminuent la mobilité géographique.



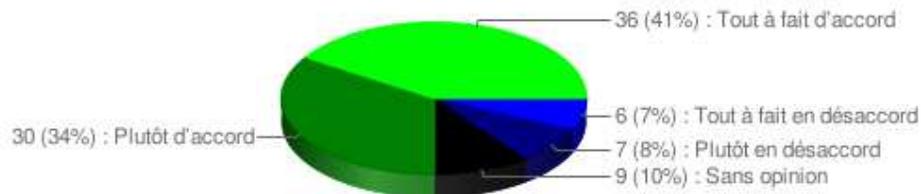
37 - Les niches fiscales permettent à des ménages riches de ne pas payer d'impôt. :

37-Les niches fiscales permettent à des ménages riches de ne pas payer d'impôt.



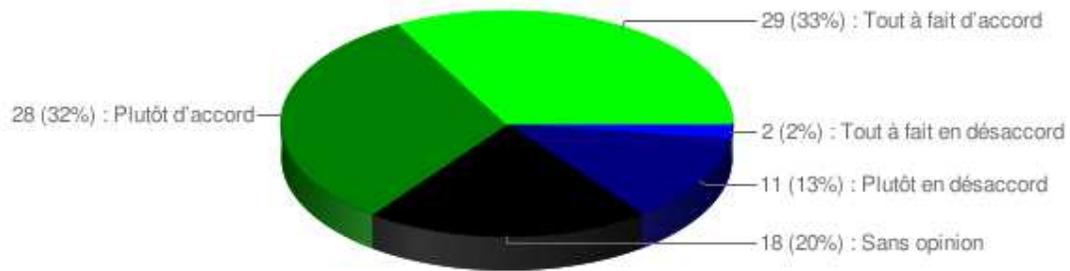
38 - Le gouvernement devrait augmenter l'impôt sur le revenu et réduire de façon équivalente la TVA afin d'augmenter le caractère progressif du système d'imposition français. :

38-Le gouvernement devrait augmenter l'impôt sur le revenu et réduire de façon équivalente la TVA afin d'augmenter le caractère progressif du système d'imposition français.



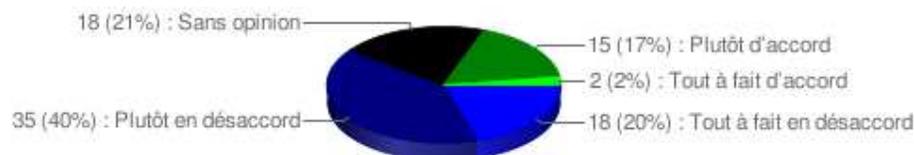
39 - Il faudrait augmenter l'assiette de l'impôt sur le revenu. :

39-II faudrait augmenter l'assiette de l'impôt sur le revenu.



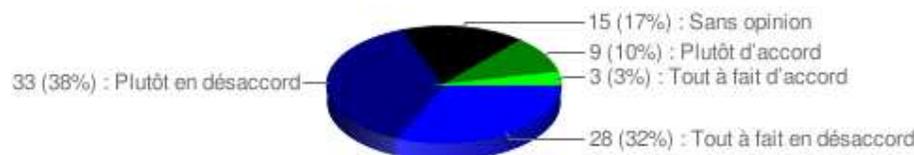
40 - Créer une nouvelle tranche pour les très hauts revenus au niveau **national** avec une forte taxation marginale aurait pour effet de créer une fuite des capitaux vers des pays à fiscalité plus faible. :

40-Créer une nouvelle tranche pour les très hauts revenus au niveau **national** avec une forte taxation marginale aurait pour effet de créer une fuite des capitaux vers des pays à fiscalité plus faible.



41 - Créer une nouvelle tranche pour les très hauts revenus au niveau **de l'Europe** avec une forte taxation marginale aurait pour effet de créer une fuite des capitaux vers des pays non-européens à fiscalité plus faible. :

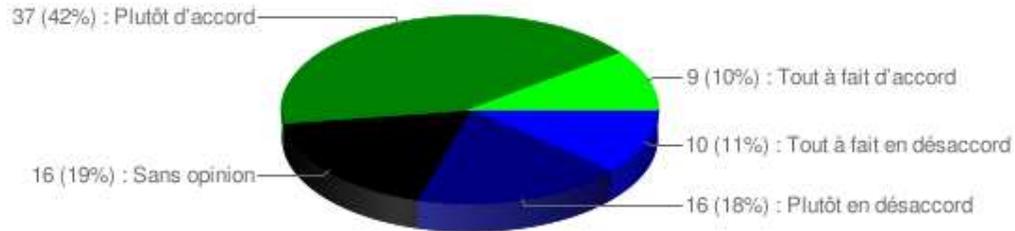
41-Créer une nouvelle tranche pour les très hauts revenus au niveau **de l'Europe** avec une forte taxation marginale aurait pour effet de créer une fuite des capitaux vers des pays non-européens à fiscalité plus faible.



6. Environnement

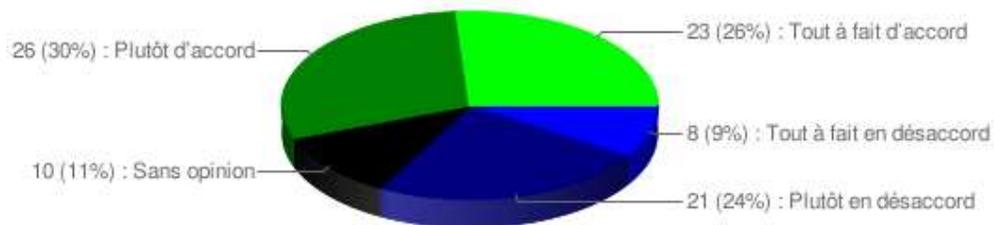
42 - *Une taxe sur le carbone est une bonne solution aux problèmes d'environnement. :

42- *Une taxe sur le carbone est une bonne solution aux problèmes d'environnement.



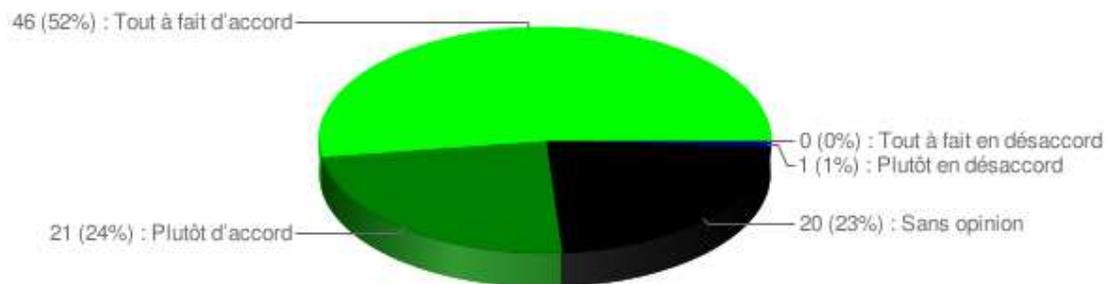
43 - *Les politiques environnementales doivent s'appuyer sur des contraintes directes plutôt que sur incitations économiques. :

43- *Les politiques environnementales doivent s'appuyer sur des contraintes directes plutôt que sur incitations économiques.



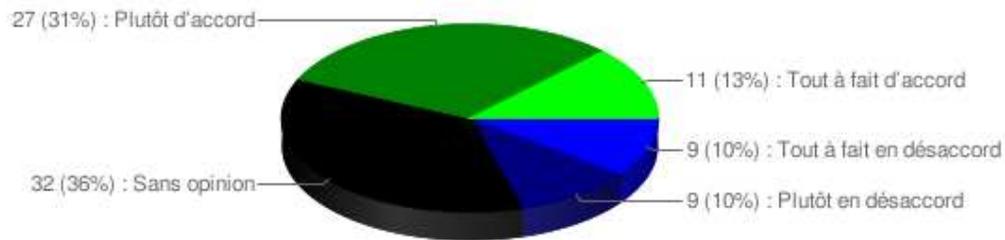
44 - Les États-Unis devraient ratifier les accords de Kyoto. :

44- Les États-Unis devraient ratifier les accords de Kyoto.



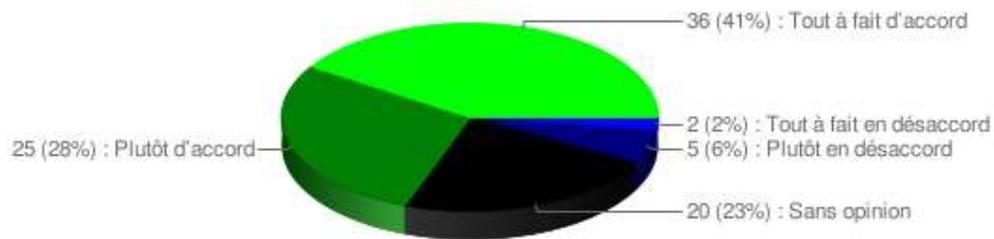
45 - L'énergie nucléaire est une bonne idée pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le court-terme. :

45-L'énergie nucléaire est une bonne idée pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le court-terme.



46 - La défense de la biodiversité a un sens économiquement parlant. :

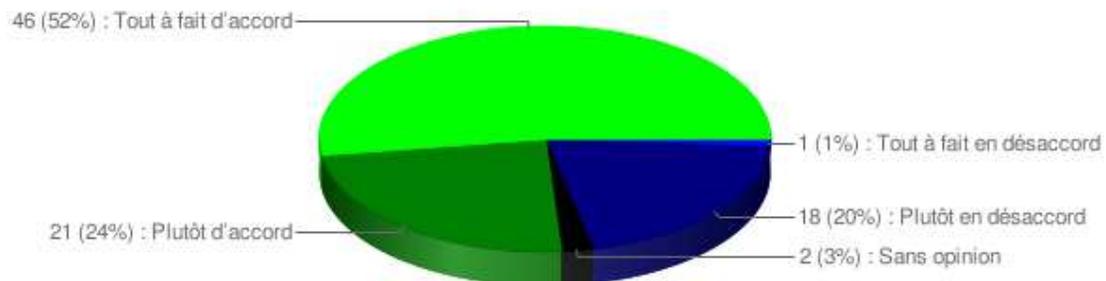
46-La défense de la biodiversité a un sens économiquement parlant.



7. Marché du travail

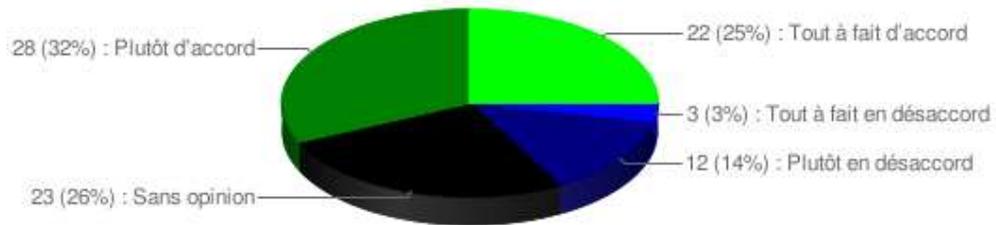
47 - *Le salaire minimum ne détruit pas d'emplois. :

47-*Le salaire minimum ne détruit pas d'emplois.



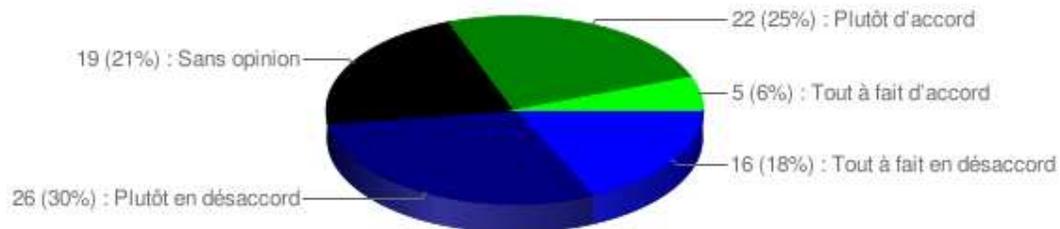
48 - *Le RSA n'aura pas d'effets sur l'emploi car les emplois correspondants ne seront pas créés. :

48- *Le RSA n'aura pas d'effets sur l'emploi car les emplois correspondants ne seront pas créés.



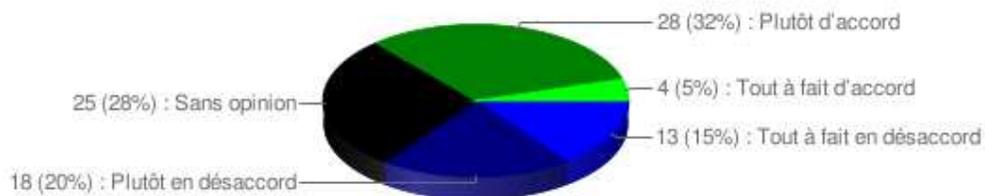
49 - L'immigration fait pression à la baisse sur les salaires des salariés les moins qualifiés. :

49-L'immigration fait pression à la baisse sur les salaires des salariés les moins qualifiés.



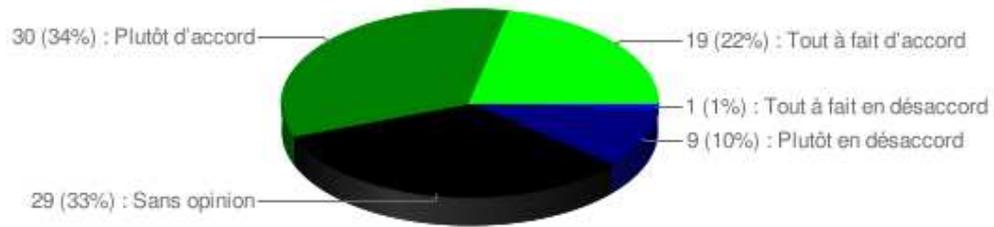
50 - Une immigration sélective basée sur les qualifications permet d'augmenter le stock de connaissance, bénéfique pour la croissance de long terme. :

50-Une immigration sélective basée sur les qualifications permet d'augmenter le stock de connaissance, bénéfique pour la croissance de long terme.



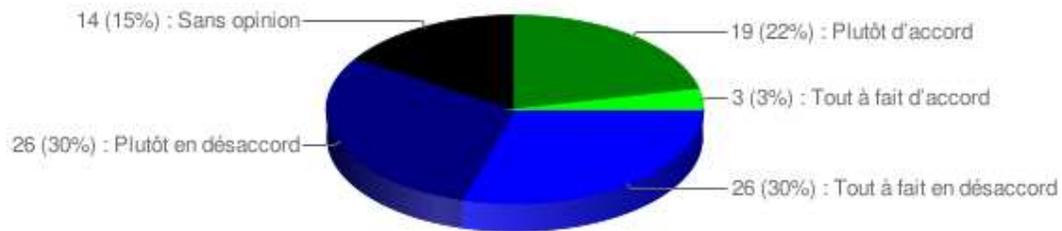
51 - Le RSA créera une trappe à travail à temps partiel. :

51-Le RSA créera une trappe à travail à temps partiel.



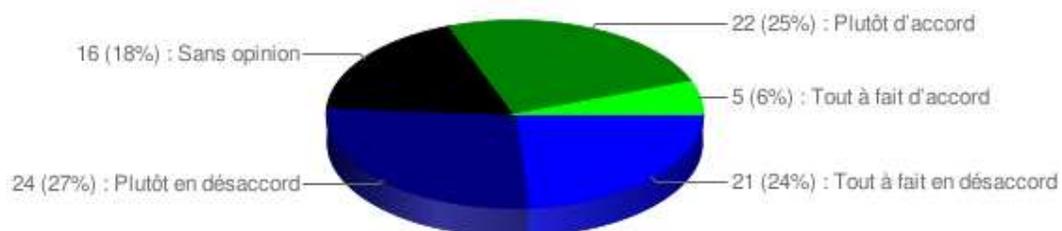
52 - Une baisse du coût du travail est favorable à l'emploi. :

52-Une baisse du coût du travail est favorable à l'emploi.



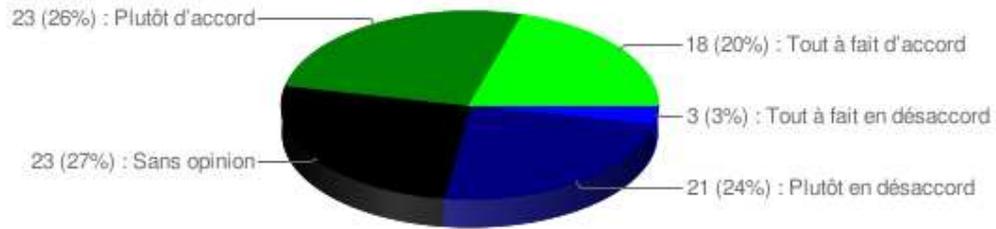
53 - La protection contre les licenciements est défavorable aux créations de postes. :

53-La protection contre les licenciements est défavorable aux créations de postes.



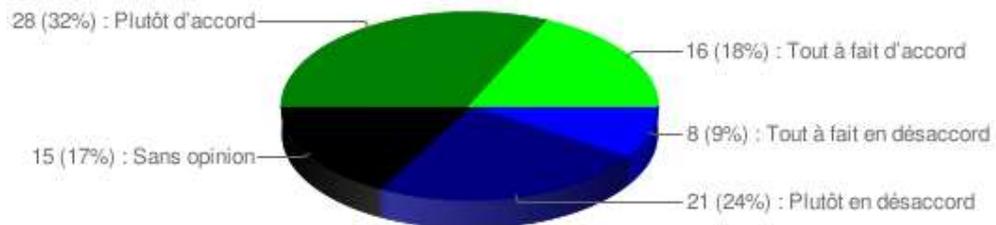
54 - Le chômage résulte d'un déficit de demande dû à des politiques macroéconomiques trop restrictives. :

54-Le chômage résulte d'un déficit de demande dû à des politiques macroéconomiques trop restrictives.



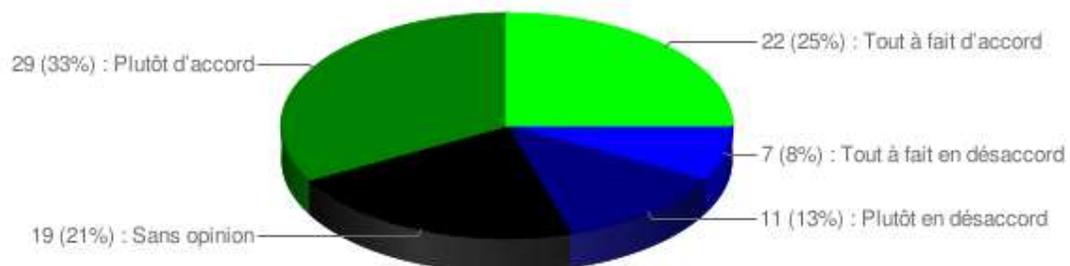
55 - Il faut augmenter les salaires via le salaire minimum pour relancer la consommation. :

55-Il faut augmenter les salaires via le salaire minimum pour relancer la consommation.



56 - Les 35 heures ont été bénéfiques à l'emploi. :

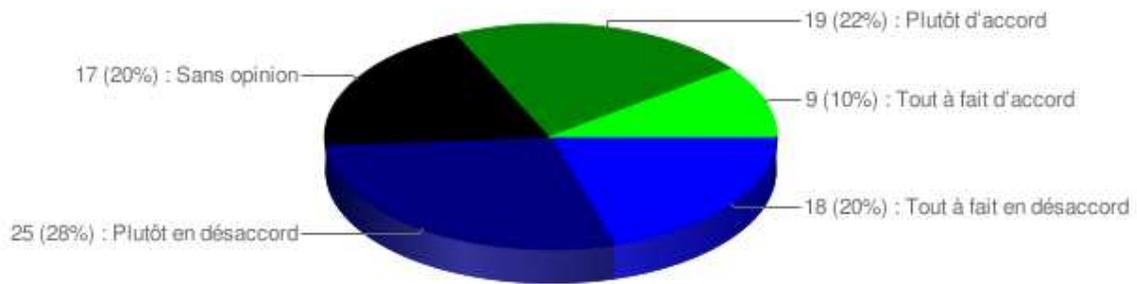
56-Les 35 heures ont été bénéfiques à l'emploi.



8. Marché du logement

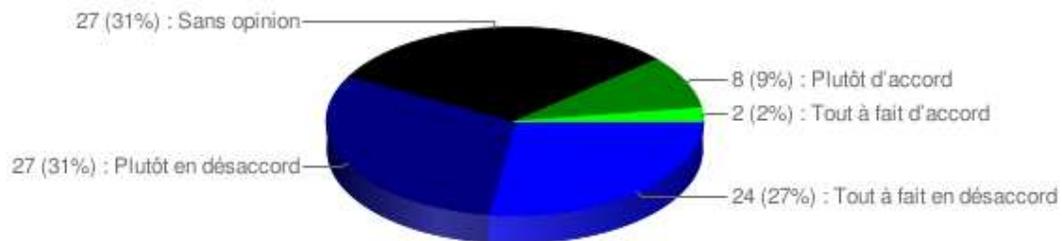
57 - *Les blocages de loyers renforcent la pénurie de logement :

57- *Les blocages de loyers renforcent la pénurie de logement



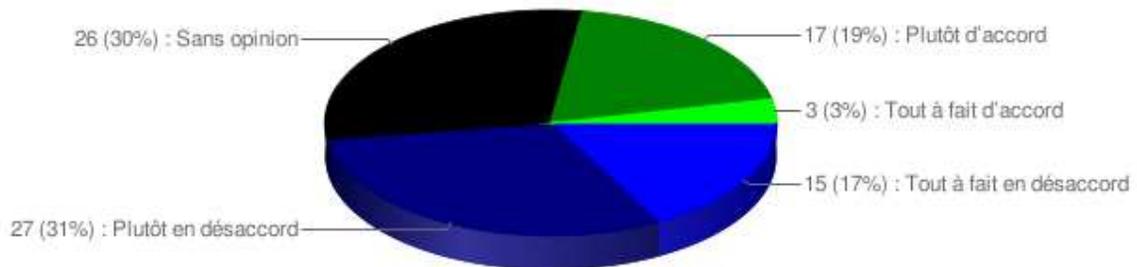
58 - *Le déficit de logement est dû à la fiscalité de l'immobilier. :

58- *Le déficit de logement est dû à la fiscalité de l'immobilier.



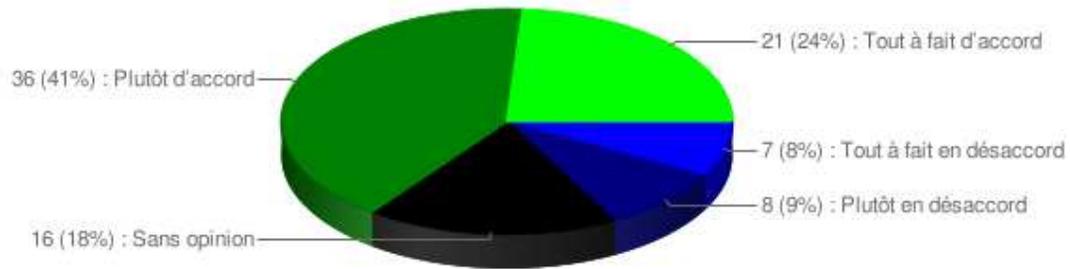
59 - Les droits des locataires découragent les propriétaires. :

59- Les droits des locataires découragent les propriétaires.



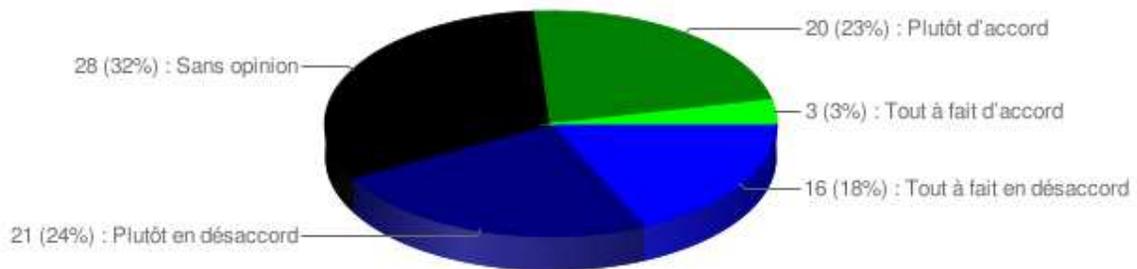
60 - Le logement social est une forme de redistribution efficace. :

60-Le logement social est une forme de redistribution efficace.



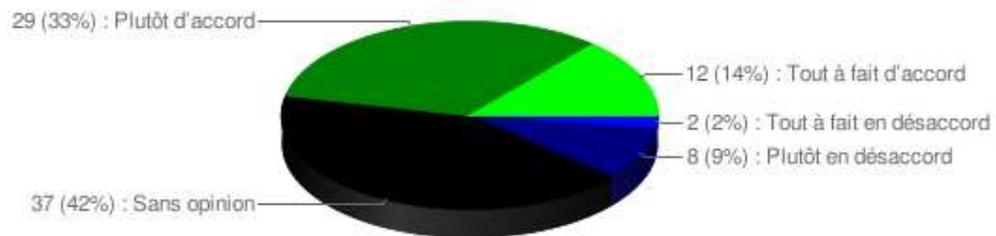
61 - Le droit au logement opposable est une solution viable. :

61-Le droit au logement opposable est une solution viable.



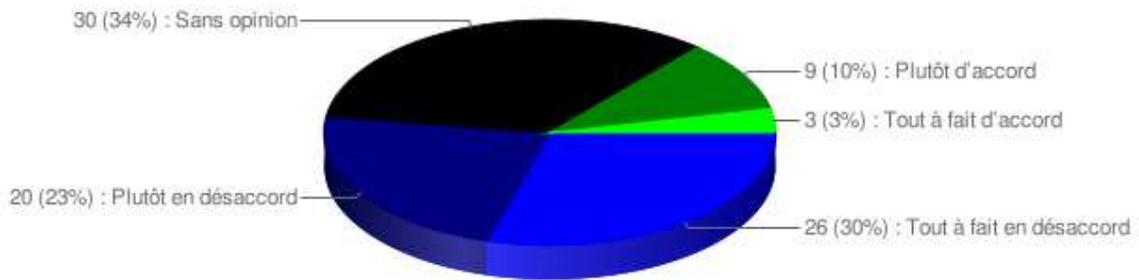
62 - Les maires devraient mettre plus de foncier sur le marché. :

62-Les maires devraient mettre plus de foncier sur le marché.



63 - Les prêts hypothécaires devraient être encouragés. :

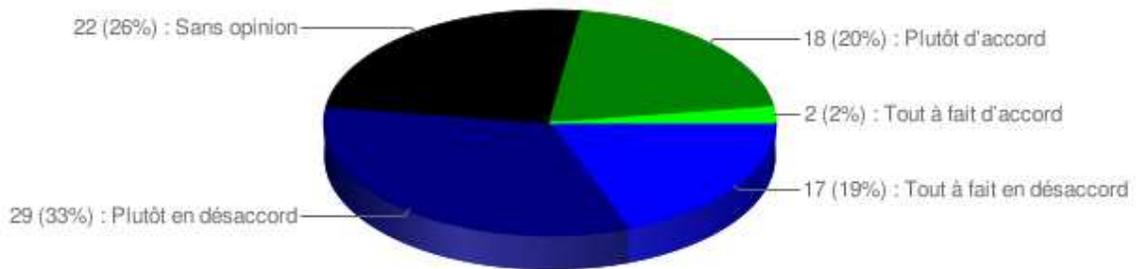
63-Les prêts hypothécaires devraient être encouragés.



9. Euro, macroéconomie internationale

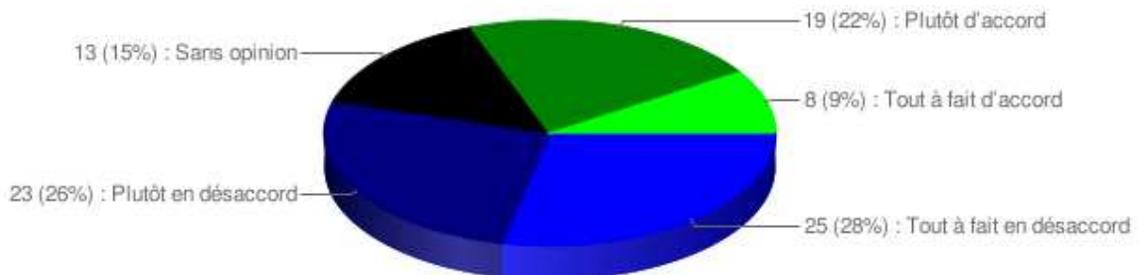
64 - *La zone euro est une zone monétaire optimale. :

64-*La zone euro est une zone monétaire optimale.



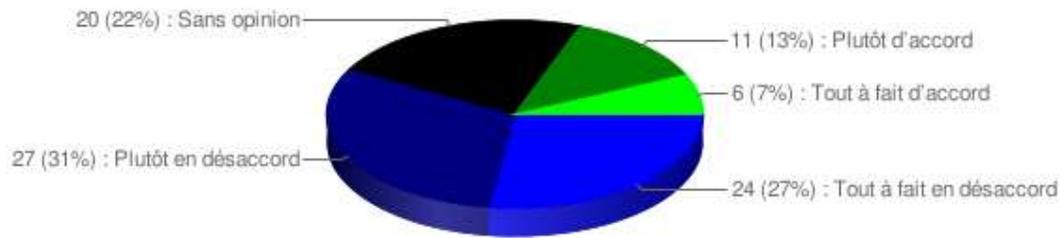
65 - *L'euro a créé de l'inflation. :

65-*L'euro a créé de l'inflation.



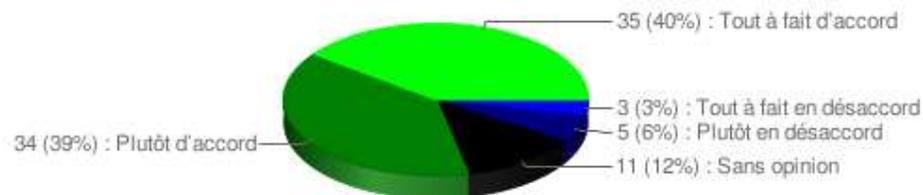
66 - L'appartenance à la zone euro est nuisible à la compétitivité de l'économie française. :

66-L'appartenance à la zone euro est nuisible à la compétitivité de l'économie française.



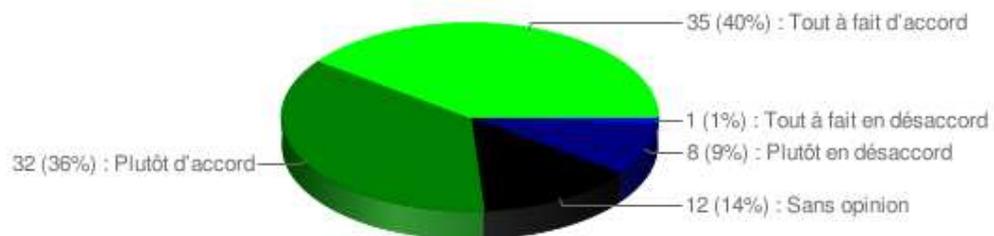
67 - La concurrence fiscale devrait être interdite entre les pays de la zone Euro pour éviter le report des taxes sur les facteurs les moins mobiles. :

67-La concurrence fiscale devrait être interdite entre les pays de la zone Euro pour éviter le report des taxes sur les facteurs les moins mobiles.



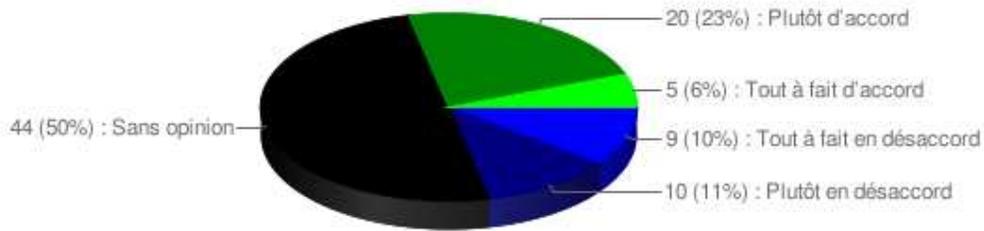
68 - La politique budgétaire devrait être coordonnée entre les pays de la zone Euro. :

68-La politique budgétaire devrait être coordonnée entre les pays de la zone Euro.



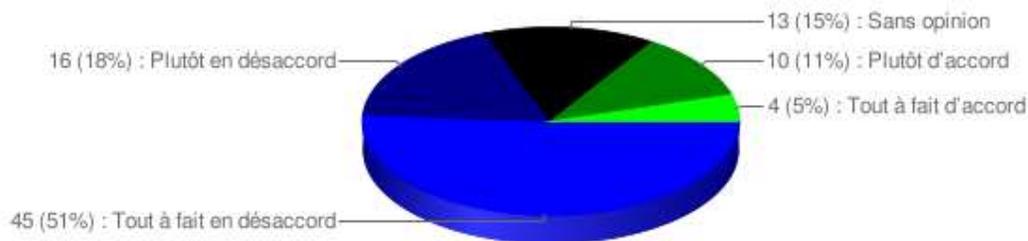
69 - Les fonds souverains à la française sont une bonne chose pour l'économie. :

69-Les fonds souverains à la française sont une bonne chose pour l'économie.



70 - La banque centrale européenne a raison de ne s'occuper que de l'inflation. :

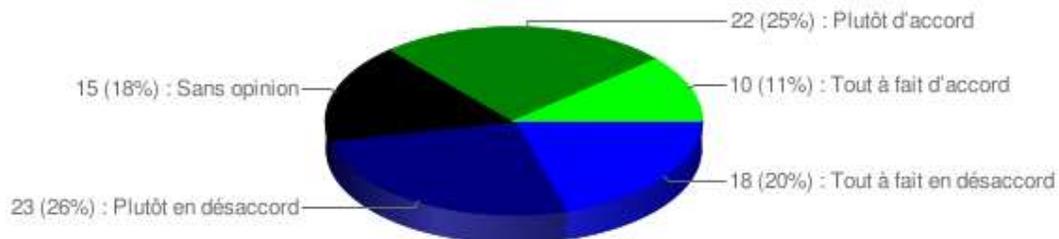
70-La banque centrale européenne a raison de ne s'occuper que de l'inflation.



10. Crise, gestion du secteur financier et plans de relance

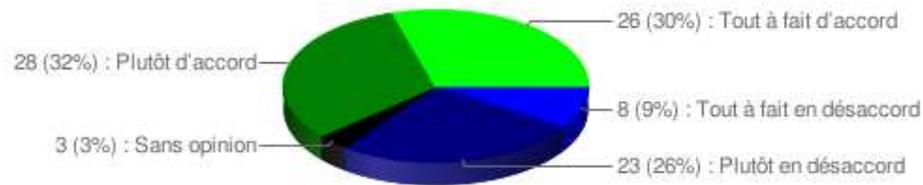
71 - *Laisser les taux d'intérêt des banques centrales proches de 0% pendant plusieurs années renforce les risques d'inflation. :

71-*Laisser les taux d'intérêt des banques centrales proches de 0% pendant plusieurs années renforce les risques d'inflation.



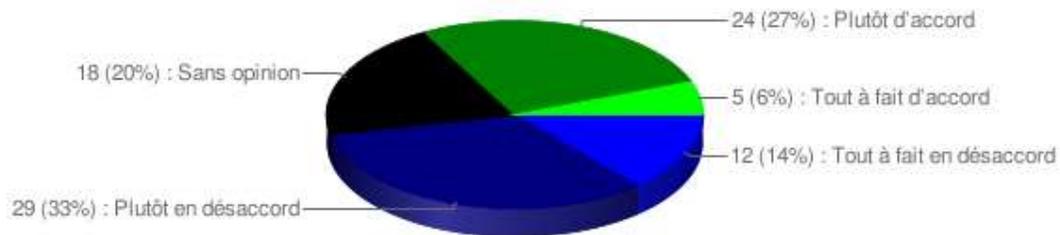
72 - *Plafonner les bonus des traders au niveau national est une bonne mesure si on veut limiter la prise de risque excessive des salles de marché. :

72-*Plafonner les bonus des traders au niveau national est une bonne mesure si on veut limiter la prise de risque excessive des salles de marché.



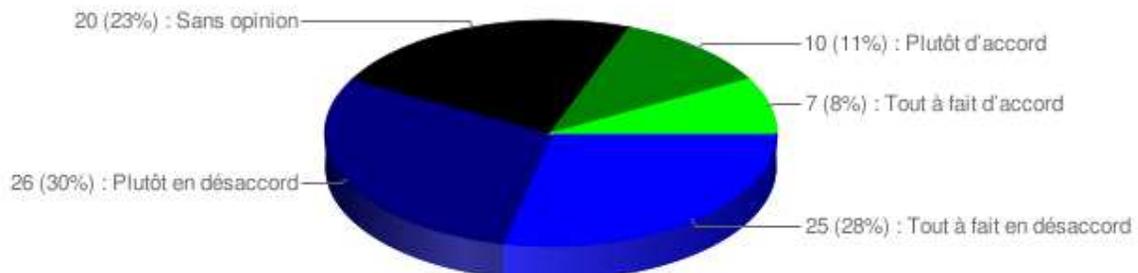
73 - L'endettement de l'État au-delà de 60% est une source de tension sur les marchés financiers. :

73-L'endettement de l'État au-delà de 60% est une source de tension sur les marchés financiers.



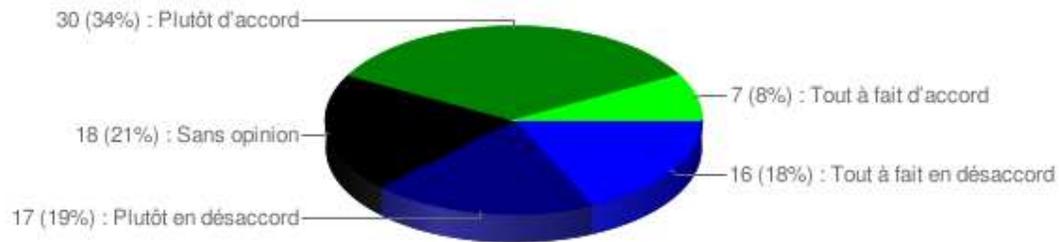
74 - La crise résulte essentiellement d'une politique monétaire accommodante. :

74-La crise résulte essentiellement d'une politique monétaire accommodante.



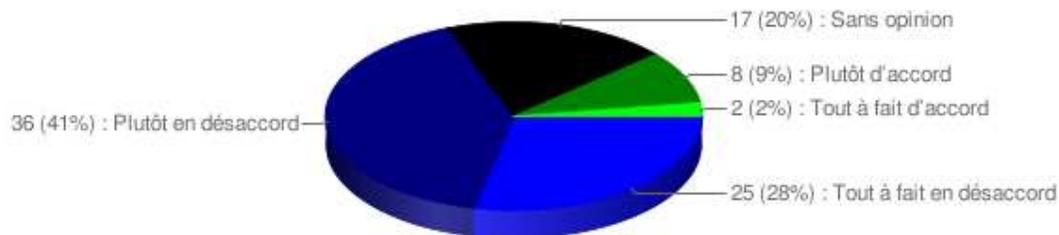
75 - La crise résulte essentiellement de la volonté de prêter à des ménages américains insolubles. :

75-La crise résulte essentiellement de la volonté de prêter à des ménages américains insolvable.



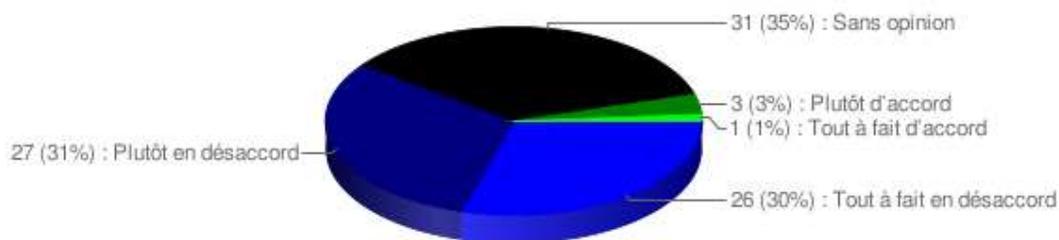
76 - Une relance massive de l'économie impliquant plus de 5% de déficit est dangereuse. :

76-Une relance massive de l'économie impliquant plus de 5% de déficit est dangereuse.



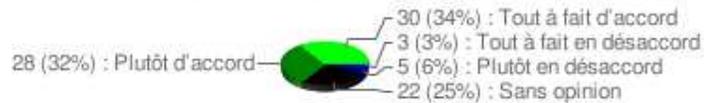
77 - Le dollar doit rester la monnaie de référence du système financier international. :

77-Le dollar doit rester la monnaie de référence du système financier international.



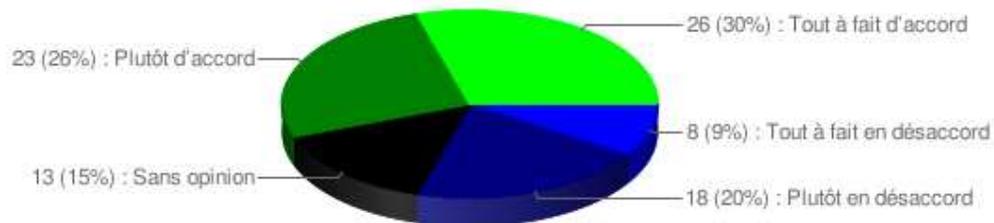
78 - Pour mieux réguler le système financier international, une mesure intéressante est d'imposer, au niveau international, aux banques des "paradis fiscaux" de répondre aux sollicitations des administrations fiscales étrangères, comme dans le cas d'UBS et des États-Unis qui a conduit à une demande de levée du secret bancaire de plusieurs milliers de résidents américains. :

78-Pour mieux réguler le système financier international, une mesure intéressante est d'imposer, au niveau international, aux banques des "paradis fiscaux" de répondre aux sollicitations des administrations fiscales étrangères, comme dans le cas d'UBS et des États-Unis qui a conduit à une demande de levée du secret bancaire de plusieurs milliers de résidents américains.



79 - L'État devrait nationaliser tout ou partie du secteur bancaire français afin de garantir la stabilité du secteur en France. :

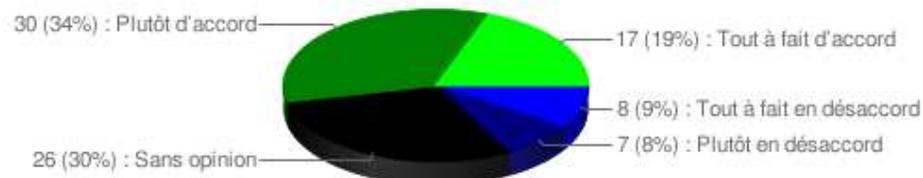
79-L'État devrait nationaliser tout ou partie du secteur bancaire français afin de garantir la stabilité du secteur en France.



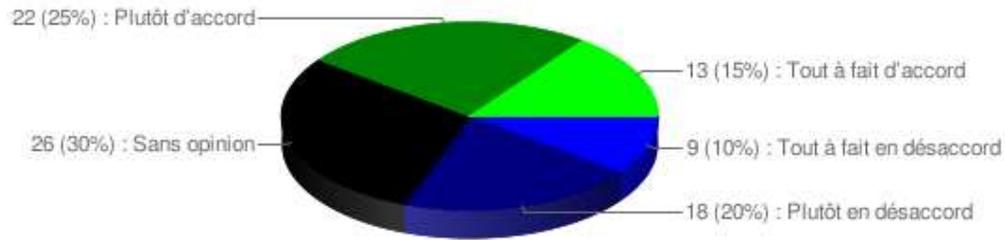
11. Divers

80 - Pour réduire la congestion, il faut des péages urbains à Paris et dans les grandes villes et rendre les autoroutes gratuites à la campagne (et non l'inverse). :

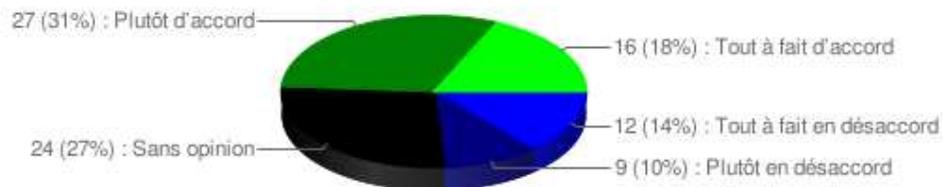
80-Pour réduire la congestion, il faut des péages urbains à Paris et dans les grandes villes et rendre les autoroutes gratuites à la campagne (et non l'inverse).



81 - Il faut renforcer les limitations de vitesse sur les autoroutes. :

81-II faut renforcer les limitations de vitesse sur les autoroutes.

82 - Il faut légaliser le cannabis afin d'éviter une hausse des prix qui développerait les activités criminelles et les bandes organisées. :

82-II faut légaliser le cannabis afin d'éviter une hausse des prix qui développerait les activités criminelles et les bandes organisées.

Discon OK.

**RESULTATS POUR
L'ENSEMBLE DE
L'ECHANTILLON
« ACADEMIQUES »**

Soit

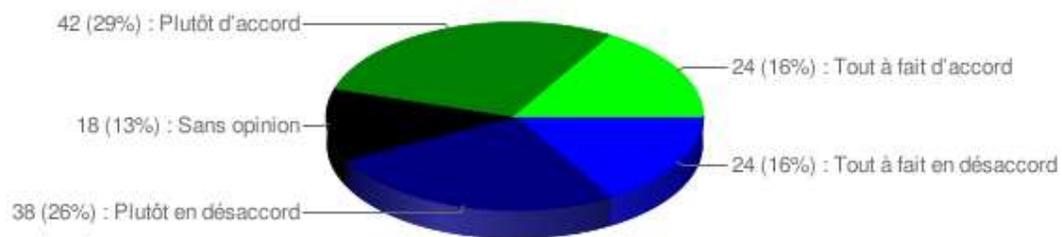
**Professeurs d'université,
directeurs de recherche et
assimilés, maîtres de
conférence et chargés de
recherche et assimilés**

Conn codice2009_r1 OK.

1. Régulation des marchés, politiques de concurrence

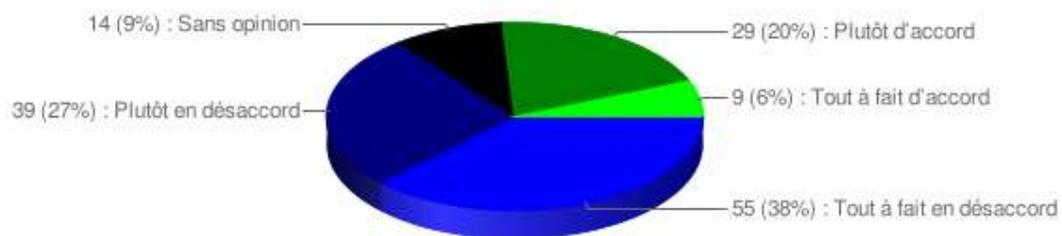
1 - *Abolir les restrictions sur l'implantation des pharmacies permettrait de faire baisser le prix des produits de parapharmacie. :

1-*Abolir les restrictions sur l'implantation des pharmacies permettrait de faire baisser le prix des produits de parapharmacie.



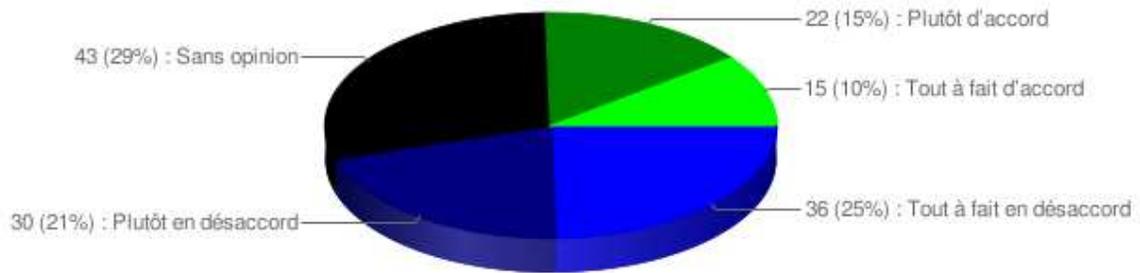
2 - *Ouvrir les magasins le dimanche permettrait de créer des emplois. :

2-*Ouvrir les magasins le dimanche permettrait de créer des emplois.



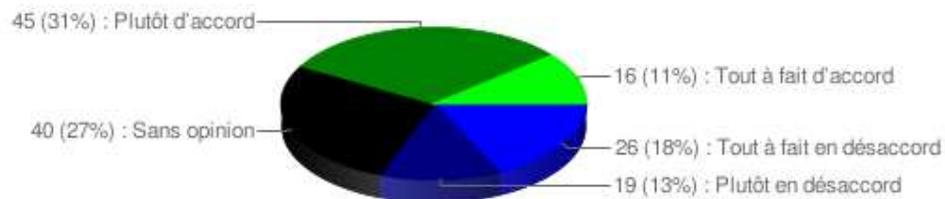
3 - Il est souhaitable de déréglementer le commerce de détail. :

3-Il est souhaitable de déréglementer le commerce de détail.



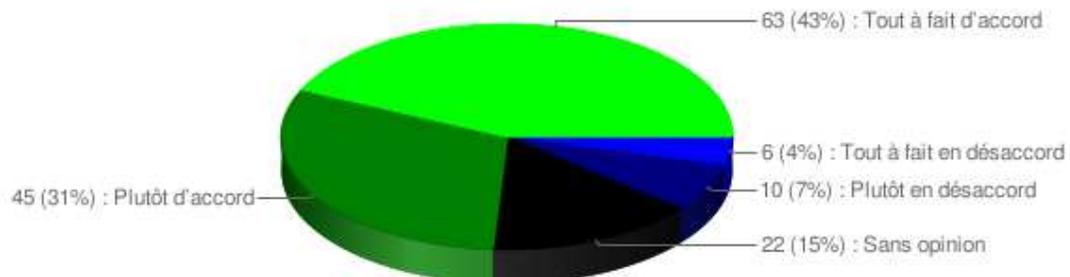
4 - Il faut donner une licence échangeable supplémentaire à chaque détenteur de licence de taxi et laisser le marché se réguler. :

4-Il faut donner une licence échangeable supplémentaire à chaque détenteur de licence de taxi et laisser le marché se réguler.



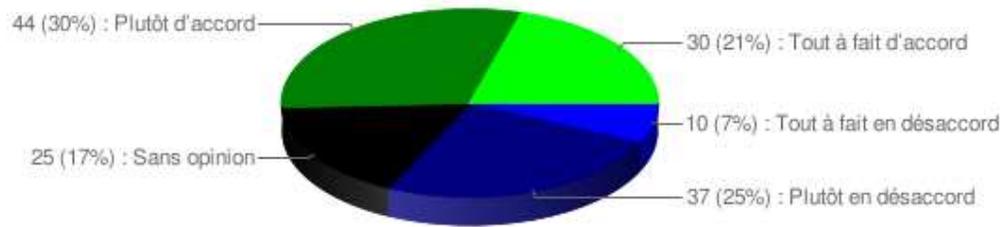
5 - Les ententes entre producteurs diminuent le bien-être global. :

5-Les ententes entre producteurs diminuent le bien-être global.



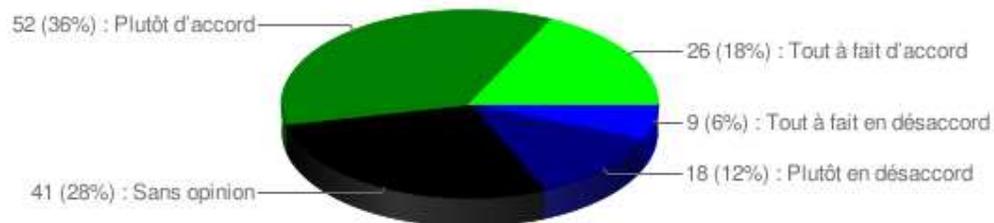
6 - La politique de la concurrence européenne devrait être plus souple vis-à-vis des aides d'Etat. :

6-La politique de la concurrence européenne devrait être plus souple vis-à-vis des aides d'Etat.



7 - L'Europe est le bon niveau géographique pour traiter des problèmes de contrôle des concentrations. :

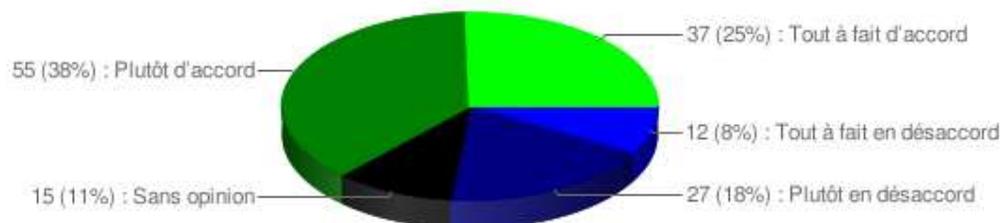
7-L'Europe est le bon niveau géographique pour traiter des problèmes de contrôle des concentrations.



2. Commerce international et mondialisation

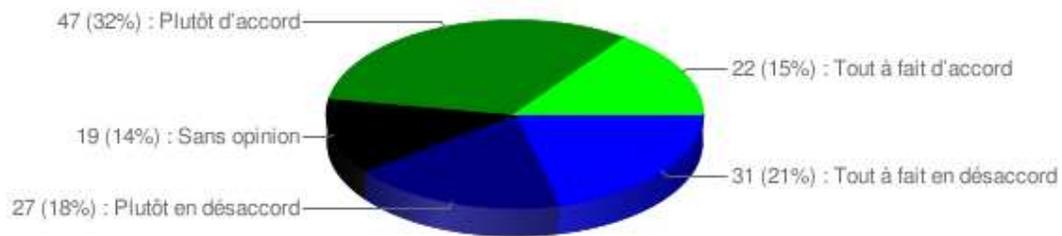
8 - *L'ouverture internationale augmente les inégalités au sein des pays riches. :

8-*L'ouverture internationale augmente les inégalités au sein des pays riches.



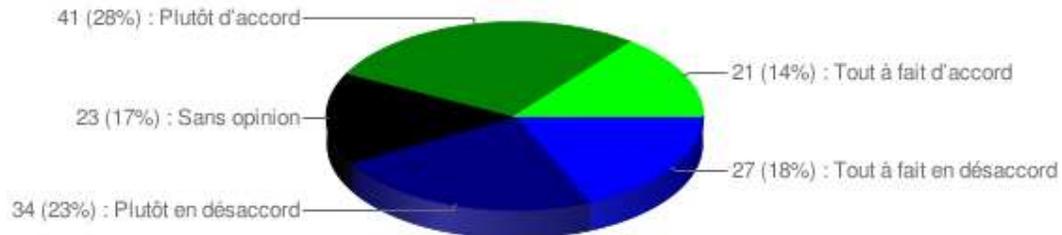
9 - *L'Europe devrait libéraliser davantage ses échanges pour favoriser la croissance des pays pauvres. :

9- *L'Europe devrait libéraliser davantage ses échanges pour favoriser la croissance des pays pauvres.



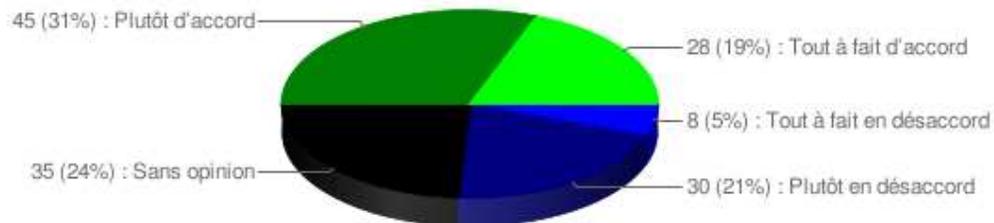
10 - Empêcher les délocalisations est un mauvais service à rendre aux entreprises en ce qui concerne leur productivité. :

10-Empêcher les délocalisations est un mauvais service à rendre aux entreprises en ce qui concerne leur productivité.



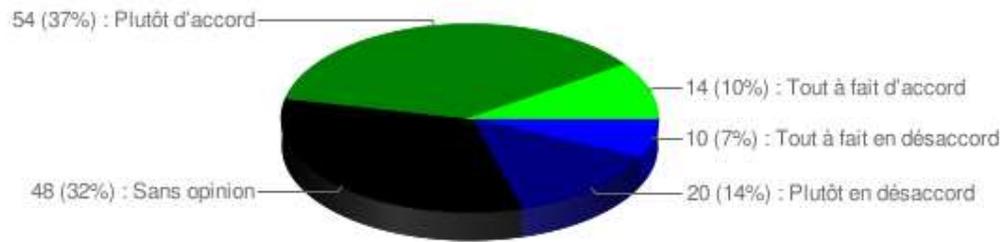
11 - La concurrence fiscale au sein de l'Union européenne nuit principalement aux travailleurs peu qualifiés. :

11-La concurrence fiscale au sein de l'Union européenne nuit principalement aux travailleurs peu qualifiés.



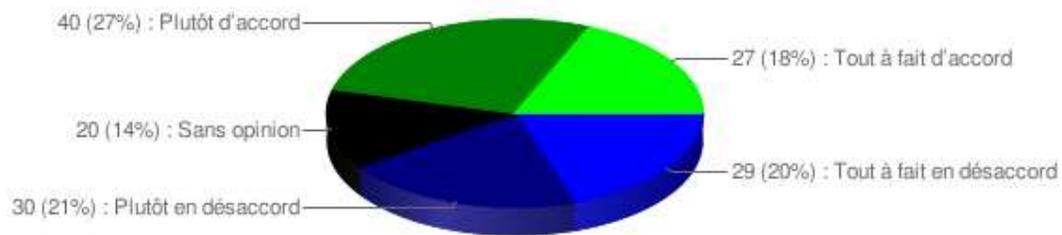
12 - Un renforcement des lois anti-dumping au niveau européen augmenterait l'efficacité des marchés. :

12-Un renforcement des lois anti-dumping au niveau européen augmenterait l'efficacité des marchés.



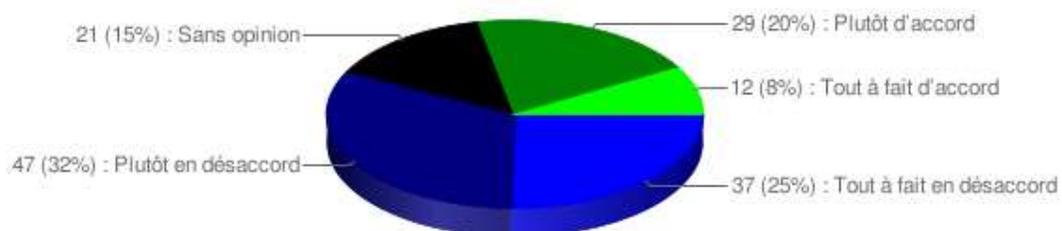
13 - Les subventions agricoles sont un moyen coûteux de ralentir l'exode rural. :

13-Les subventions agricoles sont un moyen coûteux de ralentir l'exode rural.



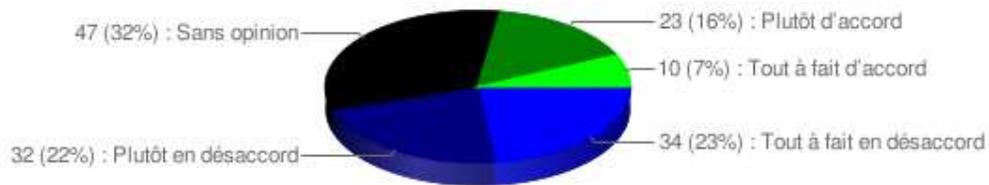
14 - Le protectionnisme est un moyen efficace pour réduire les inégalités de revenu sur le marché du travail français. :

14-Le protectionnisme est un moyen efficace pour réduire les inégalités de revenu sur le marché du travail français.



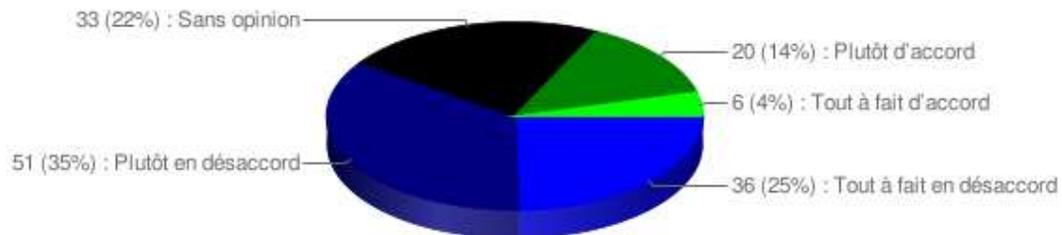
15 - La baisse de la TVA dans les secteurs non délocalisables comme la restauration est préférable à une baisse de la TVA dans les secteurs délocalisables. :

15-La baisse de la TVA dans les secteurs non délocalisables
comme la restauration est préférable à une baisse de la
TVA dans les secteurs délocalisables.



16 - L'exode des cerveaux ne réduit pas significativement le PIB par tête des pays pauvres. :

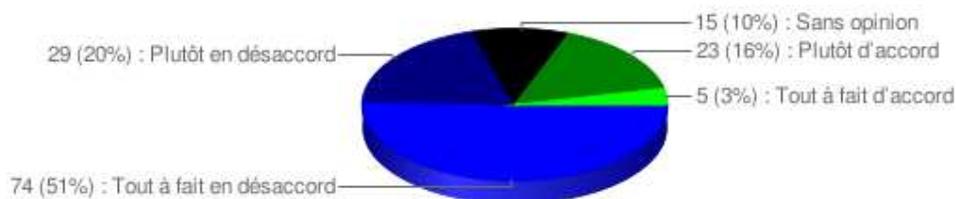
16-L'exode des cerveaux ne réduit pas significativement le PIB par
tête des pays pauvres.



3. Education, capital humain

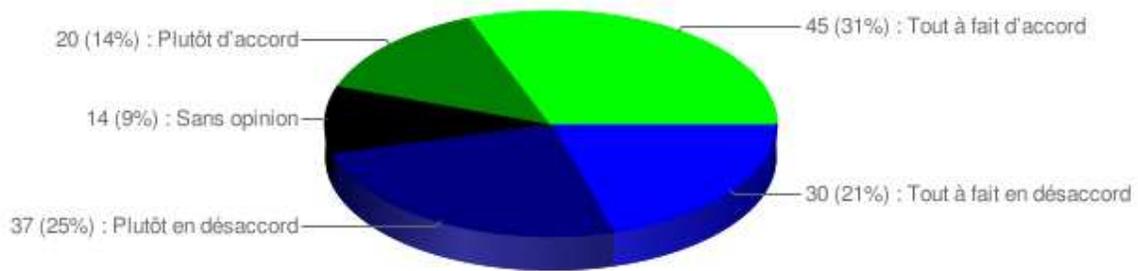
17 - *On devrait donner à tous les parents des « chèques éducation » qui pourraient être utilisés dans des écoles publiques comme privées. :

17-*On devrait donner à tous les parents des « chèques
éducation » qui pourraient être utilisés dans des écoles publiques
comme privées.



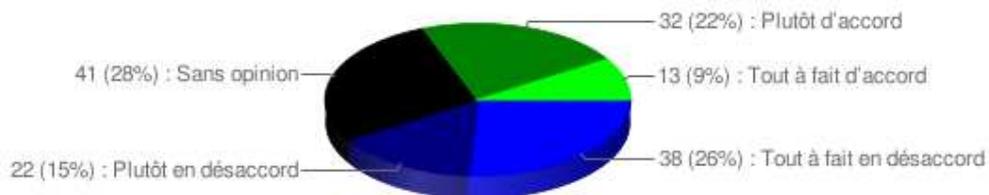
18 - *La concurrence entre universités sera néfaste pour les étudiants. :

18- *La concurrence entre universités sera néfaste pour les étudiants.



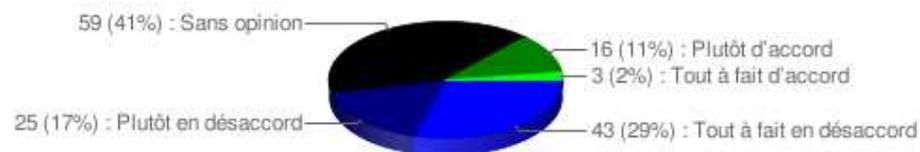
19 - Seuls les parents aux revenus les plus bas devraient recevoir des « chèques éducation » qui pourraient être utilisés dans les écoles publiques ou privées. :

19-Seuls les parents aux revenus les plus bas devraient recevoir des « chèques éducation » qui pourraient être utilisés dans les écoles publiques ou privées.



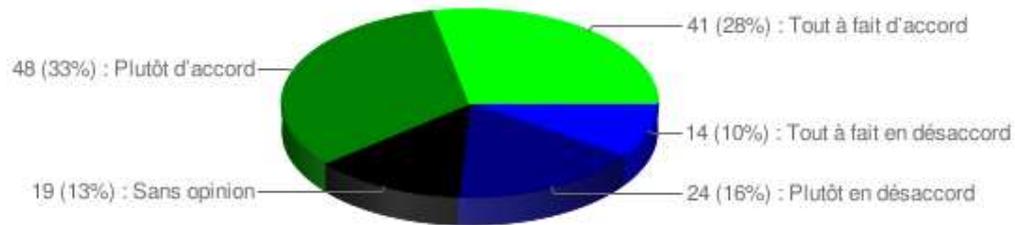
20 - Seuls les parents dont les enfants sont dans des écoles moins favorisées devraient recevoir des « chèques éducation » qui pourraient être utilisés dans des écoles publiques ou privées. :

20-Seuls les parents dont les enfants sont dans des écoles moins favorisées devraient recevoir des « chèques éducation » qui pourraient être utilisés dans des écoles publiques ou privées.



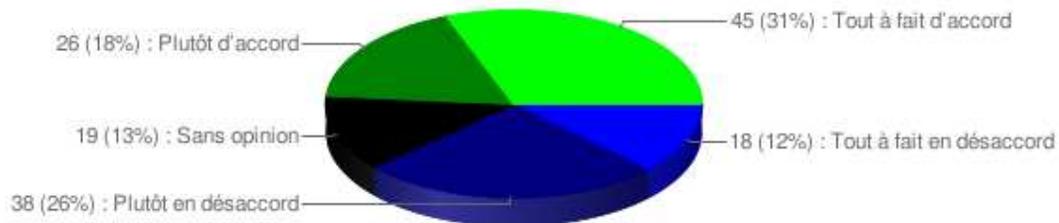
21 - La meilleure façon de lutter contre l'échec scolaire est de réduire la taille des classes. :

21-La meilleure façon de lutter contre l'échec scolaire est de réduire la taille des classes.



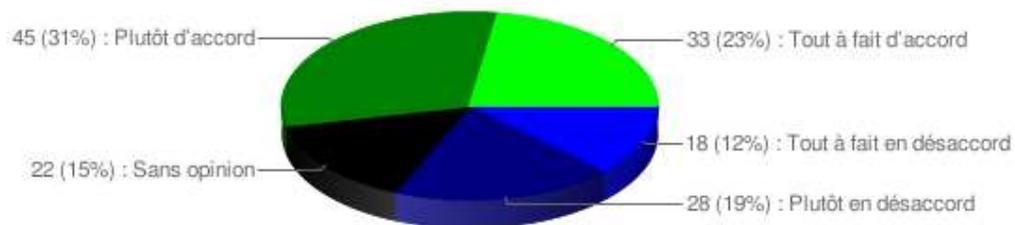
22 - Laisser les universités fixer leurs droits de scolarité bénéficierait principalement aux étudiants issus des ménages les plus riches. :

22-Laisser les universités fixer leurs droits de scolarité bénéficierait principalement aux étudiants issus des ménages les plus riches.



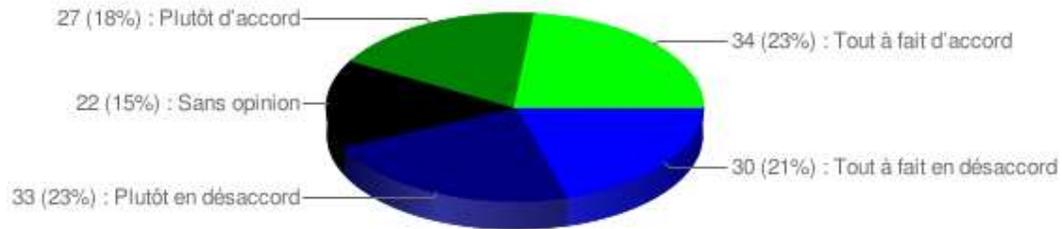
23 - Les universités devraient pouvoir sélectionner à l'entrée pour améliorer l'efficacité du système universitaire. :

23-Les universités devraient pouvoir sélectionner à l'entrée pour améliorer l'efficacité du système universitaire.



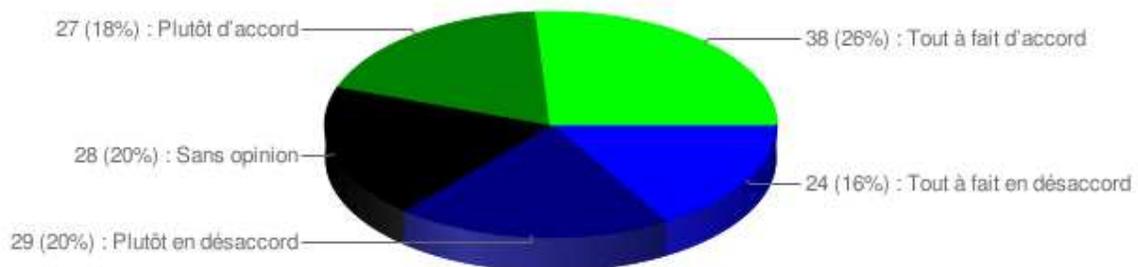
24 - La concurrence entre universités sera néfaste pour la production de recherche. :

24-La concurrence entre universités sera néfaste pour la production de recherche.



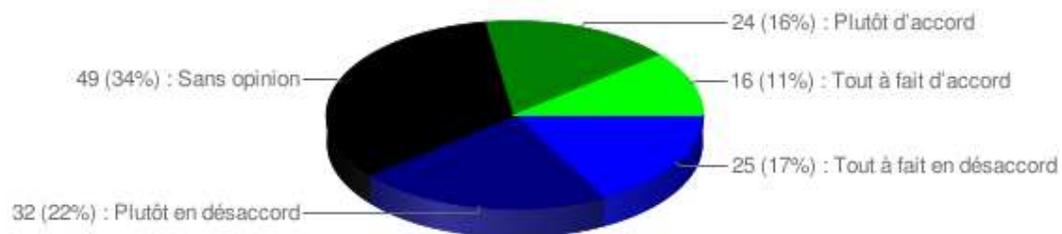
25 - La concurrence entre universités sera néfaste pour les enseignants-chercheurs. :

25-La concurrence entre universités sera néfaste pour les enseignants-chercheurs.



26 - Supprimer la carte scolaire est défavorable à la situation des bons élèves des quartiers défavorisés. :

26-Supprimer la carte scolaire est défavorable à la situation des bons élèves des quartiers défavorisés.

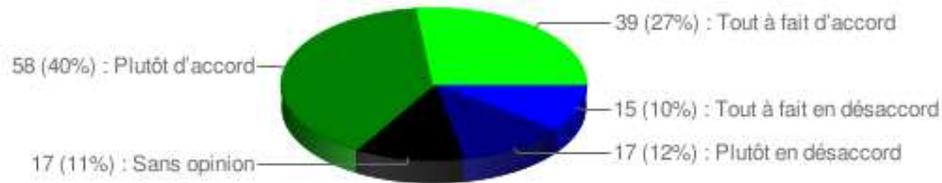


4. Sécurité sociale, redistribution

27 - *L'écart entre les recettes de la sécurité sociale et les dépenses sera trop

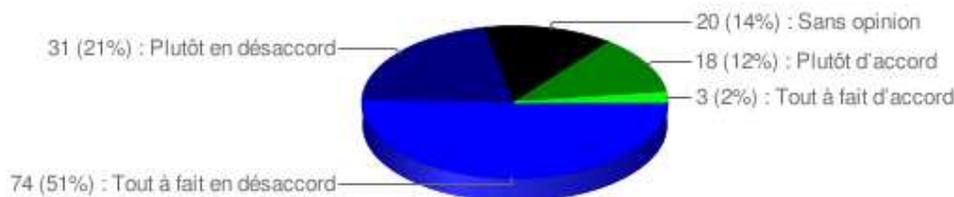
important et instable d'ici les prochaines 20 années si les politiques actuelles restent inchangées. :

27- *L'écart entre les recettes de la sécurité sociale et les dépenses sera trop important et instable d'ici les prochaines 20 années si les politiques actuelles restent inchangées.



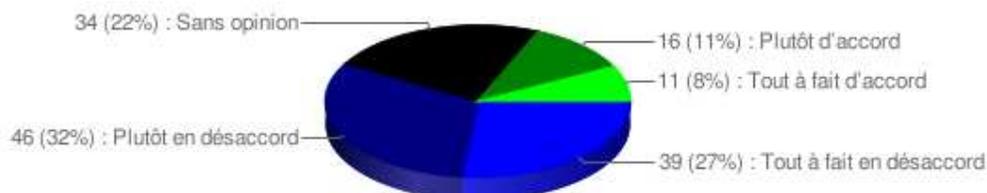
28 - *La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est d'obliger chacun à cotiser sur des comptes individuels investis à long-terme. :

28- *La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est d'obliger chacun à cotiser sur des comptes individuels investis à long-terme.



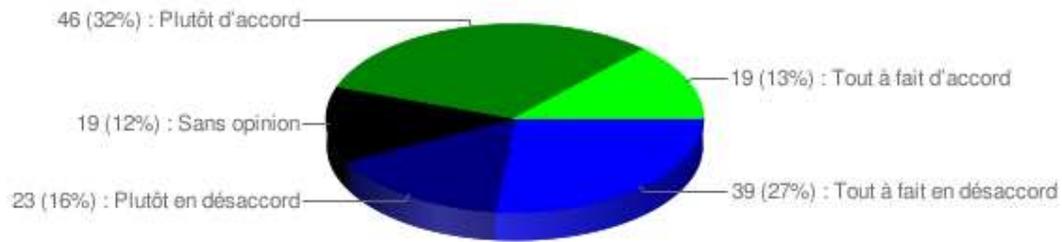
29 - La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est d'augmenter les charges assises sur les salaires. :

29-La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est d'augmenter les charges assises sur les salaires.



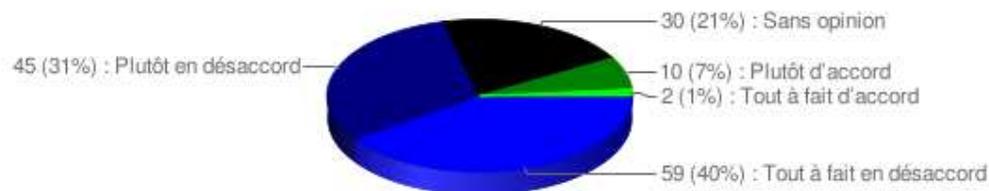
30 - La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est d'augmenter l'âge normal de retraite. :

30-La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est d'augmenter l'âge normal de retraite.



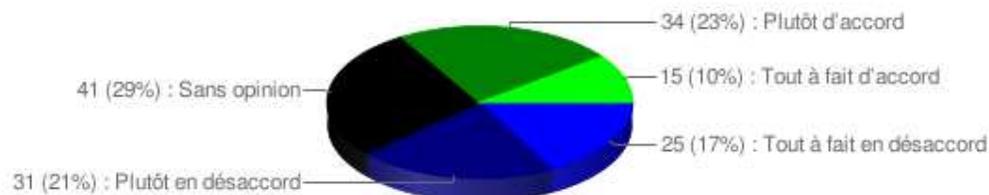
31 - La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est de diminuer les prestations et autres avantages de la sécurité sociale. :

31-La meilleure façon de gérer le déficit de long-terme de la sécurité sociale est de diminuer les prestations et autres avantages de la sécurité sociale.



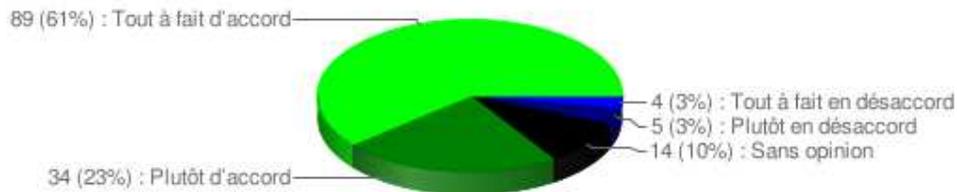
32 - Les pays développés qui n'ont pas une fécondité suffisante pour atteindre le niveau de renouvellement des populations devraient adopter des politiques natalistes. :

32-Les pays développés qui n'ont pas une fécondité suffisante pour atteindre le niveau de renouvellement des populations devraient adopter des politiques natalistes.



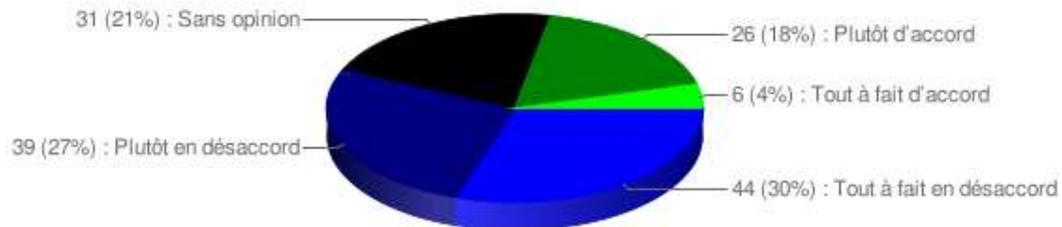
33 - La couverture des risques santé doit être publique pour éviter que certaines personnes ne se retrouvent sans assurance maladie parce qu'elles présentent un risque trop élevé. :

33-La couverture des risques santé doit être publique pour éviter que certaines personnes ne se retrouvent sans assurance maladie parce qu'elles présentent un risque trop élevé.



34 - Pour augmenter le pouvoir d'achat, imposer une baisse des prix aux grandes surfaces est la meilleure solution. :

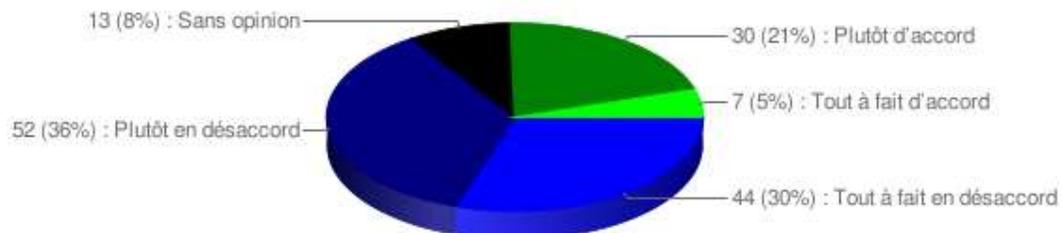
34-Pour augmenter le pouvoir d'achat, imposer une baisse des prix aux grandes surfaces est la meilleure solution.



5. Fiscalité

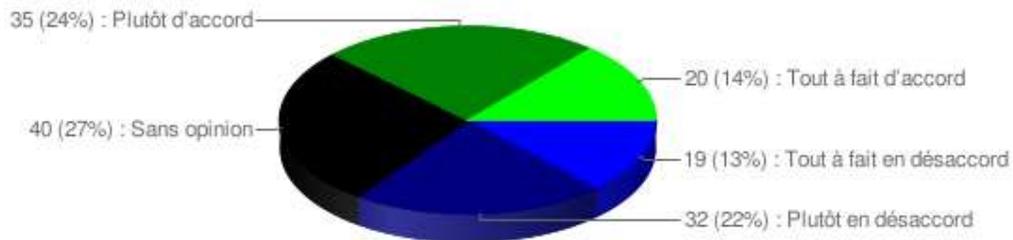
35 - *Les taxes sur les successions sont désincitatives pour la constitution d'un patrimoine. :

35-*Les taxes sur les successions sont désincitatives pour la constitution d'un patrimoine.



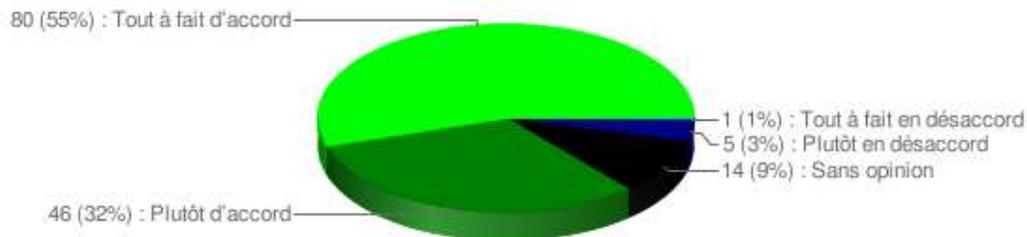
36 - *Les droits de mutations sur l'immobilier diminuent la mobilité géographique. :

36- *Les droits de mutations sur l'immobilier diminuent la mobilité géographique.



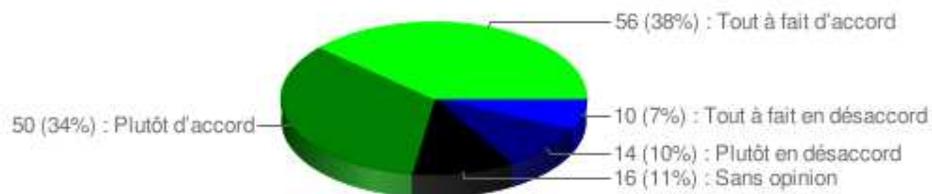
37 - Les niches fiscales permettent à des ménages riches de ne pas payer d'impôt. :

37-Les niches fiscales permettent à des ménages riches de ne pas payer d'impôt.



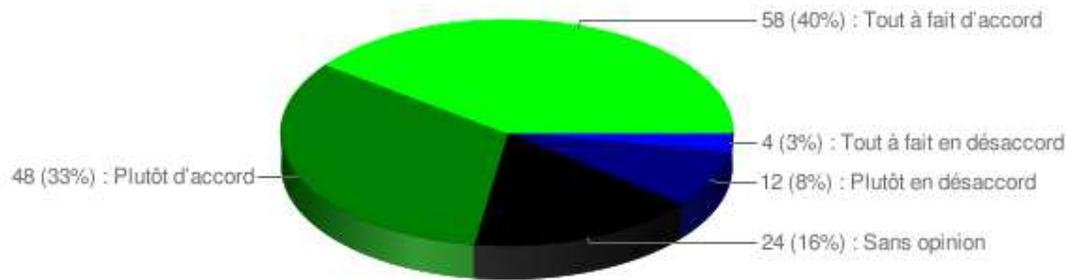
38 - Le gouvernement devrait augmenter l'impôt sur le revenu et réduire de façon équivalente la TVA afin d'augmenter le caractère progressif du système d'imposition français. :

38-Le gouvernement devrait augmenter l'impôt sur le revenu et réduire de façon équivalente la TVA afin d'augmenter le caractère progressif du système d'imposition français.



39 - Il faudrait augmenter l'assiette de l'impôt sur le revenu. :

39-Il faudrait augmenter l'assiette de l'impôt sur le revenu.



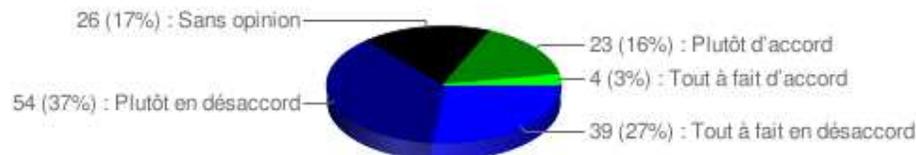
40 - Créer une nouvelle tranche pour les très hauts revenus au niveau **national** avec une forte taxation marginale aurait pour effet de créer une fuite des capitaux vers des pays à fiscalité plus faible. :

40-Créer une nouvelle tranche pour les très hauts revenus au niveau **national** avec une forte taxation marginale aurait pour effet de créer une fuite des capitaux vers des pays à fiscalité plus faible.



41 - Créer une nouvelle tranche pour les très hauts revenus au niveau **de l'Europe** avec une forte taxation marginale aurait pour effet de créer une fuite des capitaux vers des pays non-européens à fiscalité plus faible. :

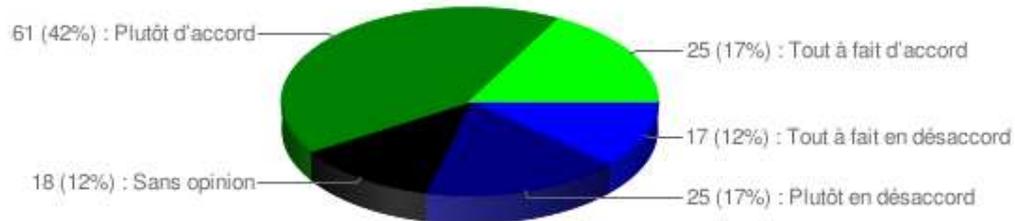
41-Créer une nouvelle tranche pour les très hauts revenus au niveau **de l'Europe** avec une forte taxation marginale aurait pour effet de créer une fuite des capitaux vers des pays non-européens à fiscalité plus faible.



6. Environnement

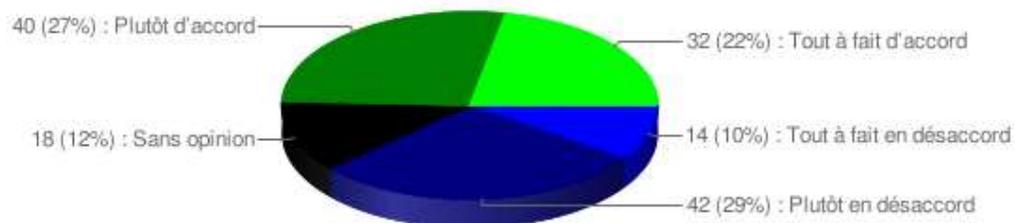
42 - *Une taxe sur le carbone est une bonne solution aux problèmes d'environnement. :

42- *Une taxe sur le carbone est une bonne solution aux problèmes d'environnement.



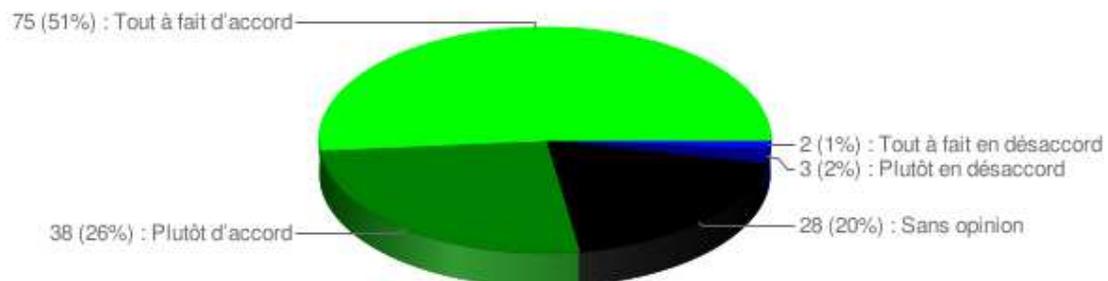
43 - *Les politiques environnementales doivent s'appuyer sur des contraintes directes plutôt que sur incitations économiques. :

43- *Les politiques environnementales doivent s'appuyer sur des contraintes directes plutôt que sur incitations économiques.



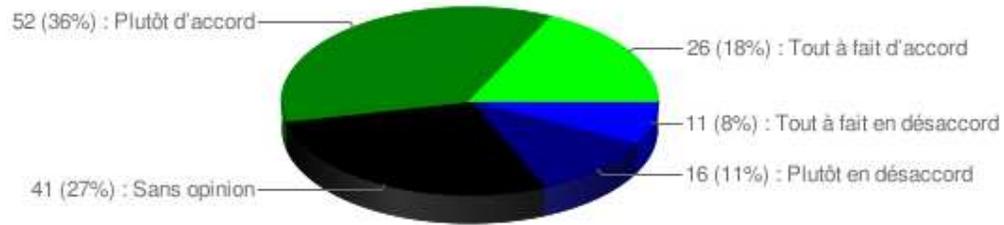
44 - Les États-Unis devraient ratifier les accords de Kyoto. :

44- Les États-Unis devraient ratifier les accords de Kyoto.



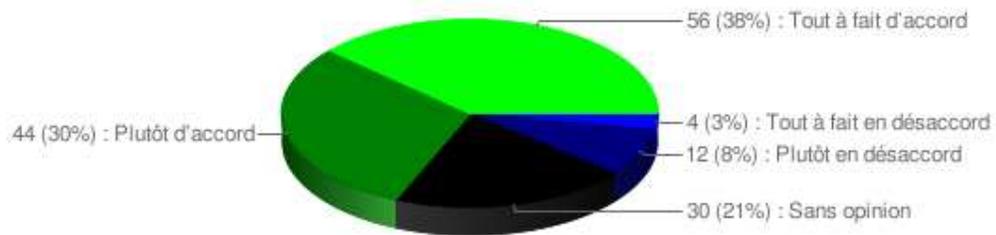
45 - L'énergie nucléaire est une bonne idée pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le court-terme. :

45-L'énergie nucléaire est une bonne idée pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le court-terme.



46 - La défense de la biodiversité a un sens économiquement parlant. :

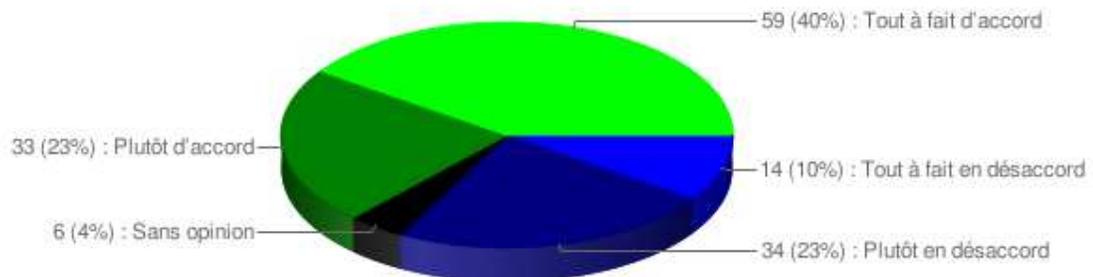
46-La défense de la biodiversité a un sens économiquement parlant.



7. Marché du travail

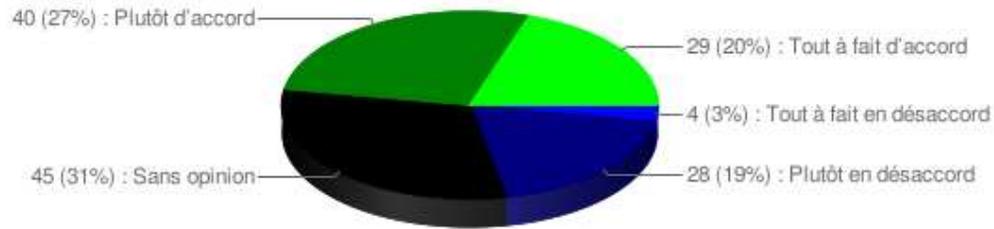
47 - *Le salaire minimum ne détruit pas d'emplois. :

47-*Le salaire minimum ne détruit pas d'emplois.



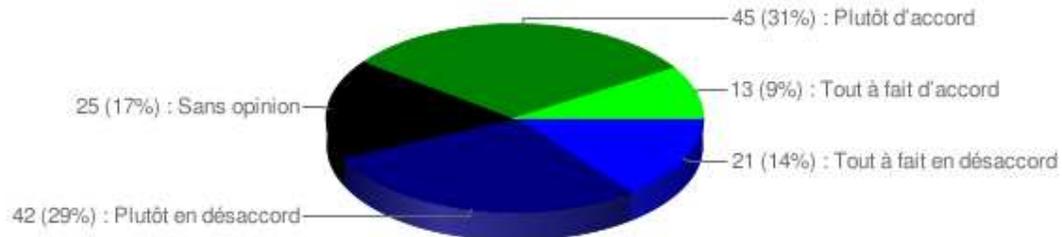
48 - *Le RSA n'aura pas d'effets sur l'emploi car les emplois correspondants ne seront pas créés. :

48- *Le RSA n'aura pas d'effets sur l'emploi car les emplois correspondants ne seront pas créés.



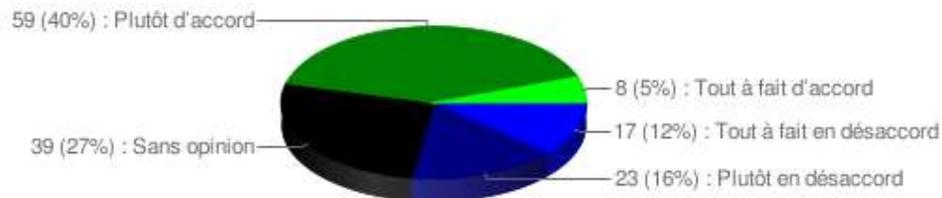
49 - L'immigration fait pression à la baisse sur les salaires des salariés les moins qualifiés. :

49-L'immigration fait pression à la baisse sur les salaires des salariés les moins qualifiés.



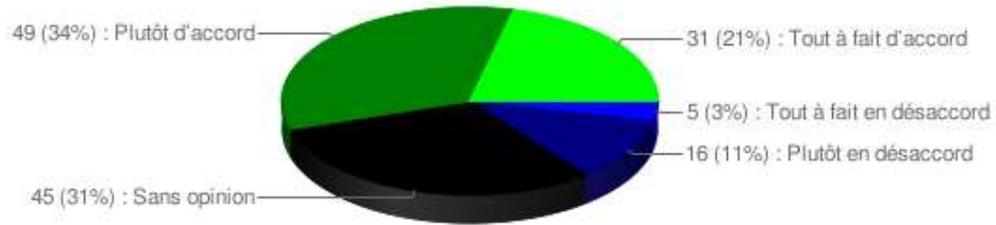
50 - Une immigration sélective basée sur les qualifications permet d'augmenter le stock de connaissance, bénéfique pour la croissance de long terme. :

50-Une immigration sélective basée sur les qualifications permet d'augmenter le stock de connaissance, bénéfique pour la croissance de long terme.



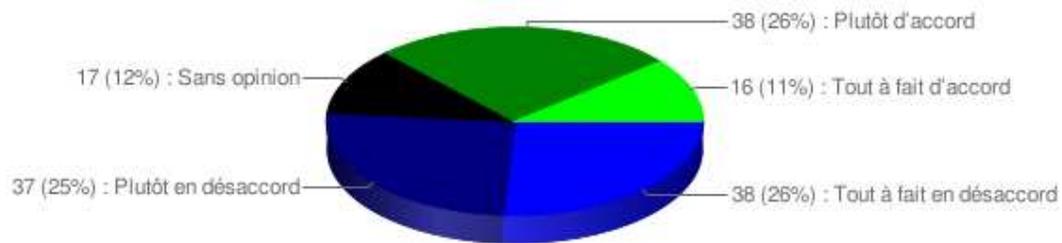
51 - Le RSA créera une trappe à travail à temps partiel. :

51-Le RSA créera une trappe à travail à temps partiel.



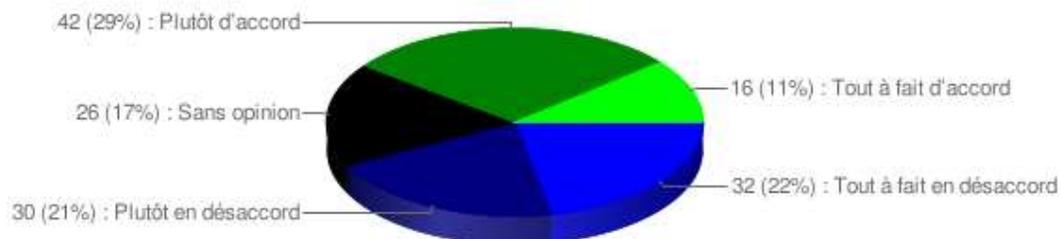
52 - Une baisse du coût du travail est favorable à l'emploi. :

52-Une baisse du coût du travail est favorable à l'emploi.



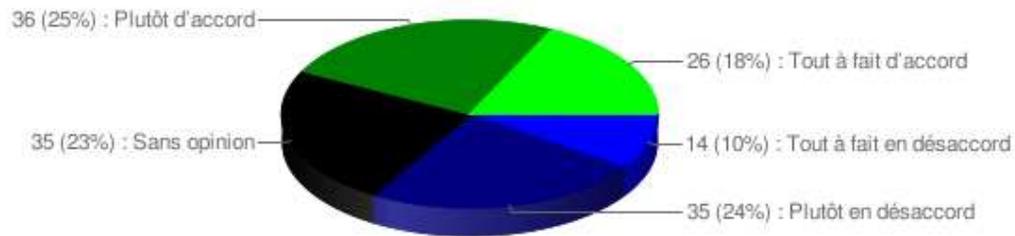
53 - La protection contre les licenciements est défavorable aux créations de postes. :

53-La protection contre les licenciements est défavorable aux créations de postes.



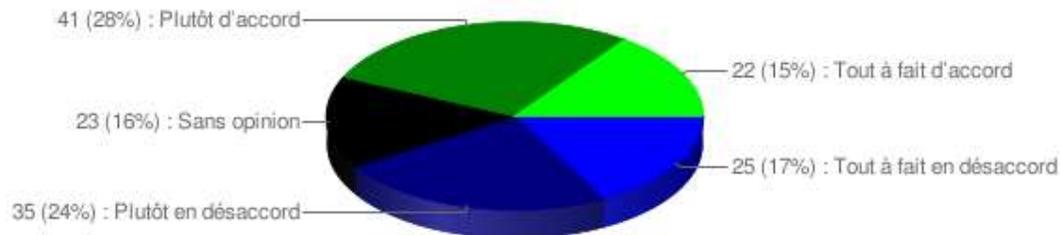
54 - Le chômage résulte d'un déficit de demande dû à des politiques macroéconomiques trop restrictives. :

54-Le chômage résulte d'un déficit de demande dû à des politiques macroéconomiques trop restrictives.



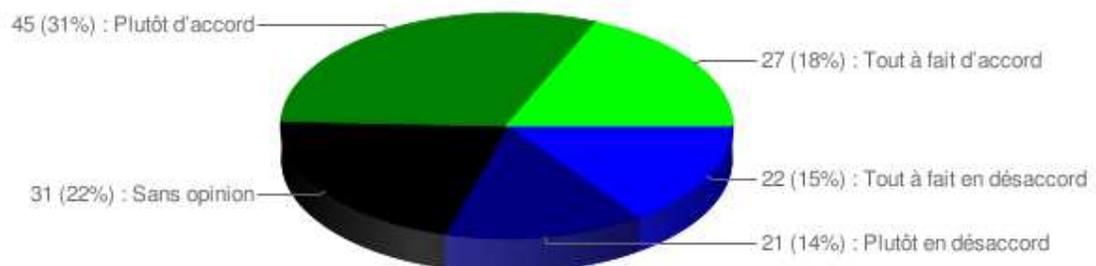
55 - Il faut augmenter les salaires via le salaire minimum pour relancer la consommation. :

55-Il faut augmenter les salaires via le salaire minimum pour relancer la consommation.



56 - Les 35 heures ont été bénéfiques à l'emploi. :

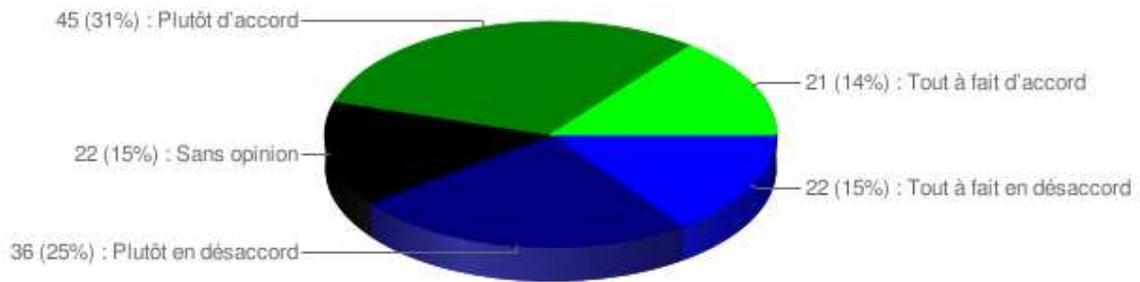
56-Les 35 heures ont été bénéfiques à l'emploi.



8. Marché du logement

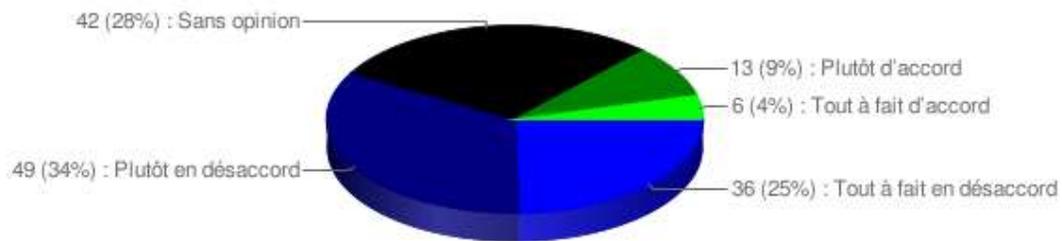
57 - *Les blocages de loyers renforcent la pénurie de logement :

57- *Les blocages de loyers renforcent la pénurie de logement



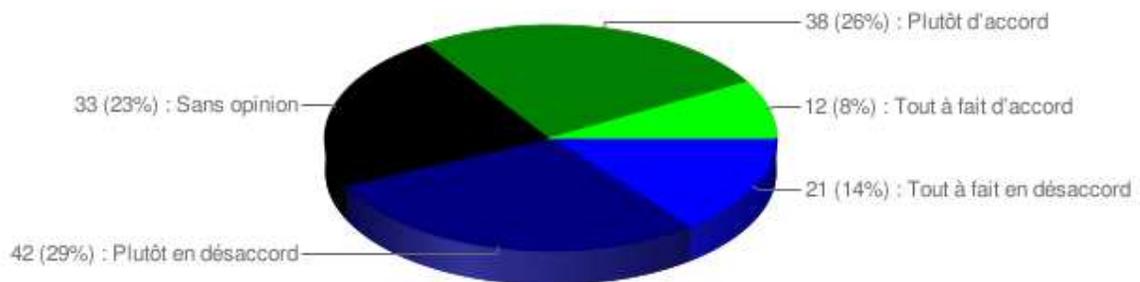
58 - *Le déficit de logement est dû à la fiscalité de l'immobilier. :

58- *Le déficit de logement est dû à la fiscalité de l'immobilier.



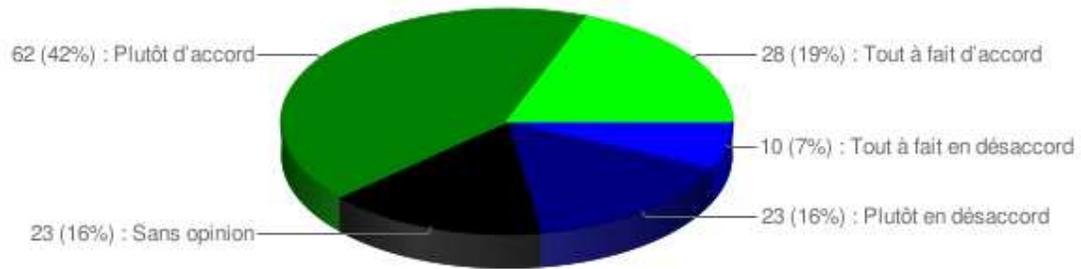
59 - Les droits des locataires découragent les propriétaires. :

59- Les droits des locataires découragent les propriétaires.



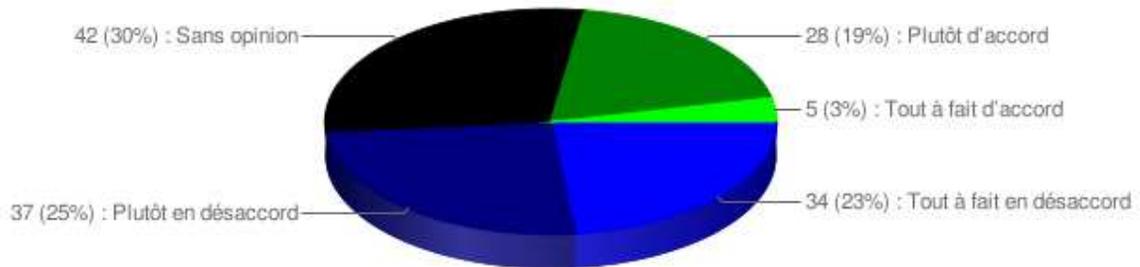
60 - Le logement social est une forme de redistribution efficace. :

60-Le logement social est une forme de redistribution efficace.



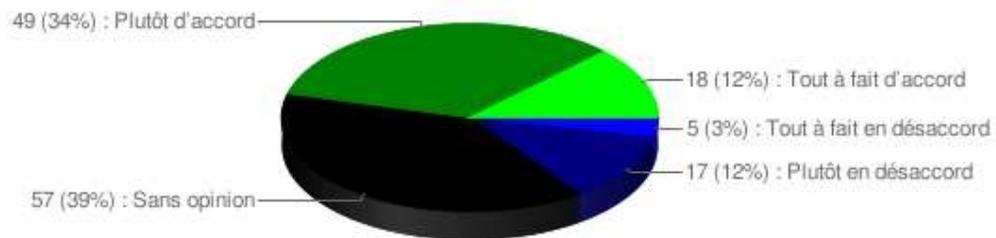
61 - Le droit au logement opposable est une solution viable. :

61-Le droit au logement opposable est une solution viable.



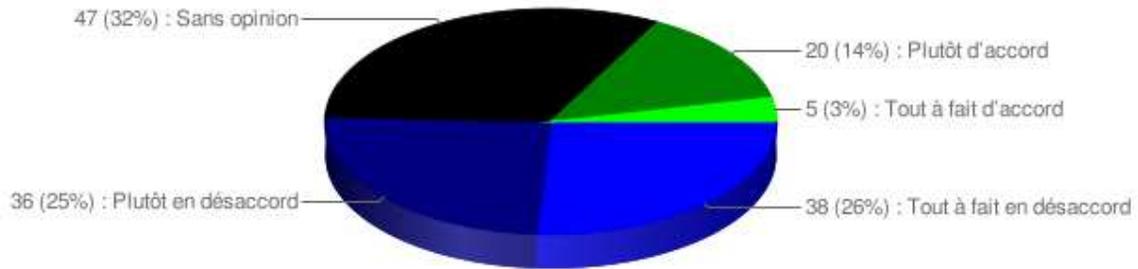
62 - Les maires devraient mettre plus de foncier sur le marché. :

62-Les maires devraient mettre plus de foncier sur le marché.



63 - Les prêts hypothécaires devraient être encouragés. :

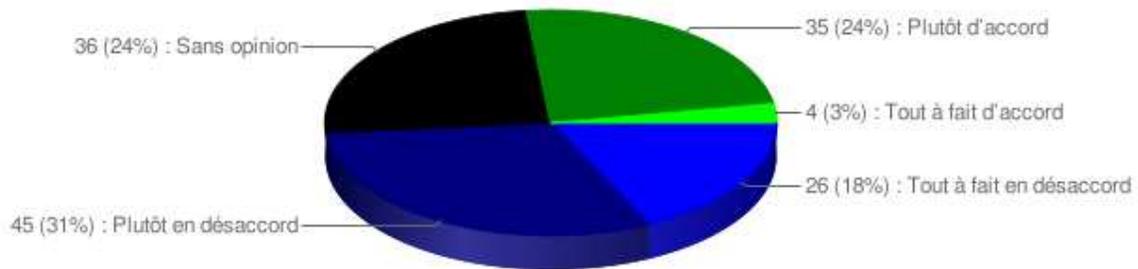
63-Les prêts hypothécaires devraient être encouragés.



9. Euro, macroéconomie internationale

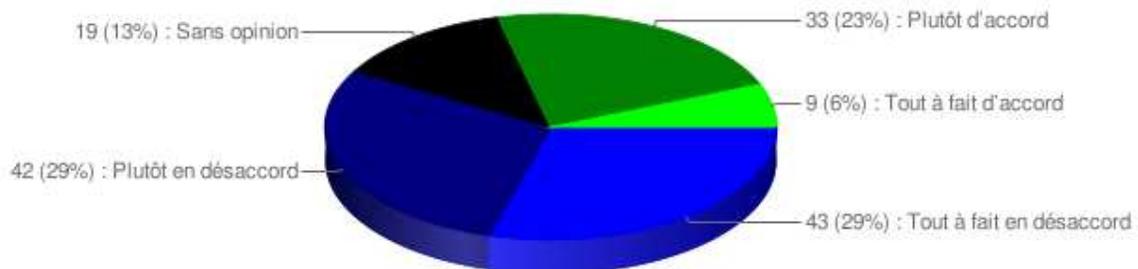
64 - *La zone euro est une zone monétaire optimale. :

64-*La zone euro est une zone monétaire optimale.



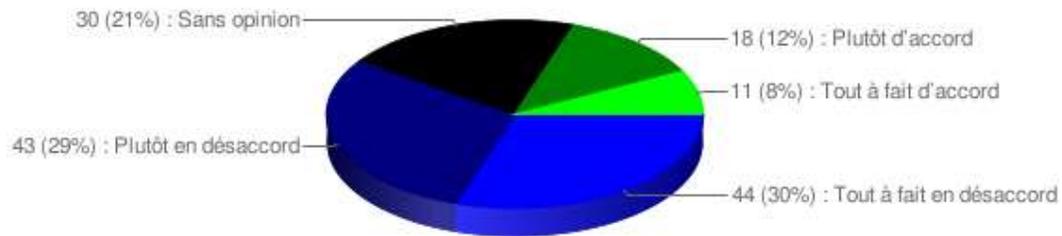
65 - *L'euro a créé de l'inflation. :

65-*L'euro a créé de l'inflation.



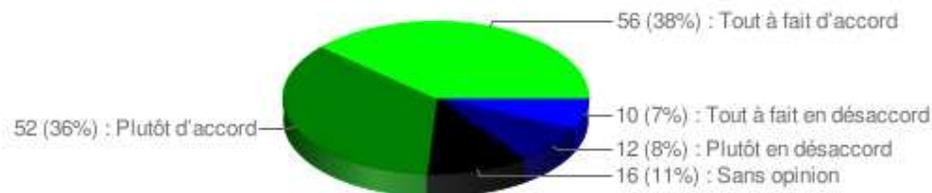
66 - L'appartenance à la zone euro est nuisible à la compétitivité de l'économie française. :

66-L'appartenance à la zone euro est nuisible à la compétitivité de l'économie française.



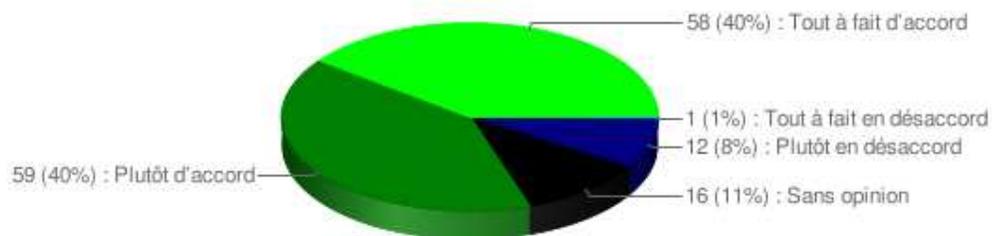
67 - La concurrence fiscale devrait être interdite entre les pays de la zone Euro pour éviter le report des taxes sur les facteurs les moins mobiles. :

67-La concurrence fiscale devrait être interdite entre les pays de la zone Euro pour éviter le report des taxes sur les facteurs les moins mobiles.



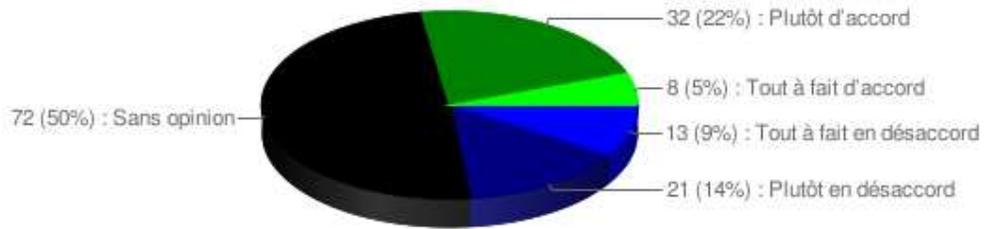
68 - La politique budgétaire devrait être coordonnée entre les pays de la zone Euro. :

68-La politique budgétaire devrait être coordonnée entre les pays de la zone Euro.



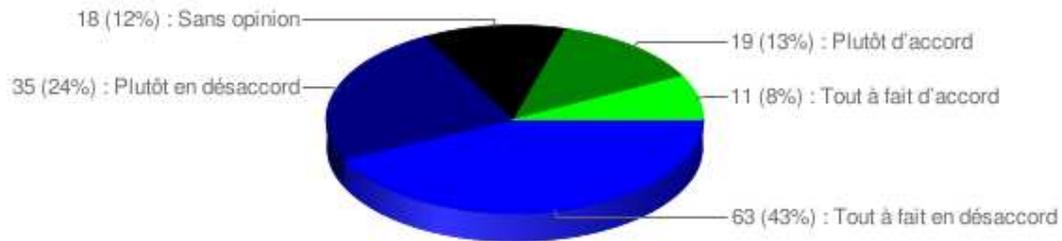
69 - Les fonds souverains à la française sont une bonne chose pour l'économie. :

69-Les fonds souverains à la française sont une bonne chose pour l'économie.



70 - La banque centrale européenne a raison de ne s'occuper que de l'inflation. :

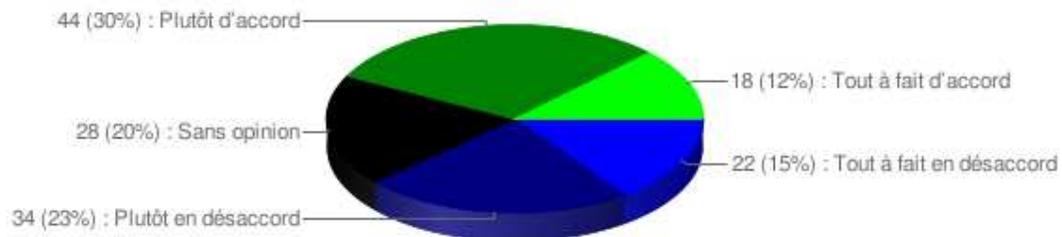
70-La banque centrale européenne a raison de ne s'occuper que de l'inflation.



10. Crise, gestion du secteur financier et plans de relance

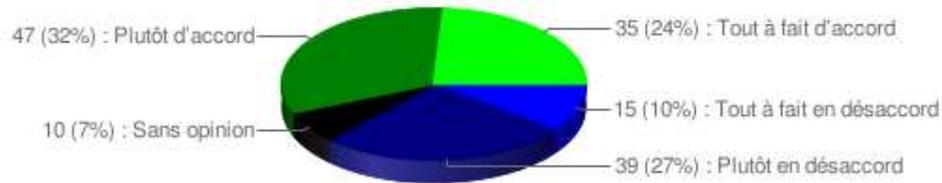
71 - *Laisser les taux d'intérêt des banques centrales proches de 0% pendant plusieurs années renforce les risques d'inflation. :

71-*Laisser les taux d'intérêt des banques centrales proches de 0% pendant plusieurs années renforce les risques d'inflation.



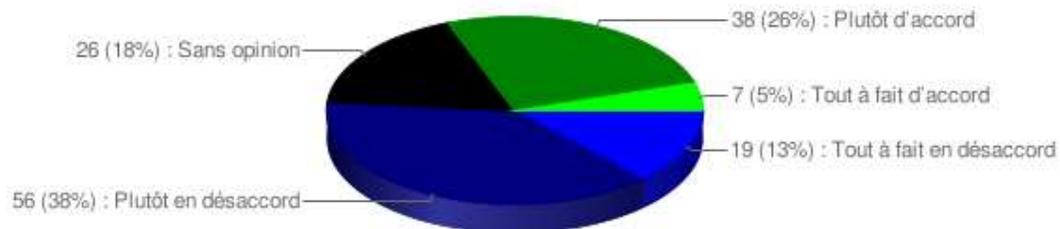
72 - *Plafonner les bonus des traders au niveau national est une bonne mesure si on veut limiter la prise de risque excessive des salles de marché. :

72-*Plafonner les bonus des traders au niveau national est une bonne mesure si on veut limiter la prise de risque excessive des salles de marché.



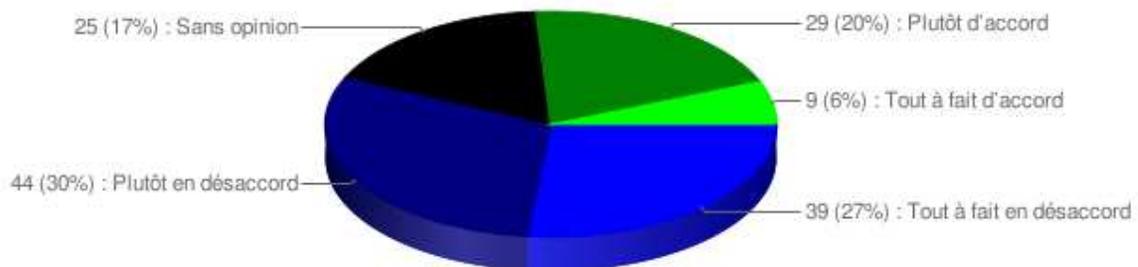
73 - L'endettement de l'État au-delà de 60% est une source de tension sur les marchés financiers. :

73-L'endettement de l'État au-delà de 60% est une source de tension sur les marchés financiers.



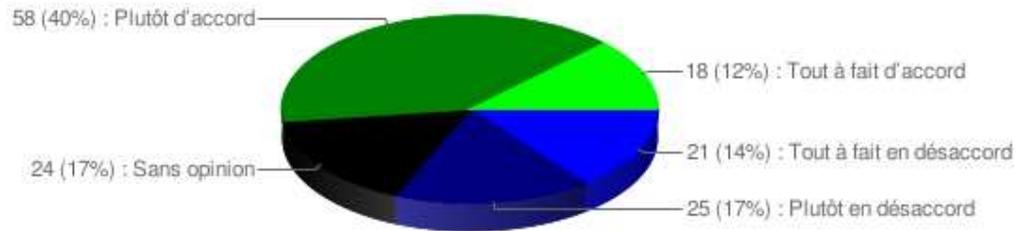
74 - La crise résulte essentiellement d'une politique monétaire accommodante. :

74-La crise résulte essentiellement d'une politique monétaire accommodante.



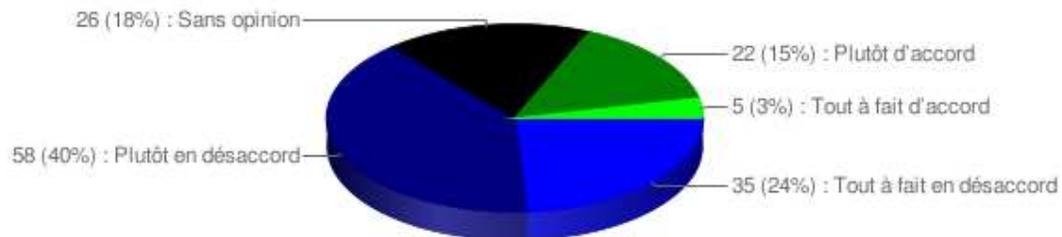
75 - La crise résulte essentiellement de la volonté de prêter à des ménages américains insolubles. :

75-La crise résulte essentiellement de la volonté de prêter à des ménages américains insolubles.



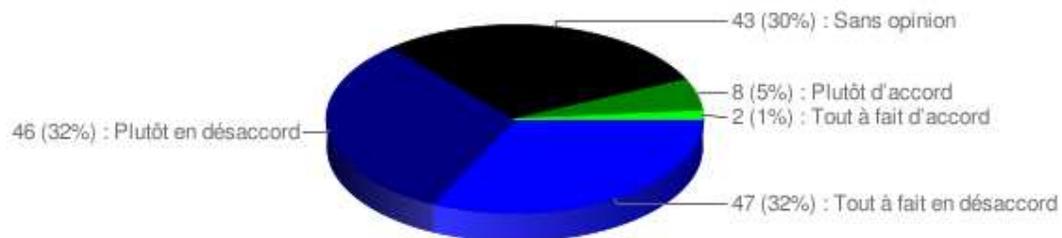
76 - Une relance massive de l'économie impliquant plus de 5% de déficit est dangereuse. :

76-Une relance massive de l'économie impliquant plus de 5% de déficit est dangereuse.



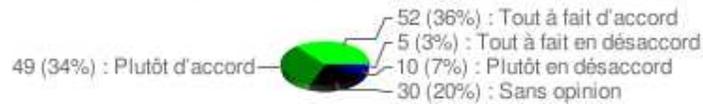
77 - Le dollar doit rester la monnaie de référence du système financier international. :

77-Le dollar doit rester la monnaie de référence du système financier international.



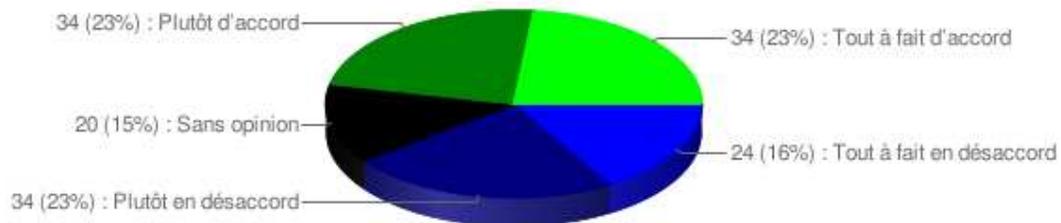
78 - Pour mieux réguler le système financier international, une mesure intéressante est d'imposer, au niveau international, aux banques des "paradis fiscaux" de répondre aux sollicitations des administrations fiscales étrangères, comme dans le cas d'UBS et des États-Unis qui a conduit à une demande de levée du secret bancaire de plusieurs milliers de résidents américains. :

78-Pour mieux réguler le système financier international, une mesure intéressante est d'imposer, au niveau international, aux banques des "paradis fiscaux" de répondre aux sollicitations des administrations fiscales étrangères, comme dans le cas d'UBS et des États-Unis qui a conduit à une demande de levée du secret bancaire de plusieurs milliers de résidents américains.



79 - L'État devrait nationaliser tout ou partie du secteur bancaire français afin de garantir la stabilité du secteur en France. :

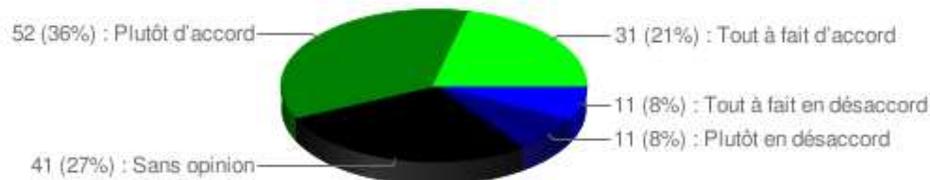
79-L'État devrait nationaliser tout ou partie du secteur bancaire français afin de garantir la stabilité du secteur en France.



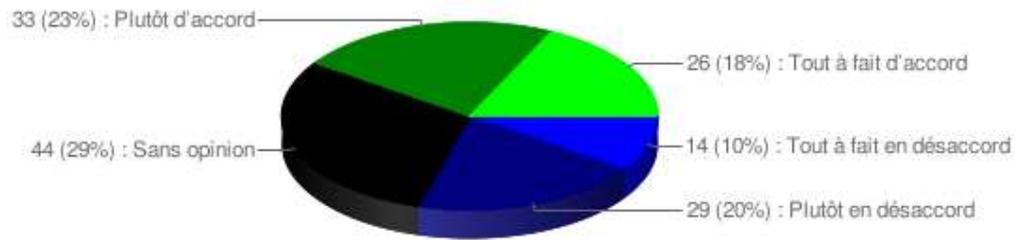
11. Divers

80 - Pour réduire la congestion, il faut des péages urbains à Paris et dans les grandes villes et rendre les autoroutes gratuites à la campagne (et non l'inverse). :

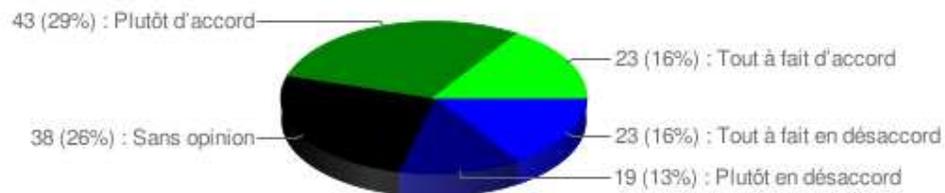
80-Pour réduire la congestion, il faut des péages urbains à Paris et dans les grandes villes et rendre les autoroutes gratuites à la campagne (et non l'inverse).



81 - Il faut renforcer les limitations de vitesse sur les autoroutes. :

81-II faut renforcer les limitations de vitesse sur les autoroutes.

82 - Il faut légaliser le cannabis afin d'éviter une hausse des prix qui développerait les activités criminelles et les bandes organisées. :

82-II faut légaliser le cannabis afin d'éviter une hausse des prix qui développerait les activités criminelles et les bandes organisées.

Discon OK.

Supplemental Table: Agreement and Disagreement among AEA Members on Policy Questions

Question	Number of Respondents	Strongly Disagree (1)	Disagree (2)	Neutral (3)	Agree (4)	Strongly Agree (5)	Average
1. The U.S. should eliminate remaining tariffs and other barriers to trade.	80	2.5%	5%	5%	47.5%	40%	4.18
2. The U.S. should restrict employers from outsourcing work to foreign countries.	81	61.7	28.4	2.5	3.7	2.5	1.54
3. The U.S. should remove its anti-dumping laws.	80	1.3	23.8	13.8	28.8	32.5	3.68
4. The U.S. should eliminate agricultural subsidies.	81	1.2	6.2	7.4	29.6	55.6	4.32
5. Local and state governments in the U.S. should eliminate subsidies to professional sports franchises.	81	1.2	3.7	9.9	28.4	56.8	4.36
6. Parents should be given educational vouchers which can be used at government-run or privately-run schools.	82	13.4	17.1	2.4	41.5	25.6	3.49
7. Low income parents should be given educational vouchers which can be used at government-run or privately-run schools.	83	8.4	16.9	6	33.7	34.9	3.7
8. Parents with children in poorly-performing schools should be given educational vouchers which can be used at government-run or privately-run schools.	81	9.9	14.8	6.2	34.6	34.6	3.69
9. The legal monopoly held by U.S. Postal Service (USPS) on the delivery of first class mail should be ended.	77	7.8	24.7	24.7	23.4	19.5	3.22
10. The gap between Social Security funds and expenditures will become unsustainably large within the next fifty years if current policies remain unchanged.	81	3.7	4.9	6.1	46.3	39	4.11
If you agreed (answered 4 or 5) with the previous proposition, answer the following four questions:							
11. The best way to deal with Social Security's long-term funding gap is to move to mandatory personal accounts invested in the market.	70	31.4	22.9	10	20	15.7	2.66
12. The best way to deal with Social Security's long-term funding gap is to increase payroll taxes.	70	24.3	30	25.7	18.6	1.4	2.42
13. The best way to deal with Social Security's long-term funding gap is to increase the normal retirement age.	70	7.1	4.3	11.4	62.9	14.3	3.73
14. The best way to deal with Social Security's long-term funding gap is to decrease Social Security benefits.	70	11.4	17.1	14.3	45.7	11.4	3.29
15. Developed countries with fertility rates below the replacement level should adopt policies which will increase their fertility rates.	79	29.1	29.1	31.6	10.1	0	2.23
16. The U.S. should ratify the Kyoto Accords.	80	16.3	27.5	15	18.8	22.5	2.96
17. The U.S. should rely more on nuclear power.	80	2.5	7.5	26.9	45.6	17.5	3.68
18. The U.S. should increase energy taxes.	80	11.3	10	13.8	37.5	27.5	3.6
19. The U.S. should drill for oil in the Arctic National Wildlife Refuge.	81	33.3	22.2	8.6	21	14.8	2.62
20. The U.S. should eliminate inheritance/estate taxes.	83	31.3	28.9	4.8	12	22.9	2.66
21. The U.S. should replace the income tax with an equivalent tax on consumption.	81	19.8	16	21	33.3	9.9	2.98
22. The U.S. should adopt universal health insurance.	83	24.1	14.6	15.7	21.7	24.1	3.07
23. The U.S. should legalize marijuana.	82	2.4	14.6	20.7	34.1	28.1	3.71
24. Current U.S. immigration levels are too high.	78	17.9	35.9	29.5	15.4	1.3	2.46